NOUS NE FERONS PAS
MARCHE ARRIÈRE !

niet! éditions

Nous encourageons la reproduction
totale ou partielle de cet ouvrage à
des fins non commerciales.

• • • • •

niet-editions.fr
nieteditions@riseup.net

Diffusion : hobo-diffusion.com

• • • • •

Illustrations d'Emanuele Giacopetti et
Graphic News tirées de La bolla di Ventimiglia.
<www.graphic-news.com>

Photos de Michele Lapini aux pages 60, 98, 128 et 204. ©
<www.michelelapini.net>

Photo du collectif Krasnyi | Karim Brikci-Nigassa à la page 32. ©
<www.krasnyicollective.com>

• • • • •

Un grand merci à toutes celles et ceux qui ont passé
un bout de temps avec nous pour les entretiens,
souvent autour d'une table pleine de bouffe,
à Cecilia pour sa part du boulot et à toutes celles
et ceux qui luttent chaque jour contre ces frontières.

NOUS NE FERONS PAS MARCHE ARRIÈRE !

Luttes contre la frontière franco-italienne à Vintimille

2015 – 2017

Lucía Le Maquis

2017

Mise au point : traduire les luttes

Derrière Lucía Le Maquis se cachent plusieurs membres du collectif méditerranéen de traduction *Le Maquis*, basé à Marseille. Le prénom Lucía, quant à lui, est un hommage à une jeune femme argentine [1].

Depuis Marseille, nous avons participé par intermittence aux luttes à la frontière de Vintimille et à leur suivi – depuis la mise en place du campement jusqu'à aujourd'hui. Nous ne sommes pas des experts de la frontière et n'avons pas résidé à Vintimille de manière permanente. Notre contribution à cette lutte a souvent été la traduction. Traduction des langues à l'écrit ou à l'oral, de l'italien, de l'arabe et du turc vers le français, et vice versa, pour faciliter la communication ou pour diffuser des informations.

[1] Lucía Pérez, dont le meurtre sauvage par deux hommes le 8 octobre 2016 à Mar del Plata en Argentine a été l'un des éléments déclencheurs du mouvement féministe *Ni Una Menos*.

Traduction, parfois aussi, de certaines pratiques ou habitudes politiques pas toujours communes entre les personnes impliquées dans la lutte.

La traduction occupe une grande place dans nos têtes et dans nos cœurs. Nous nous sommes constitué·e·s en collectif car nous sommes convaincu·e·s que la traduction construit des ponts entre les rives de la Méditerranée, ces rives que les frontières séparent alors qu'elles ont tant en commun. Nous pensons que les langues doivent servir à créer des ponts de compréhension et de connaissance réciproques. Pour que cette « barrière de la langue », qui fait d'un outil de communication une frontière, n'en soit plus une.

Aujourd'hui comme hier, les langues sont parfois utilisées comme des armes d'exploitation et de domination. Elles peuvent être le terreau du nationalisme, de « l'identité nationale », du renfermement sur soi. La maîtrise des langues, des codes, des références peut aussi renforcer des rapports de pouvoir et des dépendances si trop peu s'en emparent. Nous combattons cela de toutes nos forces.

On vit différemment une lutte à laquelle l'on peut participer linguistiquement et une autre où l'on a, de fait, pas notre mot à dire. Les langues sont des conventions

collectives servant à décrire le monde, à nous décrire dans le monde, à nous reconnaître chez d'autres qui ne sont pas nous. Traduire à plusieurs nous permet de multiplier les points de vue que la traduction implique, de les faire dialoguer, de prendre pied dans différents systèmes de penser et d'agir. La multiplicité des langues est aussi celle des histoires, des regards et des luttes.

Nous avons vu au cours de la lutte à Vintimille que la traduction n'était pas une simple affaire de langage. Le point de vue de la traduction nous semble pertinent au sein des luttes contre les frontières car il produit un effet de décalage, qui permet d'observer les hiérarchies que les frontières produisent, même entre les personnes qui se battent contre elles. Ce n'est qu'à partir du constat de l'existence des hiérarchies qui nous traversent qu'il est possible d'imaginer comment les bouleverser. Même en traduisant les mots, on ne comble pas l'écart entre les histoires, les cultures, les situations de chacun·e. Mais l'on peut commencer à penser ensemble à partir de ces différences.

La traduction comme outil de lutte représente à nos yeux la pratique d'un nouvel internationalisme. Il ne s'agit pas seulement de lutter des deux côtés de la frontière, mais aussi contre elle et contre ses déclinaisons dans nos vies. Il ne s'agit pas de poser côte

à côte des identités préexistantes – les « Italiens » et les « Français » par exemple – mais de les remettre en cause. Il s'agit de tenter en permanence une redéfinition collective de ces identités, d'un rapport au monde, de désirs en commun, de futurs à construire ensemble. À partir de ce « nous » à géométrie variable. Il s'agit donc d'une véritable pratique politique encore toute à inventer au sein des luttes contre les frontières et au-delà. Ce ne sont que quelques réflexions, à partir desquelles nous voulons parler.

C'est pourquoi ce livre se nourrit d'entretiens, menés en plusieurs langues et traduits par nos soins. Nous avons interrogé des personnes qui participent à cette lutte depuis le début. Nous ne les avons pas choisies selon un critère particulier mais parce qu'elles avaient le temps et l'envie d'en discuter avec nous. Les liens d'amitié tissés au cours de ces mois ont également eu leur importance. Nous avons choisi de conserver les termes que les gens eux-mêmes emploient pour se définir. Pour contrer l'usage classique de la grammaire qui rend invisibles les participantes aux luttes, nous avons féminisé le texte, quoique pas de manière systématique, pour éviter d'alourdir la lecture.

Enfin, pour aller plus loin, les entretiens sont tous intégralement disponibles sur le site du collectif *Le Maquis*.

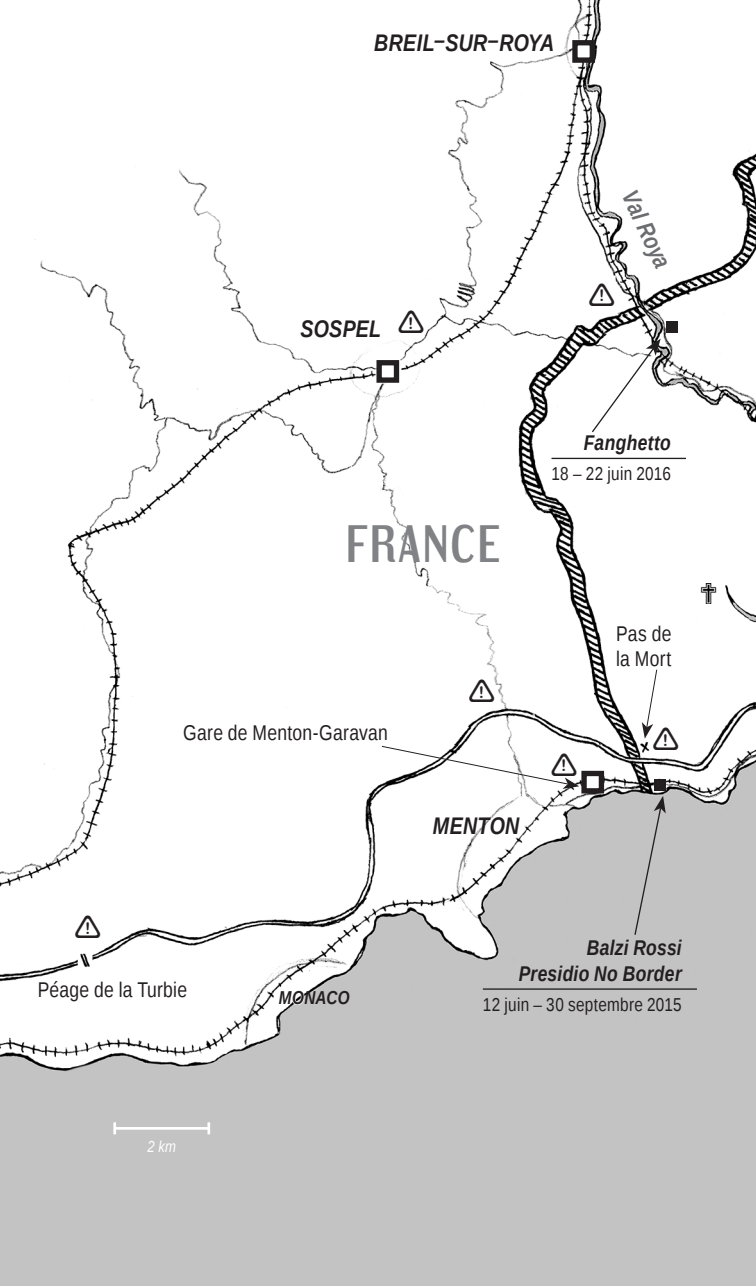
Cartes

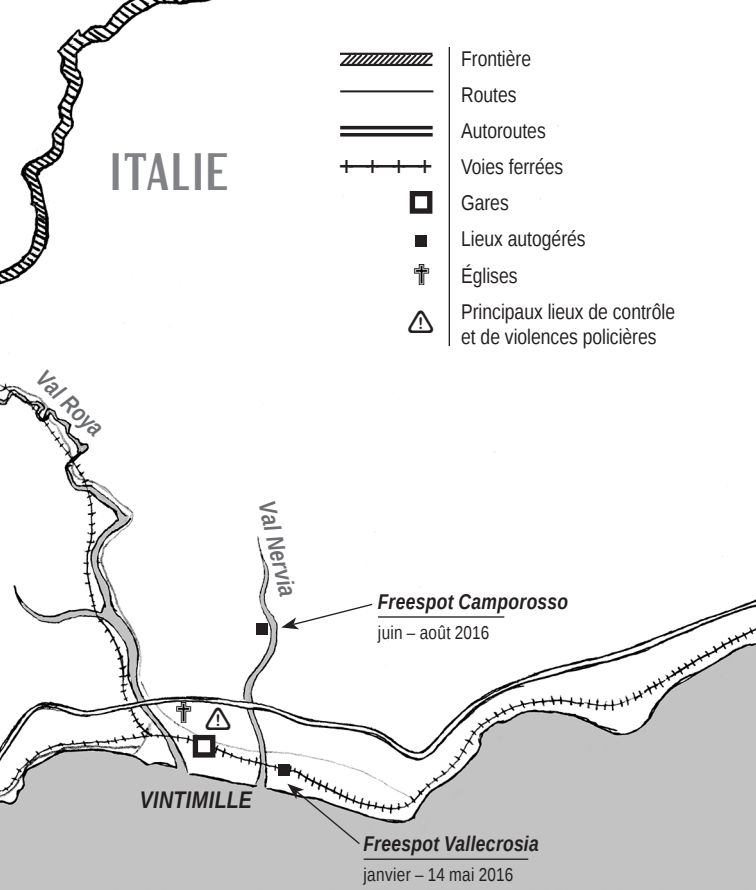
Carte 1.

La situation à la frontière franco-italienne

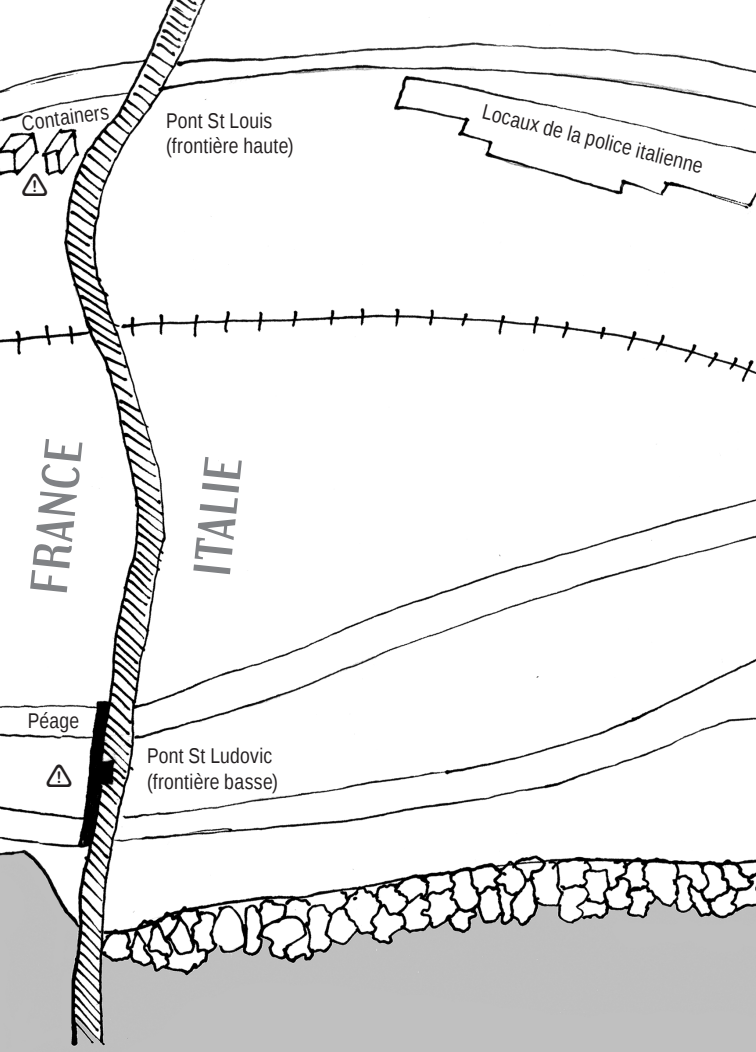
Carte 2.

Le Presidio No Border à Vintimille et la frontière

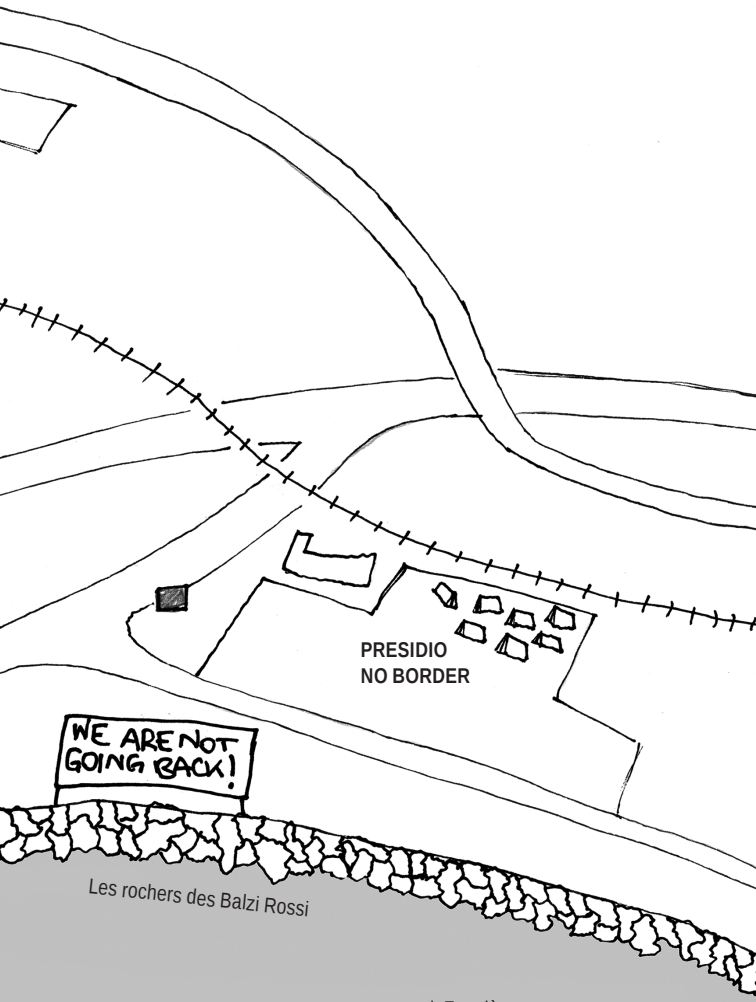

BREIL-SUR-ROYA
Val Roya
SOSPEL
Fanghetto
18 – 22 juin 2016
FRANCE
Pas de
la Mort
Gare de Menton-Garavan
MENTON
Balzi Rossi
Presidio No Border
12 juin – 30 septembre 2015
Péage de la Turbie
MONACO
2 km



La situation à la frontière franco-italienne



Le Presidio No Border à Vintimille et la frontière



Frontière

Routes et autoroutes

Voies ferrées

Principaux lieux de contrôle et de violences policières

La frontière franco-italienne : quelques points de repère

La frontière dont il est question dans ce livre existe depuis 1860, juste avant la constitution de l'Italie en tant que nation unifiée, en 1861. Censée bloquer le passage, elle n'a pas résisté aux nombreuses traversées clandestines qui l'ont accompagnée dès sa naissance. À divers moments de l'histoire, et pour bien des raisons, des déserteurs, des contrebandiers, des antifascistes, des juifs, des rescapés des luttes des années 1970 et une multitude de migrant·e·s l'ont traversée et continuent de le faire. Cependant, une partie des personnes qui se sont lancées et qui se lancent encore dans la traversée n'ont pas réussi : beaucoup ont été arrêtées en essayant, d'autres sont mortes. Depuis le début, cette frontière tue une partie de celles et ceux qui tentent de la franchir. Du XIXe siècle à nos jours, le fameux « Pas de la Mort » et son gouffre, situé sur le chemin qui part du hameau de Grimaldi Superiore, ont avalé de nombreuses vies.

Aujourd'hui, la mort rôde encore autour de cette frontière : en 2016 et 2017, une bonne dizaine de personnes y sont décédées, parfois percutées sur l'autoroute, parfois par des trains dans les tunnels. Une partie des cheminots de la région niçoise – trop peu cependant – refusent d'ailleurs pour cette raison de collaborer à la chasse aux migrant·e·s dans les trains[2]. Les rafles à bord poussent en effet les personnes qui traversent à s'aventurer à pied sur les rails plutôt que de monter dans les wagons. Mais tous les jours, les trains qui arrivent de Vintimille ou qui descendent de la vallée de la Roya voient encore monter à leur bord des hommes armés. Ils viennent chercher d'autres hommes, des femmes, des enfants, dont – selon ce qu'on nous dit – la France ne veut pas. En 2016, 35 000 personnes ont été arrêtées en voulant passer en France, que ce soit dans les trains ou ailleurs, et renvoyées.

Malgré ce douloureux décompte, la fonction de cette frontière reste intrinsèquement ambiguë. L'imaginaire de l'« Europe forteresse » ne rend pas vraiment compte de ce que représentent ses frontières externes et internes. Malgré leur tendance à exclure de plus en plus de personnes, et ce de façon toujours plus violente, tout en s'ouvrant volontiers aux flux de l'économie, aux capitaux et

[2] « À la frontière italienne, des cheminots résistent à la "chasse aux migrants" », *Mediapart*, 12 janvier 2017.

aux ressources naturelles, un autre mécanisme est en jeu. Ces frontières servent aussi à inclure, mais de manière différentielle, selon la façon qu'on a de les passer et ce qui nous attend de l'autre côté. Aussi surveillées qu'elles puissent être, elles continuent d'être énormément traversées, légalement ou non. Une fois franchies, de nombreuses personnes sont rendues clandestines, prises dans une incertitude et une précarité de vie presque totales, privées de n'importe quel droit de base. Elles n'en servent pas moins de main d'œuvre à coût zéro sur de nombreux chantiers, toujours sous la menace de l'expulsion, contribuant ainsi bien malgré elles à baisser le coût du travail sur le marché. Et ce au profit des patrons, et en pouvant servir de bouc émissaire pour tous les maux du monde en cas de problème.

Prenons un exemple : les personnes interviewées dans ce livre et qui n'étaient pas censées passer de l'Italie à la France, se retrouvent aujourd'hui de ce côté. Par contre, à l'heure où nous écrivons ces lignes et lors de notre dernière visite en mars 2017, la situation des personnes bloquées à Vintimille a empiré et stagne de la même façon qu'un an auparavant. Depuis le campement No Border de l'été 2015 et au fil des luttes qui s'y sont déroulées, la militarisation de la frontière n'a cessé de s'adapter et de s'accroître. Les évolutions en terme de

contrôle obligent les personnes à trouver de nouveaux passages, jusqu'à ce que la police s'en aperçoive et adapte à nouveau sa répression, et ainsi de suite. Nous avons l'habitude d'imaginer la frontière comme étant une ligne, mais comme nous l'a dit Pascal, habitant de la vallée de la Roya : « D'un coup, la frontière a une épaisseur ![3] »

Les frontières évoluent et se reforment en étant à la fois de plus en plus renforcées et traversées. Elles ont la capacité constante de se multiplier et de se diversifier. Elles agissent non pas tant là où un barbelé symbolique est installé, mais à chaque endroit où un système de contrôle est mis en place. « *Every cop is a border*[4] » affirme à juste titre l'un des slogans créé par le mouvement de lutte contre les frontières. D'autres parlent, enfin, de frontières génératrices de « destruction créatrice[5] ». La destruction coïncide avec le contrôle, la surveillance et la violence meurtrière. La création correspond, d'abord, à la production d'une échelle de hiérarchies. Des hiérarchies linguistiques quand, par exemple, les personnes refoulées de France vers l'Italie expriment la volonté de demander l'asile, mais que la présence d'un traducteur – prévue par l'accord de

[3] Entretien avec Pascal du 12 février 2017.

[4] « Chaque flic est une frontière ».

[5] S. Mezzadra, B. Neilson, *Border as method, or the multiplication of labor*, Duke University Press, 2013.

Schengen – n'est jamais respectée. Des hiérarchies raciales aussi, dans le cas qui nous intéresse, produites par les contrôles au faciès et par un racisme structurel intrinsèque aux sociétés qui ont prospéré sur l'héritage de l'exploitation coloniale. Des hiérarchies économiques enfin, quand les personnes qui arrivent à la frontière ne possèdent presque plus rien après leur long et périlleux parcours migratoire et n'ont plus d'autre choix que d'accepter n'importe quelle condition de vie.

Malgré cela, on peut aussi voir une forme de création dans l'émergence de toutes les solidarités qui essayent de briser ces hiérarchies à travers des nouveaux liens d'insoumission, des rencontres et des luttes qui en naissent.

Mais l'Union européenne ne prévoit-elle pas un espace de libre circulation des personnes en son sein ? Cela fait plus de vingt ans que l'UE existe, précédée par l'Espace de libre circulation Schengen. L'« espace Schengen » est instauré en 1990 par la convention du même nom, qui établit la fin des contrôles aux frontières internes dudit espace. Celui-ci est donc censé être fortement défini par une nouvelle différenciation entre frontières internes et frontières externes. La frontière entre l'Italie et la France constitue l'une de ces frontières internes. Pour cette raison, les contrôles

devraient être partiellement supprimés. Mais « la liberté de circulation est restée limitée aux marchandises et à une certaine catégorie de la population : les résidents européens [6] », où avoir la peau blanche aide souvent en cas de contrôle, peut-on rajouter.

L'« acquis de Schengen », c'est-à-dire ce qui ressort de la convention, laisse aussi la possibilité aux États membres de rétablir des contrôles « aléatoires et mobiles » aux frontières internes lorsqu'ils l'estiment nécessaire. L'espace Schengen peut aussi être temporairement suspendu de la même manière. Cela est arrivé, par exemple, à l'occasion du sommet de l'OTAN à Strasbourg en 2009, ou de la COP 21 à Paris en 2015. Dans ces cas-là, c'est davantage pour enrayer l'arrivée des contestataires radicaux que celle des migrants que ces suspensions sont proclamées. Mais cela n'aide certainement pas celles et ceux qui voudraient simplement pouvoir passer : lors du sommet du G7 en mai 2017 à Taormina en Sicile, aucun bateau ne pouvait approcher de l'île, tous les navires étant redirigés vers les ports de Naples ou de Salerne, provoquant la mort de plusieurs migrantes.

[6] « Une sensation d'étouffement. De la militarisation des frontières à la sécurisation des sociétés », article paru dans *Nunatak n°1*, « revue d'histoires, cultures et luttes de montagne », printemps 2017. Les numéros sont téléchargeables ici : www.revuenunatak.noblogs.org/numeros (consulté le 14 mai 2017).

Cela veut surtout dire que ces frontières peuvent être fermées n'importe quand, selon les changements de contexte politique.

L'acquis de Schengen n'est pas la seule législation qui régule la frontière franco-italienne : l'accord dit « de Chambéry », signé entre l'Italie et la France en 1997, organise la collaboration entre les polices italienne et française à la frontière. Les deux principales nouveautés introduites par cet accord sont la mise en place de patrouilles mixtes de surveillance à la frontière et la procédure de réadmission d'un pays vers l'autre. La procédure de réadmission comporte pour chaque pays la possibilité de remettre aux autorités de l'autre pays tout étranger en situation irrégulière interpellé sur son territoire et pour lequel il peut être prouvé qu'il a séjourné ou qu'il provient de ce pays voisin.

Enfin, la troisième législation qui agit sur cette frontière est l'article 78-2 du code de procédure pénale, introduit par la loi 93-992 proposée par Charles Pasqua, alors ministre de l'Intérieur du second gouvernement Chirac, et adoptée en 1993. Un slogan de l'époque résume bien la portée des lois du ministre Pasqua : « Loi Pasqua ou Debré, une seule logique : la chasse à l'immigré ». Cette disposition met en place la « zone Schengen », une bande de vingt kilomètres

de part et d'autre de la frontière, qui prévoit la possibilité de contrôles non pas « fixes et systématiques » mais « aléatoires et mobiles ». Dans la convention de Schengen, il n'est fait aucune mention de cette zone, qui est une pure création française. Depuis 2015 et jusqu'à aujourd'hui, en vertu de cette « zone Schengen », les usagers de la frontière sont pourtant obligés de constater le caractère plutôt fixe et systématique des contrôles à ses différents niveaux.

En ce qui concerne les frontières externes, le rapport à la migration de l'Union européenne est marqué depuis quelques années par la stratégie de l'externalisation. Au même titre que pour les frontières internes, cela relève d'une perception de la migration comme étant une menace. L'externalisation des frontières veut déplacer les contrôles en dehors de l'UE, avec l'idée de bloquer les flux migratoires avant leur arrivée en Europe, et surtout avant même leur départ. Pour cela, des camps de rétention sont créés au Maroc, en Libye et en Turquie. Le gouvernement italien négocie en ce moment l'installation de certains de ces camps au Tchad et au Niger, encore plus loin à l'intérieur du continent africain. D'un point de vue juridique, les deux moments les plus marquants de cette politique, dernièrement, ont été l'accord entre l'UE et la Turquie du

18 mars 2016 et l'accord entre l'Italie et la Libye du 2 février 2017. L'Europe a promis de verser six milliards d'euros à la Turquie pour qu'elle s'occupe de bloquer les migrants avant qu'ils ne tentent de rejoindre l'Europe et pour pouvoir les y expulser, au vu du caractère estimé « sûr » de ce pays. L'Italie, pour sa part, a signé un accord permettant la création de camps de rétention et d'expulsion en Libye. Ces camps seront gérés par la seule autorité libyenne et l'Italie s'est engagée en échange à renforcer la surveillance des frontières terrestres de la Libye avec le Niger, ainsi que sa frontière maritime en mer Méditerranée.

C'est aussi dans cette perspective d'externalisation des frontières que naît en 2005 l'Agence européenne intergouvernementale pour la gestion de la coopération aux frontières extérieures des États membres de l'Union européenne : Frontex. En 2009, elle disposait déjà de 25 hélicoptères, 21 avions, 113 bateaux et 475 unités d'équipement[7]. Depuis octobre 2016, elle est officiellement devenue un corps européen de garde-frontières et de garde-côtes, dont l'une des missions principales est de s'opposer physiquement à la traversée de la Méditerranée.

Par la suite, pour garder l'exemple qui est développé dans ce livre, si les bateaux

[7] Lamia Kaghat, « Frontex, l'indifférence qui tue ! », *Alternatives*, n°693, 1er juin 2011.

de migrant·e·s parviennent jusqu'en Italie, les occupant·e·s sont ensuite conduits dans des camps d'identification, appelés « *hotspots* » – littéralement des « points chauds » –, principalement sur la petite île de Lampedusa ou en Sicile. Il s'agit de centres de tri et d'identification des personnes migrantes débarquant en Europe. La force y est souvent employée, comme en témoigne Amnesty International, qui a reçu « des témoignages concordants de méthodes coercitives employées par la police italienne dans le but d'obtenir des empreintes digitales, notamment des allégations de coups, de décharges électriques et d'humiliation sexuelle[8] ». Ceci ne semble pas suffire au ministre de l'Intérieur italien Angelino Alfano, qui déclarait en mai 2016 :

> *[Nous sommes disposés] à ouvrir de nouveaux hotspots, même flottants. Les opérations d'identification se feraient à bord d'un navire au large, juste après les opérations de secours ce qui empêcherait les fuites. Les migrants seraient ensuite ramenés à terre et ceux qui ne peuvent rester immédiatement expulsés. L'Agence européenne de contrôle des frontières, Frontex, et des organisations humanitaires pourraient contribuer à ce nouveau mécanisme.*

[8] « "Hotspots" en Italie : des réfugiés et migrants victimes de violences », publié en novembre 2016 sur le site d'Amnesty International.

Sur la base de ces déclarations, on comprend que les *hotspots* ne sont plus seulement quelques centres de tri, mais deviennent une approche générale. Il s'agit désormais d'un système de contrôle et d'identification permanent et diffus.

Pourquoi cette identification forcée et systématique ? Elle s'inscrit dans une autre directive européenne, connue sous le nom de « procédure de Dublin ». Aujourd'hui, on en est à « Dublin III », suite à quelques modifications, mais les fondements restent inchangés : l'idée est que les personnes souhaitant demander l'asile en Europe sont obligées de le faire dans le premier pays où elles sont arrivées et où elles ont été contrôlées. En bref, l'Italie et la Grèce, pour la plupart. Une fois les empreintes digitales relevées, celles-ci sont inscrites dans le fichier Eurodac, un fichier commun aux vingt-huit pays membres de l'Union européenne et à quatre autres pays associés – la Suisse, l'Islande, la Norvège et le Liechtenstein. Toutes les personnes inscrites dans ce fichier ne peuvent dès lors plus demander l'asile dans un autre pays de l'UE, où elles sont alors dites « dublinées » : soumises à la procédure de Dublin. Mais très peu de celles et ceux qui débarquent sur les côtes italiennes ou grecques souhaitent demeurer dans ces pays. Beaucoup visent l'Angleterre, la Suède, l'Allemagne, la famille, un travail.

D'où un enjeu permanent, que l'on retrouvera dans les pages de ce livre, à ne pas laisser les autorités prendre ses empreintes, pour rester un tant soit peu maître de son destin. Beaucoup choisissent de se brûler les doigts pour effacer les traces de leur passage, comme on effacerait des traces de pas.

À Vintimille, petite ville de la côte ligure, c'est un nouvel acte de la révolte pour la liberté de circulation qui s'est joué ces deux dernières années. Nous espérons que cette histoire de lutte, qui continue encore aujourd'hui, en appellera d'autres.

We are not going back !

juin 2015

« Je préférerais ne pas »
Herman Melville, *Bartleby l'écrivain*.

L'ÉTINCELLE

Tout a commencé par un refus. Nous sommes le 12 juin 2015, au péage des Balzi Rossi dans la commune de Ponte San Ludovico, le point d'entrée de l'Italie vers la France, près des récifs, à deux pas de la mer. Ce jour-là, les automobilistes butent sur un deuxième barrage : avant le péage, un regroupement d'environ 200 personnes scande des slogans au rythme d'un chef de chœur improvisé : *« We are not going back / We need to pass / Where is the human right ? / Where is the humanity ?*[9] »

Serrées les unes aux autres, avec des banderoles et des pancartes, elles ne bloquent pas vraiment l'accès, mais les automobilistes de passage ne peuvent manquer leur petit

[9] « Nous ne ferons pas marche arrière / Nous devons passer / Où sont les droits de l'Homme ? / Où est l'humanité ? » Voir la vidéo de *Il Secolo XIX* : www.ilsecoloxix.it/p/imperia/2015/06/12/ARdpSblE-ventimiglia_migranti_ingressi.shtml (consulté le 4 mai 2017).

groupe. La plupart des personnes présentes viennent d'Érythrée, de Somalie, de Côte d'Ivoire ou du Soudan. Cela fait quelques jours maintenant qu'elles campent sur le parterre entre les voies de circulation qui mènent d'un côté vers l'Italie, de l'autre vers la France. Ce sont des hommes, des femmes, des familles et des malades aussi, qui ne veulent pas quitter les lieux, afin de continuer à occuper la frontière avec les autres. « On ne veut pas rester en Italie. Merci pour tout à l'Italie » dit une pancarte en français. « Nous sommes ensemble » déclare une autre. « Nous ne voulons pas rester en France non plus, nous voulons juste passer pour aller en Angleterre, en Allemagne, ailleurs… C'est pour ça qu'on ne va pas bouger d'ici, on va rester là jusqu'à mourir, on va se jeter à la mer, on peut rester même un an, il n'y a pas de problème… », dit quelqu'un à la caméra d'un journaliste local, aidé d'une médiatrice arabophone de la Croix-Rouge. [10]

La police française bloque le passage. La frontière est fermée depuis la veille.

Le même parterre, le lendemain. Il ne reste plus qu'une dizaine de personnes. Les autres ont été récemment expulsées par la police italienne : selon le décompte des médias présents sur les lieux, elles étaient alors

[10] Voir la vidéo : www.youtu.be/2Sn7TPWup0U (consulté le 4 mai 2017).

une centaine. Aux alentours de 17 heures, la police et les *carabinieri* en armure ont fondu sur le regroupement, repoussant tout le monde 200 mètres plus loin, à la hauteur du tunnel qui mène à l'espace frontalier[11]. Une partie a pu s'échapper plus loin, vers les montagnes, avec l'intention peut-être de passer la frontière sans se faire remarquer. Mais un groupe d'une cinquantaine de personnes s'est dirigé vers le bord de mer et s'est installé sur les rochers, là où les forces de l'ordre ne peuvent pas les atteindre, bien que ce ne soit qu'à quelques pas à peine de la route. L'accès entre les rochers et la route est bloqué par les camions de la police italienne, tandis que la gendarmerie française est encore déployée tout le long du péage. Même la mer est surveillée, au cas où quelqu'un déciderait de tenter la traversée à la nage. Sur les rochers, les intentions des occupants sont assez claires. Elles découlent directement des déclarations faites par les manifestants lors de leur rassemblement : on ne bougera pas de là ; nous ne ferons pas marche arrière. Même dépourvus de tout ce qui peut être nécessaire à passer la nuit à la belle étoile, ils sont décidés à rester. La tombée de la nuit approchant, la Croix-Rouge et

[11] Voir la vidéo de *Rainews* : www.rainews.it/dl/rainews/media/Francia-chiude-frontiera-tensioni-migranti-polizia-1a4fff60-c5f6-42ac-a46d-c1301a21d5d5.html (consulté le 4 mai 2017).

quelques personnes solidaires ramènent des couvertures, des draps et des cartons. « *This is my house* », dit quelqu'un en montrant du doigt un drap qu'il est en train de poser par terre. « *I will sleep here* », lui fait écho un autre. Une vidéo d'un quotidien italien les montre tous deux se coucher, souriants, sous une couverture bleue pour enfants avec des motifs de petits chiens. Déterminés et ironiques, ces deux personnes se refusent à être présentées comme des victimes, contrairement à l'idée que beaucoup pourraient se faire d'elles.

Le lendemain, les images des migrants dormant sur les rochers sous des couvertures de survie – une étendue de tâches brillantes – font le tour du monde.

Ces personnes prêtes à tout endurer ne passent que deux autres nuits sous les étoiles.

Le 14 juin, une mauvaise surprise les attend en effet : le groupe d'extrême-droite Génération Identitaire se présente du côté français de la frontière. Il met en scène une bien maigre contestation – seule une dizaine de fascistes compose le groupe – aux cris de « L'Afrique aux Africains, l'Europe aux Européens [12] ». En bons amnésiques, ils oublient que l'Europe contemporaine s'est

[12] Voir la vidéo : www.video.repubblica.it/dossier/immigrati-2015/ventimiglia-l-estrema-destra-francese-contro-i-migranti-interviene-la-polizia/204226/203306 (consulté le 4 mai 2017).

construite sur la colonisation et le pillage de l'Afrique. La police s'interpose entre le groupuscule et les migrants, mais une femme italienne n'hésite pas à traverser les lignes de police, seule, pour crier directement à la face des fascistes : « Dégagez de là, vous êtes des ordures ! »

Le 16 juin, la police italienne fait irruption en force sur les rochers des Balzi Rossi, déterminée à mettre fin à cette révolte qui commence à devenir gênante. Elle est accompagnée par la Croix-Rouge. Un bus de cette institution et plusieurs véhicules des forces de l'ordre sont sur les lieux, prêts à être remplis de migrants à disperser ensuite loin de la frontière. Sous l'une des arches du pont de l'autoroute, des policiers s'amassent autour des tas des vêtements amenés là par des personnes solidaires. Un migrant ancre ses pieds au sol et s'accroche de toutes ses forces au poteau d'un panneau de signalisation. « Monte dans le bus et il ne va rien se passer. *Get on the bus* », lui intime un policier en civil, pendant que deux autres anti-émeutes s'efforcent de l'arracher à son poteau, jusqu'à ce qu'ils parviennent à l'enfourner dans une voiture. Des cris en italien s'élèvent tout autour : « Honte à vous ! » Les mains gantées de noir, plusieurs flics appuient sur la tête d'une personne pour la faire entrer de force dans le bus de la Croix-Rouge où elle a été emmenée contre

sa volonté : rien à faire, elle parvient à en redescendre. Des cris aigus de protestation fusent d'une autre voiture. C'est ainsi que se termine une vidéo qui fait par la suite scandale dans les médias du monde entier[13]. Il semble bien que la France, responsable de la fermeture de la frontière, laisse l'Italie faire le sale boulot à sa place, prête à lui obéir.

Ni la police, ni la Croix-Rouge, ni surtout les dirigeants des institutions locales et nationales italiennes ne s'attendaient probablement à ce que les images de cette expulsion deviennent le détonateur d'un mouvement de résistance qui allait durer plus de trois mois en ces lieux.

Francesca n'a pas de doute sur le pouvoir déclencheur de ces images :

> *Bien sûr, car voir 200 personnes qui résistent sur les récifs à la frontière, leur détermination à dire depuis les rochers : "Nous ne bougerons pas tant que vous n'ouvrez pas la frontière"…* [14]

Cela ne peut pas laisser indifférent. À propos de l'expulsion et de la dynamique qui l'a précédée, elle commente :

---

[13] Voir la vidéo : www.video.repubblica.it/dossier/immigrati-2015/tensione-a-ventimiglia-la-polizia-sgombera-i-migranti-con-la-forza/204362/203441 (consulté le 4 mai 2017).

[14] Entretien avec Francesca et Anna du 12 février 2017.

C'était un massacre. Il y a des images qui sont incroyables… La violence qui a été déployée à ce moment-là est hallucinante : il y avait encore le campement de la Croix-Rouge près de la gare, un endroit obscène, mais les gens arrivaient encore plus ou moins à passer la frontière. Après, tout d'un coup, personne ne passe plus, donc les gens se massent et se massent, s'organisent et disent « Allons-y ! ». Les premiers Européens à arriver ont été les locaux, après cette tentative de passage échouée.

Francesca fait partie des nombreuses personnes qui, suite aux événements des Balzi Rossi, ont décidé de se rendre sur place pour apporter leur aide et pour prendre part à ce qu'elles ont perçu comme étant un moment d'importance historique. Anna pense la même chose :

Moi j'étais à Turin et je travaillais, donc je ne pouvais pas bouger. À partir de ce que je voyais sur les réseaux sociaux, j'avais l'impression que le truc le plus important en Europe était en train de se passer à Vintimille à ce moment-là, et je voulais aller voir. Le plan donc était d'y aller et ensuite de partir en vacances… Mais non, je suis restée à Vintimille. C'était la fin juillet.

L'effet de l'expulsion est immédiat. En plus d'un groupe de locaux mobilisés depuis la première manifestation à la frontière,

les migrants qui ont échappé à l'expulsion du 16 juin, ceux qui continuent d'arriver depuis le sud de l'Italie où ils débarquent, mais aussi des gens accourus par solidarité d'un peu partout en Italie et en France, puis d'autres parties d'Europe, tous commencent alors à converger vers les Balzi Rossi.

Francesca, au même titre qu'Anna, est venue à Vintimille après avoir vu ces vidéos :

> *J'y suis arrivée après avoir vu les vidéos qui circulaient sur les réseaux sociaux et parce qu'à Bologne, où j'habitais à ce moment-là, se mettait en place le relais de solidarité du réseau Eat the Rich. Je ne faisais pas directement partie du réseau, mais le relais était ouvert à tout le monde, donc j'ai appelé et j'ai dit que j'avais une voiture disponible pour aller à Vintimille. J'y suis arrivée le 20 juin, au tout début. J'y suis restée une semaine, puis je suis rentrée à Bologne. J'ai fait quelques allers-retours… Ensuite, j'ai décidé que c'était inutile de gaspiller de l'essence et que c'était simplement mieux de rester là-bas !*

Nazario, arrivé à Vintimille de la même manière, raconte pour sa part :

> *J'ai vu l'une des vidéos qui ont été tournées lors de l'expulsion du 16 juin 2015, une qui avait pas mal tourné. Moi et une copine, on en a discuté, on était à Bologne à ce moment-là et une semaine plus tard, on est*

parties pour venir voir ce qu'il se passait à Vintimille[15].

En ce qui nous concerne, depuis Marseille, ces vidéos ont aussi été notre premier contact avec ce qu'il se passait à la frontière.

C'EST « L'HISTOIRE D'UNE PIROUETTE »…

Peu de temps après l'expulsion, le campement sur les rochers se remet en place, mais cette fois de manière plus organisée : ce ne sont plus seulement des draps et des couvertures de survie, mais plusieurs tentes et parasols qui surgissent jour après jour. Petit à petit, les lieux s'aménagent. Nazario commente à propos de son premier voyage aux Balzi Rossi :

> *Quand je suis arrivé, je me suis senti perdu. La première personne que j'ai rencontrée, c'était Anna Ganga*[16]*. On lui a demandé ce qu'on pouvait faire et elle nous a dit : « Regardez, il y a ces poubelles, prenez-les et allez les jeter… ».*

Autre détail d'importance, une cuisine de rue arrive sur place, apportée par *Eat the Rich,* le réseau de cuisines autogérées de

[15] Entretien avec Nazario du 5 avril 2017.

[16] Personne qui habite les environs de Vintimille, présente depuis le début dans la lutte.

Bologne mobilisé autour des questions de production et d'accès à la nourriture [17].

Tout avait commencé par un refus, disions-nous, un refus éphémère mais très concret. Quelque chose est alors en train de se pérenniser, de rendre ce refus palpable. Ce qui a commencé comme une protestation improvisée, avec les seuls moyens disponibles au moment où les migrants ont été pris au piège par la police, assume désormais une dimension permanente. En ce lieu frontalier, d'autres refus viennent s'ajouter au « Nous ne ferons pas marche arrière ». D'autres refus, car un centre « d'accueil » officiel des migrants de passage existe aussi à Vintimille, juste à côté de la gare, géré par la Croix-Rouge. Mais la Croix-Rouge s'est rendue responsable, avec la police, de la répression et de la tentative échouée d'étouffer la protestation des migrants à la frontière. C'est une chose très claire pour ceux qui préfèrent maintenant camper librement aux Balzi Rossi, en compagnie des personnes qui arrivent de plus en plus nombreuses pour les soutenir. Les informations sur le comportement de la Croix-Rouge commencent même à circuler auprès des personnes qui n'étaient pas présentes au moment de la première manifestation à la frontière. Farid Ali, par exemple, n'est pas

[17] Le blog du réseau : www.reteeattherich.noblogs.org (consulté le 18 mai 2017).

encore arrivé à Vintimille à ce moment-là, quand tout a commencé, mais il comprend très vite la situation lorsqu'il débarque, en juillet :

> *Si tu voulais aller au centre de la Croix-Rouge, tu devais donner tes empreintes. Si tu ne les donnais pas, tu ne pouvais pas rentrer. Et nous, on voulait juste rester deux ou trois jours pour traverser la frontière, mais dans le centre de la Croix-Rouge, même si tu ne voulais que dormir et manger, tu devais donner tes empreintes. Voilà pourquoi je ne suis jamais entré dans ce centre*[18].

C'est donc aussi à travers le refus de rentrer dans le centre de la Croix-Rouge que quelque chose de permanent commence à se construire à la frontière. Ce n'est pas un hasard si, à côté du « *We are not going back* », le nom du campement devient vite Presidio permanente No Border Ventimiglia. *Presidio* est un mot italien qui vient du langage militaire et qui signifiait « garnison » ; il est maintenant utilisé plus couramment pour indiquer une manifestation de protestation qui, plutôt que de se déplacer, reste fixe en un lieu. Cela peut durer de quelques heures à des années. Dans ce cas précis, l'adjectif « permanent » ne laisse aucun doute quant à sa temporalité.

---

[18] Entretien avec Farid Ali du 5 avril 2017.

Le 19 juin, le Presidio fait aussi son apparition sur la toile, où un premier texte[19], intitulé « Pour faire un point sur le Presidio à la frontière et sur la solidarité active », est publié sur le blog dédié à la situation à la frontière. Les militants solidaires y écrivent, entre autres :

> *Par-delà le récit de cette « urgence » montée à dessein par tous les principaux médias, selon lesquels le campement des migrants à la frontière est assimilable aux autres drames humanitaires dont le pays est constellé, y compris à la gare de Vintimille, nous voyons se déployer depuis plusieurs jours une lutte purement politique de ces frères, menée avec une conscience et une détermination sans égales.*

À ce moment-là, la Croix-Rouge est encore présente à la frontière, où elle est censée apporter un soutien médical et des provisions à celles et ceux qui en ont besoin. Mais la posture qu'elle a tenue lors de l'expulsion laisse des traces et inspire la défiance. Même en ce qui concerne la nourriture, son comportement est incompréhensible pour les gens rassemblés au Presidio. Des sollicitations du Presidio, pour que l'organisation accepte de déplacer un camion contenant

[19] Le texte en italien se trouve à cette adresse : www.noborders20miglia.noblogs.org/post/2015/06/19/facciamo-il-punto-sul-presidio-in-frontiera-e-sulla-solidarieta-attiva (consulté le 18 mai 2017).

des sachets de nourriture pourrissant au soleil, n'aboutissent qu'au bout de plusieurs jours. Ainsi, encore une fois, c'est l'attitude des institutions qui pousse les personnes à la frontière vers l'autogestion, comme le relate ce texte du réseau *Eat the Rich* publié le 29 juin [20] :

Vintimille : We're welcome, *histoire d'une pirouette*

La rencontre du Conseil européen à Bruxelles vient de se terminer, les vies de dizaines de milliers de migrants ont été à nouveau l'objet de la farce institutionnelle, traités comme s'ils étaient des objets à « redistribuer, replacer » : des corps privés de la liberté de décider. Pourtant, ici à Vintimille, où une partie de ces êtres humains sont confinés sur les rochers depuis désormais trois semaines, c'est à eux que revient la parole. Abandonnés à eux-mêmes par le jeu de l'épuisement imposé par l'absence de décision et d'aide institutionnelle, comprimés entre les camions de la Gendarmerie et ceux de la Polizia, *constamment photographiés par les agents en civil qui traînent dans le bar qui se trouve près des récifs. On comprend tout de suite que personne ne peut les faire renoncer. Ils jouent, ils chantent, ils dansent et ils rigolent le vendredi soir avec les personnes solidaires arrivées des régions proches.*

[20] Ici le texte original en italien : www.reteeattherich.noblogs.org/post/2015/06/29/ventimiglia-5-were-welcome-storia-di-una-giravolta (consulté le 18 mai 2017).

Ce soir-là, pour la première fois, nous n'avons pas cuisiné tout seuls. Depuis le début de l'après-midi, ils sont venus nombreux, apportant les saveurs et les recettes des pays qu'ils ont quittés, les comparant avec nos plats et échangeant les casseroles, les dégustations et les aides. Ibrahim, qui semble avoir d'excellentes capacités en cuisine, nous demande plusieurs fois de goûter les plats pour comprendre à quel point en est la cuisson ; à 20 heures, il nous offre un plat de chorba *(il ne peut pas encore manger car il observe le ramadan et le soleil ne s'est pas encore couché), et avec un sourire, il nous dit* « You're welcome ». *Bienvenus dans mon histoire, dans ma vie. Une belle pirouette : c'était nous qui nous étions rendus à Vintimille pour leur dire « Bienvenue ».*

Quand la musique s'arrête et les tambours ne jouent plus, le silence ne tombe pas encore. Cette nuit encore, les matchs de foot sur le parking où se trouve notre cuisine nous tiennent éveillés jusqu'à tard. Puis la journée de samedi débute lentement et c'est déjà l'heure de déjeuner quand les premières discussions entre les migrants commencent. Le climat commence peut-être à devenir plus lourd à cause de la fatigue, mais tout se compose bientôt en une assemblée plurilingue et nous sommes aussi impliqués dans le débat. Après avoir capté l'impatience suite à l'énième « rien » xénophobe produit par la rencontre de Bruxelles, nous retrouvons les cama-

rades du Presidio No Border Ventimiglia, certains migrants et quelques autres personnes solidaires arrivant du nord de l'Italie et de Nice. La discussion est immédiatement pragmatique, du fait de l'obligation de faire face à la condition d'urgence et d'abandon dans laquelle vivent les plus de 150 personnes qui campent sur les récifs, avec les exigences vitales de tant de gens et avec le contrôle strict et fasciste des gouvernements européens. La discussion matérielle, mais pas pour autant a-politique, nous place face à une impuissance de fond : considérant les diverses possibilités, il paraît évident que tout ce que l'on peut faire reste très peu au vu de la situation générale. Nous devons nous accommoder de ça, au cours des cinq assemblées faites pendant la journée. C'est avec ça qu'il faut faire ses comptes.

Quelqu'un décide de faire un tour pour contrôler ce qui se passe dans la ville et aux autres frontières. Le spectacle est toujours le même : blocages et police dans les rues, contrôles continus et, en plus, la présence de containers aux frontières, où les militaires français emmènent et retiennent les migrants arrêtés dans les trains et sur le territoire. Arrivés à la frontière, une scène qui indique immédiatement et clairement le traitement réservé à ces derniers : une famille syrienne, enfermée dans un container, n'en est sortie que grâce à l'arrivée de camarades par hasard sur place. La famille, effrayée et

dépaysée, raconte avoir été arrêtée dans le train pour Bruxelles avec un billet en règle et amenée là suite à la confiscation de son billet. La famille possède aussi des passeports en règle et l'injustice nous paraît double, puisque quand nous traversons les frontières au cours des pauses de notre journée, aucun papier ne nous est demandé.

La police française se montre évidemment indifférente à la demande de leur rendre les papiers confisqués. Heureusement, quelques minutes plus tard, non loin de là, les quatre membres de la famille rencontrent un bus dont le chauffeur s'arrête exprès pour les faire monter et les emmener à Nice, en France. Mais personne ne veut s'arrêter là. Les terres françaises gouvernées par Hollande ne sont plus une destination privilégiée pour ceux qui débarquent sur les côtes italiennes. Ces personnes, pour la plupart arrivées du Soudan ou de l'Érythrée, nous disent vouloir se rendre jusqu'au nord de l'Europe. Nous ne pouvons pas les accompagner dans ce long voyage, mais tant que cette situation de résistance contre l'exclusion continuera, nous devons nous engager pour être de plus en plus nombreux là-bas, avec le cœur mais surtout avec les corps, à leurs côtés. Notre cuisine est désormais devenue un point de référence pour tout le campement, malgré les différentes tentatives de la part des forces de l'ordre de nous éloigner avec l'excuse des bonbonnes de gaz ou de l'eau. Nous sommes

persuadés qu'il est important de permettre d'abord de prendre un repas, puis la possibilité de le préparer ensemble, ce qui nous a permis de dépasser le modèle d'assistentialisme de la Croix-Rouge. Même dans les difficultés, un objectif a été atteint, celui de parler ensemble avec la langue que nous préférons : celle de la chorba *et des pâtes au* pesto*, de la solidarité conviviale qui se retrouve aussi dans la lutte.*

Gastronomia precaria e clandestina –
Eat the Rich e CampiAperti

Ça y est, le campement est mis en place. Les gens qui l'habitent se réunissent autour de la cuisine, mais aussi pour discuter, dans des assemblées improvisées en plusieurs langues ou pour jouer et chanter. Au cours de ces réunions, les personnes migrantes qui ont le plus de familiarité avec l'anglais font office de traducteurs et d'intermédiaires avec les autres. Parmi eux, il y a désormais surtout des hommes et moins de familles, comme au tout début, ou de femmes seules. Francesca explique la faible présence féminine en ces termes :

Depuis le premier jour, il y a eu des femmes, mais très peu, puis plus du tout. Plus tard, il n'y en avait même plus dans le camp de la Croix-Rouge. C'est parce que les femmes passaient par l'Allemagne. À mon avis,

les femmes érythréennes ou éthiopiennes avaient beaucoup plus d'opportunités de passer par la frontière italo-autrichienne. Aujourd'hui, en 2017, du fait que cette frontière-là a été bien fermée aussi, les genres sont plus équilibrés ici et on voit vraiment beaucoup de femmes et de familles.

Quelqu'un invente la chanson destinée à devenir l'hymne du Presidio, avec son refrain retentissant « *We are not going back* » : « *We need freedom to go / We need freedom to pass / The sun is sunny / The weather is hot / The rain is raining / The weather is cold / We're sleeping here / We're living here / Where is the human right ? /Where is the European Union ? / We need freedom to go / We need freedom to pass / We are not going back / We are not going back / The sun is sunny / The rain is raining…*[21] »

… ET UNE HISTOIRE DE RACISME ORDINAIRE

Dans la semaine précédant le 12 juin, 1 439 personnes ont été arrêtées par la Police aux frontières française (PAF) à la frontière de Ponte San Ludovico et 1 097 d'entre elles ont été « réadmises » en Italie. La France a fermé sa frontière, mais pas pour tout le monde. Nous autres, qui écrivons

[21] Il est possible de voir une exécution chorale de cette chanson dans cette vidéo : https://youtu.be/AvdBpgSlw5c (consulté le 3 juin 2017).

ces lignes, sommes quatre Européennes à la peau claire, et lorsque nous revenons de notre première visite au Presidio fin juillet 2015, nous n'avons aucun problème pour rentrer en France. Au cours des visites suivantes, nous avons été obligées de ne patienter qu'une seule fois pour des vérifications de la police italienne avant le passage, à cause du casier judiciaire de l'une d'entre nous. Pour toutes les personnes qui ont fréquenté cette frontière, le fonctionnement « sélectif » de sa fermeture est devenu évident : c'est un critère raciste qui donne le ton. Ce sont toutes les personnes qui sont arrivées à Vintimille avec l'intention de traverser, mais sans avoir la bonne couleur de peau, qui s'en sont aperçues les premières. Farid Ali a passé beaucoup de temps près de cette frontière. À l'origine, il est venu à Vintimille pour essayer de la traverser au plus vite. Mais après avoir rencontré les gens du Presidio, il a fini par y rester plus d'un an pour se battre à leurs côtés :

> *Pour moi l'Union européenne, c'est pas bien, parce que moi, je ne crois pas aux frontières. Parce qu'on est tous pareils, ceux qui ont des papiers et ceux qui n'en ont pas. En Europe, tu peux voyager dans tous les pays, mais ils ont créé cette frontière uniquement pour les migrants qui veulent traverser pour aller dans un autre pays, et ils y arrêtent tous les migrants, qu'ils aient ou non des*

papiers. Donc tu ne peux pas traverser pour aller en France. Et il n'y a pas de solution à ça, à la frontière. Une fois, quand on a essayé de traverser, on était dix personnes, on nous a arrêtés à Menton et on nous a dit qu'on n'avait pas les papiers et qu'il fallait donc rentrer en Italie. À ce moment-là, la police française a frappé deux personnes et après ils nous ont raccompagnés à la police italienne, qui nous a ramenés en voiture à la gare de Vintimille.

« Tous les migrants » seraient tous ceux qui peuvent ressembler à des migrants, c'est-à-dire avec une couleur de peau de n'importe quelle nuance qui soit plus foncée que le blanc, comme le confirme Nazario, présent depuis les premiers moments :

Il y avait une ferme volonté de s'assurer que quiconque rentrait sur le territoire français n'était pas migrant et Noir, ou même seulement Noir, car ils ont souvent arrêté des Noirs, Français et en règle, ou Italiens.

Francesca raconte par ailleurs comment le critère de la couleur agissait par la suite :

Souvent, les gens arrivaient et ne comprenaient pas ce qu'il se passait, donc ils regardaient le camp, ils voyaient la frontière et ensuite ils partaient direct pour traverser. Et deux minutes après, ils revenaient en demandant pourquoi la frontière était fermée. C'était surtout des gens d'Afghanistan

et du Pakistan, parce que normalement, eux arrivaient à passer : comme il s'agit d'une frontière purement raciste, ils cherchaient les Noirs. Plus t'es blanc, moins tu sembles arabe ou autres, et plus tu passes, mais les Noirs se faisaient bloquer à coup sûr.

Mais n'importe quelle personne épargnée par le contrôle au faciès, ne serait-ce qu'en passant la frontière de Vintimille en train et avec un minimum de conscience critique pouvait – et peut encore – se rendre compte de la démarche raciste de ces contrôles. Nous en avons fait l'expérience : ce n'est qu'au moment d'interpeller les policiers qui montaient à la gare de Menton-Garavan en leur demandant « Alors, vous cherchez les Noirs ? » que ceux-ci nous ont demandé nos papiers à nous aussi. Certes, la France n'a jamais déclaré que la frontière n'était fermée que pour certaines personnes. Elle n'a d'ailleurs jamais déclaré non plus que la frontière était fermée, faisant passer ces contrôles pour une simple administration ordinaire sous état d'urgence, alors que « la vérité », selon les mots de Francesca :

C'était le jeu politique idiot des élections en Côte d'Azur, car c'est par rapport à ça que la question des migrants a été traitée en mode « On a fermé la frontière donc ça y est le problème est réglé, la région PACA a été sauvée

des invasions ». Je crois que c'est la seule façon de se faire élire dans cette région. Et du côté italien, ils disaient : « Si la France le dit alors c'est comme ça, on va travailler avec elle pour que la décision tienne au mieux ». Alors qu'en vérité, l'Italie est bien contente quand les gens s'en vont, mais elle ne peut pas le montrer. Donc elle fournit son aide dans ce jeu obscène des « réadmissions » depuis la France vers l'Italie.

Eric Ciotti, président du département des Alpes-Maritimes, semble à présent confirmer cette idée dans une récente déclaration [22] diffusée *via* Twitter : « Il n'y a pas d'accueil des migrants de Calais à Nice et dans les Alpes-Maritimes, je m'en réjouis. » Mais cela ne se passe pas sans tensions entre les deux pays frontaliers. Le 18 juin 2015, un article du quotidien italien *La Repubblica* titre : « Vintimille, *Polizia* contre gendarmerie : "*Ils nous renvoient même les mineurs, ils sont en train de nettoyer la France*" [23] ». En effet, ce qu'il se passe depuis juin 2015 à la frontière de Vintimille n'est pas sans précédents. Une situation similaire s'est produite en 2011, lors des migrations vers l'Europe qui ont suivi les printemps arabes. À l'époque, l'Italie, face à l'afflux massif de

[22] Tweet du 30 octobre 2016.

[23] « Ventimiglia, polizia contro Gendarmerie : "*Ci rimandano anche i minori, stanno ripulendo la Francia*" », *La Repubblica*, 18 juin 2015.

migrants venus surtout de Tunisie, avait décidé de leur octroyer des titres de séjour pour raisons humanitaires. En réponse, la France avait rétabli les contrôles à la frontière. Thibault, habitant de la vallée de la Roya, également présent dans la lutte de 2015 jusqu'à aujourd'hui, raconte :

> *Déjà quand il y avait les Tunisiens, moi je me souviens qu'à cette époque-là, j'ai été marqué par le fait que la* PAF *arrête dans les trains des gens qui avaient eu un permis pour circuler en Europe pendant six mois, un permis temporaire. La* PAF *leur confisquait ce permis, leur confisquait le billet qui parfois allait jusqu'au Danemark, jusqu'à je ne sais où. Ils leur confisquaient les couvertures et les renvoyaient à Vintimille. Et ça c'était en 2011. Après, ça s'est intensifié, petit à petit, graduellement, à partir de 2011*[24].

À l'époque, un fort mouvement de résistance avait été déclenché par les Tunisiens bloqués à la frontière. En l'absence d'un campement, beaucoup d'entre eux avaient trouvé un repère en la maison de Lulu, habitant de longue date de la zone de Vintimille et vétéran des luttes qui s'y sont déroulées. Lulu est installé à Dolceacqua depuis les années 1970. Autour d'un plat de pâtes au pesto, il raconte :

---

[24] Entretien avec Thibault du 12 février 2017.

Au début, le projet élaboré pour cette maison était de faire une maison d'accueil pour les personnes blessées durant le mouvement ou la lutte, les personnes qui auraient subi des agressions ou autres choses. Un espace pour se soigner, pour se régénérer. Voilà quel était l'esprit, l'idée qui a fait naître la chose. Et pour parler plus spécifiquement des années 2015–2017, il faut remonter à l'époque des Tunisiens. Il y a cinq ou six ans, le porte-parole des Tunisiens a vécu plus d'un an ici. Et six policiers ont fini par venir le chercher à 5 heures du matin. Des centaines d'entre eux sont passés ici, peut-être, au cours de l'année. Il y avait beaucoup de mouvement. Les Tunisiens étaient des milliers. Au début, ils étaient tolérés dans le hall de la gare. Après, ils leur ont pris les cartons et les matelas que nous leur avions donné, et les ont jetés directement à la rue.

Nazario, à ses côtés, ajoute :

Ce qu'ils ont fait avec les Tunisiens et ce qu'ils ont fait de nouveau en 2015, c'est tenter de réduire le plus possible les espaces où il était possible pour les gens de s'arrêter un moment, de se reposer et de dormir. Depuis le fait d'obstruer avec des planches de bois les endroits où il était possible de laisser ses affaires ou ses bagages, de les fermer avec des barreaux, jusqu'à réveiller tout le monde au petit matin et jeter tout ce qui leur servait.

La démarche répressive est similaire quatre ans plus tard, avec une différence notable : en 2015, cette fois, un campement de lutte se construit à la frontière.

Le campement : une communauté en lutte

fin juin – août 2015

« APPEL À TOUS LES MIGRANTS

Nous restons debout et revendiquons nos droits en tant que réfugiés à l'heure où nous souffrons de la précarité, de la faim et de l'errance. L'Union européenne et le monde entier nous regardent. Nous vous en prions, combattons par nous-mêmes et restons unis comme si nous ne faisions plus qu'une seule personne afin d'accéder à nos droits et obtenir notre liberté. À tous les migrants sur Terre, à ceux qui ont dû franchir le désert et traverser la mer au risque de leur vie pour arriver dans une région de paix comme l'Europe. Aux migrants à Vintimille, Rome, Milan, Paris, Calais, portons en nous ce combat, nous ne sommes ni des criminels, ni des terroristes, si nous restons tous ensemble, nos voix pourront être entendues. N'essayez pas de traverser les frontières en vous cachant, car ce n'est pas dans notre nature. »

Migrants de Vintimille pour
la LIBERTÉ, 11 juillet 2015.

MANGIARYA !

Nous sommes en juillet. Ce bref texte circule sous forme de tract en arabe, en anglais, en italien et en français, à la fois au Presidio et sur la toile. Le campement est désormais établi : la cuisine prend de plus en plus de place, les tentes se sont multipliées,

les douches et les toilettes sont installées et un panneau solaire a même été fabriqué pour permettre de charger les téléphones.

Surtout, comme le remarque Nazario, qui retourne au campement le 7 juillet après une semaine d'absence :

> *Ça avait une apparence plus politique, il y avait la grande banderole Presidio permanente No Border Ventimiglia qui était apparue. Dans tous les cas, ça ressemblait plus à un campement de protestation, de lutte… C'était une communauté, une communauté de lutte en ce qui me concerne, une communauté variable et un point de transit.*

Grâce au tract écrit par les migrants pour les migrants, aux banderoles et aux visites régulières à la gare pour se faire connaître, le Presidio s'est transformé en un point de référence pour les nouveaux arrivants à Vintimille. Malgré l'imprévisibilité de la frontière, la vie quotidienne du Presidio est rythmée par des activités régulières qui permettent son fonctionnement. Tout se base sur le rituel du *welcoming,* pour faire connaître aux nouveaux arrivants l'existence d'une alternative au camp institutionnel géré par la Croix-Rouge et de s'y rendre s'ils le souhaitent, accompagnés par l'un de ses habitants. C'est ce qu'il se passe pour Farid Ali lors de son arrivée à Vintimille :

Je les ai rencontrés à la gare : à ce moment-là, j'ai rencontré un Soudanais qui venait chercher les gens à la gare pour les emmener à la frontière car là-bas il y avait un campement, le camp No Border italien, et je suis allé dans ce campement.

Souvent, les personnes préfèrent se rendre au campement pendant la nuit, afin d'éviter une probable agitation de la part des forces de l'ordre, en cas de déplacements de migrants en direction de la frontière. Anna raconte :

Quand des nouvelles personnes arrivaient au campement, il y avait une sorte de « welcome », où quelqu'un qui était déjà là depuis quelque temps expliquait aux nouveaux où ils se trouvaient. Il y avait les présentations. En général, ils arrivaient tard le soir, mais il y avait toujours quelqu'un prêt à faire ça : ils se saluaient, les gens se serraient dans les bras… « Vous pouvez dormir là, il y a des pâtes ou des pizzas » (quand il y a eu le four à pizza), et on en reparle le matin d'après.

Ainsi, dès le début, le campement accueille chaque jour de nouvelles personnes. Le nombre de ses habitants gravite autour de la centaine. Répondre aux exigences quotidiennes de tous peut sembler une immense tâche. À l'inverse, l'autogestion fonctionne, au moins pour les petites

choses du quotidien. Il est rare de voir des gens laisser leurs assiettes sales sur la table à la fin du repas et il n'est presque jamais nécessaire de chercher des volontaires pour la vaisselle de la cuisine collective. Le sérieux avec lequel chaque personne s'engage dans la vie du campement est dû, pour certains, au soulagement de partager enfin les nécessités vitales avec d'autres êtres humains, après avoir passé bien trop de temps à être « gérés ». Comme le dit CazaMoza, qui vit à présent à Marseille :

> *Après ce que nous avions vécu en Libye, trouver une telle solidarité humaine, c'était incroyable ! Des gens qui dormaient avec nous du même sommeil, qui mangeaient avec nous la même nourriture. Après ça, après la peur en mer et avoir été traînés de camp en camp, arriver là-bas, à Vintimille, et être traité comme un être humain par d'autres êtres humains, c'était inespéré. Je suis arrivé là, j'étais fou, et j'ai rencontré des anges*[25].

À l'inverse, à propos du centre de la Croix-Rouge, Farid Ali explique :

> *C'est un centre du gouvernement et nous, on n'a besoin de rien de ce qui vient du gouvernement, seulement de nous-mêmes. Je ne sais pas comment le dire, mais on peut tout faire par nous-mêmes.*

[25] Entretien avec CazaMoza du 7 mai 2017.

Malgré tout, la mise en marche de l'autogestion est chaotique, comme le raconte Francesca :

> *Au début, c'était vraiment le bordel, tu vois, car il y avait énormément de monde. Plus tard, à partir de la deuxième moitié de juillet, le réveil commençait avec ceux qui s'étaient réveillés en premier, mais il n'était pas nécessaire d'organiser des tours : ceux qui se réveillaient allaient préparer le petit déjeuner et c'était tellement naturel que je ne sais même pas comment l'expliquer, ça marchait très bien.*

Lors de l'un de nos passages au campement, il y avait même quelqu'un qui prenait soin d'installer les tables le matin, avec des fleurs pour la décoration, et toute une disposition des couverts pour le petit déjeuner, comme à l'hôtel. Le cri *Mangiarya !*, une fusion entre le verbe italien *mangiare* (manger) et le suffixe arabe *-ya*, annonce toujours que les repas sont prêts et devient bientôt l'hymne du Presidio, au même titre que *We are not going back !* et *Hurriya !*[26]

Nazario insiste aussi sur cette dimension :

> *Le matin, on faisait le ménage, on balayait le sol. Chaque matin, il y avait quelqu'un qui attrapait le balai et commençait à balayer à droite à gauche, en toute autonomie.*

[26] « Liberté » en arabe.

Mais là où l'organisation a atteint un niveau important, c'était à partir du moment où on se voyait le matin pour faire une petite réunion pour voir qui allait faire quoi : qui va nettoyer, qui commence à préparer à manger, qui va observer ce qui se passe à la frontière, qui va à la gare pour comprendre ce qu'il se passe là-bas et aussi pour raconter aux derniers arrivants ce qui se passait à la frontière et leur dire de venir. C'était ça, les fonctions de cette communauté. Jusqu'à ce que l'on en arrive à faire une réunion dans laquelle on parlait de comment continuer, de comment continuer à protester, comment transmettre les informations au reste du campement s'il se passait quelque chose.

Après le petit-déjeuner et la réunion du matin, toute une série d'activités commencent à se mettre en place. Il y a différents cours de langues : italien, français ou anglais selon le pays que les personnes souhaitent atteindre. Il y a des classes d'arabe pour faciliter les échanges. Il y a ensuite des moments d'informations juridiques sur les procédures de demande d'asile dans les différents pays d'Europe. Des cours de natation sont même organisés, histoire que tout le monde puisse profiter de la proximité de la plage des Balzi Rossi pour se rafraîchir les idées d'une assemblée à l'autre.

À LA CROISÉE DES MONDES

Les objectifs du campement vont au-delà du simple fait d'assurer la venue de nouvelles personnes et les nécessités de la vie quotidienne. Le temps s'allonge et il devient clair que ce n'est pas une question de jours ou de mois : la frontière ne sera pas ouverte. La communauté du campement est désormais composée de nombreuses personnes. Jour après jour, l'enjeu principal – comment agir face à cette situation – devient aussi une histoire de rencontres entre des mondes différents. Il ne s'agit pas que d'une question de langues : ce sont des conditions, des cultures et des cultures politiques très éloignées qui cohabitent dans le camp. La rencontre peut être laborieuse mais pas improductive pour autant, notamment parce qu'il faut face à un ennemi commun : la frontière.

Le communiqué « Mouvement Solidarité Résistance » publié sur le blog du Presidio le 9 juillet déclare :

> *L'autogestion en cours à la frontière entre l'Italie et la France est le début de quelque chose de radicalement différent de la politique des États de l'Union européenne. Dans ce campement, les Européens et les migrants ont construit un espace de solidarité, de complicité et de lutte. Ensemble nous cuisinons et nous mangeons, nous rendons concrète la solidarité dont beaucoup parlent,*

les informations et les conseils se diffusent, nous surveillons l'action des forces de police italiennes et françaises, nous affirmons clairement et ouvertement notre désaccord face à la fermeture des frontières. Il ne nous parait pas possible de déceler la moindre trace d'instrumentalisation par les personnes solidaires dans ces gestes. Il est plutôt évident de voir que c'est le gouvernement italien qui utilise aujourd'hui les migrants comme moyen de pression dans la partie dégueulasse qui se joue sur la table des négociations de l'UE[27].

Comme nous le raconte Anne-Laure, habitante de la Vallée de la Roya, les No Border constituent l'obsession des institutions locales :

Leur vraie hantise, ce qu'ils veulent éviter, c'est les No Border et l'installation d'un nouveau camp. Elles disent : "Ce sont les révolutionnaires qui poussent les migrants à faire ça, les migrants n'y auraient jamais pensé tout seuls". Mais moi j'ai assisté aux réunions, pas à toutes mais à plusieurs, et je n'ai jamais rien vu de ça. C'était toujours décidé ensemble.

Les institutions considèrent les No Border comme des personnes fourbes qui manipuleraient les migrants. Mais le portrait que

[27] L'intégralité du texte en français peut se trouver ici : www.mars-infos.org/vintimille-mouvement-solidarite-200 (consulté le 16 mai 2017).

font ceux d'entre eux passés par le Presidio est aux antipodes. CazaMoza remarque :

> *Là-bas, nous avons rencontré des gens qu'on a aimés tout de suite. Oui, No Border, c'est ça. No Border… Mais bon, à ce moment-là, moi je ne connaissais rien de ça, No Border ou pas No Border. Juste des gens qui nous rendaient service et c'est tout. Là-bas j'ai trouvé des êtres humains, des gens humains. Je veux dire humains à un degré incroyable. Ils m'ont mis du baume au cœur, vraiment. Là, je me suis senti arrivé, être l'un d'entre eux. Je me suis senti en sécurité, qu'il n'y avait plus besoin d'avoir peur. Plus cette peur, après la Libye, après l'Italie… Là, j'ai pu respirer, enfin !*

Au point où, à ses yeux, le campement de Vintimille ne se trouve déjà plus en Italie. Italie ou pas, il est vrai que la vie dans le Presidio donne l'impression d'une bulle, un monde à part entre deux frontières. Une BD portant le titre *La bulle* est ainsi dessinée à la suite de visites au campement au cours de l'été 2015. Elle revient dans les souvenirs aussi, y compris dans ceux de Francesca :

> *Mais même si tous ces gens étaient bloqués sur une frontière et voyaient la France juste là, en face, cet endroit était comme une bulle. On a réussi à donner un visage différent à tout : à la solidarité, à la lutte, au concept de campement, d'aide… Tout cela a été bouleversé.*

Le tout dans un parking. [...] Ça marchait car personne ne s'attendait à rien, tout se basait sur le vivre ensemble et sur le partage. C'était vraiment génial quand les gens ont compris que nous étions ensemble, qu'il n'y avait pas de « moi je te prépare à manger », comme ça avait été le cas pendant tout leur voyage, depuis qu'ils avaient débarqué en Sicile, et qu'ils étaient tout le temps en train de faire la queue pour pouvoir obtenir quoi que ce soit. C'était simplement naturel que cela se passe comme ça. Après le petit déj', les activités commençaient. La plupart des gens venaient du Soudan, pour eux c'était plus facile de comprendre ce qu'était le campement, mais quand par exemple des Éthiopiens arrivaient et qu'il n'y avait pas l'immédiateté de la langue, ils demandaient : « Mais donc, vous nous aidez à passer de l'autre côté ou on fait quoi ? Quand est-ce qu'on va bouger ? C'est très bien tout ça mais quand est-ce qu'on y va ? ». Donc pour beaucoup de gens, il fallait du temps mais après ils comprenaient ce qu'on faisait là.

Anna ajoute :

Nous avons nous-mêmes aussi été bouleversés, je crois, vraiment. Tu allais là-bas pour voir, pour aider… Et beaucoup sont sûrement arrivés là-bas pour aider, ce qui n'est pas quelque chose de mal en soi, sauf qu'en arrivant là-bas, la perspective te change complètement et tu commences à haïr

cette frontière plus que toute autre chose au monde et tu n'es plus là pour aider quelqu'un d'autre, tu es là pour mille autres raisons, car tu ne peux plus faire semblant que cette chose n'existe pas.

La puissance de l'expérience vécue dans le campement est tangible, sans être idyllique. La rencontre entre mondes différents nécessite un travail constant, notamment lorsqu'il s'agit de partager le sens d'une telle communauté. Nous nous en sommes rendu compte lors d'une visite au campement, nous retrouvant sollicitées presque à plein temps comme traductrices de l'arabe au français ou du français à l'italien. L'anglais, langue dominante mais pas accessible à tout le monde, se révèle souvent insuffisant. Tandis que la traduction avec les non-Européens est nécessaire depuis le début, quelques semaines s'écoulent avant que la traduction de l'italien au français ne devienne une pratique constante. Au début, les Français présents se contentent de capter les grandes lignes des discussions. D'un côté à l'autre de la frontière, les cultures politiques diffèrent et il est difficile de se retrouver dans une pratique commune de l'assemblée.

Pour les Européens, une donnée reste partagée : la formule No Border, la lutte contre les frontières. Pour les autres, elle n'a rien d'évident. CazaMoza explique :

Aucun d'entre nous ne pouvait imaginer des frontières complètement ouvertes, avant d'arriver à Vintimille. Je ne pouvais même pas y penser. Le monde entier pense en termes d'appartenance à une patrie. Toutes ces choses-là, ces idées, c'était une découverte. Bien sûr, rien de tout ça n'était clair pour nous. L'obsession générale, c'était : aller en Angleterre, aller jusqu'en Angleterre, c'est ça. Surtout les Soudanais, tous les Soudanais veulent aller chez les Anglais. Tout le monde est là : « Calais, Calais ! »

Après son expérience au Presidio, Farid Ali, quant à lui, explique sa perception des choses :

Je ne crois pas aux frontières. Je veux dire en Afrique, on a des frontières aussi, mais pas comme en Europe. Là-bas, tu peux traverser toutes les frontières que tu veux : moi, quand je suis allé du Soudan à la Libye, j'y suis allé sans papiers, sans rien, et personne ne m'a arrêté. Donc pourquoi le monde entier ne pourrait-il pas être comme ça ? On veut en finir avec les frontières.

La définition de ce « nous » qui anime le campement est à géométrie variable, selon le moment et les personnes. Le terme « migrant » employé dans le tract distribué en juillet ne fait pas forcément consensus durant toute la durée du campement.

Pour Farid Ali, les définitions ne sont pas très importantes :

> *Migrants ou réfugiés… Si t'as des papiers, t'es un réfugié. Si tu ne les as pas, tu es un migrant. Mais encore aujourd'hui je ne comprends pas la différence, pour moi c'est la même chose.*

De même pour Nazario :

> *Pour moi « migrant » n'est pas spécialement négatif, c'est une simple définition du déplacement. Moi aussi je suis un migrant, je suis de Sicile. Mais dans la plupart des cas, je ne me définis pas comme ça.*

Malgré tout, pour beaucoup, « migrants » devient vite trop impersonnel. Francesca explique que ce n'est pas une question de « politiquement correct », mais de vivre ensemble :

> *Pour nous au camp, c'étaient les* shebabs[28]*, car ils s'appelaient comme ça entre eux et du coup on les appelait de la même manière, il n'y a jamais eu « les migrants » entre nous, ou alors on disait les « personnes en voyage ».*

Anna précise :

> *Et puis ce sont des gens qui voyagent, pas des migrants. Les autres utilisent « migrants », nous on n'utilise pas [ce terme]. Après, il y a eu : « Et nous, qu'est-ce qu'on est,*

[28] « Les jeunes » en arabe.

les Blancs ? Ou alors quoi ? » Finalement, on a été les « Europeani *» ils nous appelaient comme ça.*

« *Europeani* » : il s'agit d'un mélange franco-italo-anglais pour dire « Européens ». S'il est délicat de trouver les mots justes, c'est peut-être parce que les identités changent, selon les lieux, les gens, les moments. Les autres, c'est-à-dire les institutions, les médias, les forces de répression dans leur ensemble, ont leur définition pour ce « nous » indéfini et fluctuant : les No Border. Néanmoins assumer cette dénomination conçue comme négative ne pose pas trop de problèmes aux habitant·e·s du campement. Malgré la stigmatisation qui les visent d'un côté, la solidarité commence aussi à arriver de là où on l'attendait le moins. Parmi les scènes les plus drôles du campement, celle de joggeurs arrivés en courant depuis Menton, habillés de marques et qui, sans cesser leurs mouvements de jambes pour ne pas perdre le rythme, demandent : « Comment peut-on vous faire des virements bancaires ? » Une cagnotte en ligne est aussi activée, avec un compte bancaire attribué au campement, pour que les gens puissent participer à sa vie de près ou de loin.

La masse de personnes qui rejoignent chaque jour le Presidio rend parfois difficile

la tâche de comprendre à qui l'on a affaire. Dans un endroit si ouvert, le risque est toujours là d'accueillir ceux qui ne sont pas les bienvenus : des passeurs, des infiltrés. Farid Ali se retrouve une fois à gérer une situation de ce genre :

> *Quand j'étais au campement, je me souviens que j'ai vu quelque chose comme cinq passeurs, des Algériens et des Tunisiens. Ils étaient venus au campement pendant la nuit à 2 ou 3 heures du matin, et ils ont parlé avec les No Border. Ils ont essayé en espagnol, en français, mais ils ne se comprenaient pas. Donc ils ont parlé avec moi en arabe et ils ont dit qu'ils voulaient rester au campement, mais moi je leur ai dit que non, qu'ils ne pouvaient pas rester parce que c'étaient des passeurs. Donc, on s'est embrouillés et après ils sont retournés à Vintimille. Ce que je veux dire, c'est que si on est au campement, c'est parce qu'on ne veut pas de passeurs ! Si on voulait des passeurs, on resterait à Vintimille, on ne serait pas au campement. Le passeur veut juste l'argent et il s'en fout de tout le reste. Et ce n'est ni une solution, ni une bonne idée. Je ne les aime vraiment pas.*

Un après-midi d'août, au Presidio, deux individus se mettent en plein milieu des tentes avec une bouteille de vodka et commencent à boire. Ils attirent bientôt un petit groupe autour d'eux. Nous nous apercevons

vite que sous leur apparence d'ivrognes, ils sont en train de négocier des prix pour faire traverser la frontière. Toutes les personnes présentes au campement accourent alors. Quand nous sommes une cinquantaine à leur faire face, il n'est même plus besoin d'élever la voix pour qu'ils décident de partir.

À LA CROISÉE DES DOMINATIONS

Le vivre ensemble dans la « bulle » du Presidio n'est pas idyllique, nous l'avons déjà écrit. La lutte commune n'efface pas toute forme de domination ou de violence. Ainsi, au cours du mois d'août, un viol a lieu. Il s'agit d'un fait extrêmement grave en soi, comme le montre la réaction d'une partie du Presidio. Les personnes migrantes présentes sur le lieu décident ensemble de virer celui qui a commis le viol. La personne l'ayant subi, elle, n'est pas entourée comme il le faudrait et elle finit par s'éloigner du Presidio. Nous ne cherchons pas à établir les responsabilités à ce moment-là. Mais il est important de mettre en évidence qu'une partie du Presidio livre alors aux médias italiens des déclarations qui s'inscrivent dans la *culture du viol*. La pire d'entre elles affirme qu'« il faut attendre la décision de la justice pour établir si la personne ayant subi le viol

a déclaré la vérité ou non ». Suite à de telles déclarations, un communiqué signé par « les femmes du Presidio » prend ses distances :

> *Au Presidio, nous choisissons de n'être ni des enquêteurs ni des juges, mais d'arriver à créer les meilleures conditions pour que la voix d'une personne qui vit une quelconque forme de violence soit écoutée. La confrontation, l'écoute et l'horizontalité nous ont emmenées, dans certains cas, à la décision collective d'éloigner des personnes qui ne voulaient pas vivre selon les principes et les pratiques de l'autogestion. […] Nous, nous avons toujours écouté, nous écoutions et nous écouterons toujours la voix d'une femme qui dit avoir subi une violence, sans qu'un médecin, un juge ou un policier ait confirmé sa parole auparavant. Nous luttons tous les jours pour que le Presidio No Border soit un espace sûr pour toute femme qui le vit et qui le traverse*[29].

Dans la réaction d'une partie du Presidio face au viol, on retrouve une série d'éléments récurrents dans le milieu militant. Il s'agit d'éléments propres à cette *culture du viol* dont nous parlions plus haut. Nous les reprenons

[29] Voir l'intégralité du communiqué sur : www.noborders20miglia.noblogs.org/post/2015/09/25/comunicato-delle-donne-del-presidio-no-borders-di-ventimiglia (consulté le 5 juin 2017).

ici, tels qu'analysés par l'Assemblée Antisexiste de Turin en novembre 2015[30] :

> *Le premier argument classique est de dire qu'« elle n'était pas des nôtres » : identifier une femme ayant subi un viol comme « étrangère » au groupe dans lequel la violence a eu lieu suggère que, si elle avait au contraire été « des nôtres », rien ne serait arrivé. Il s'agit de culpabiliser la femme en recherchant « ses » responsabilités qui pourraient « justifier » et/ou amoindrir la violence subie. Était-elle ivre ? Sous l'effet d'une substance ? Était-elle dans des conditions de fragilité psychique ou physique ? Était-elle seule ? Avait-elle des comportements ambigus qui pourraient avoir provoqué la violence ? Et même si la réponse à ces questions est « oui », ce ne sont pas des raisons aggravantes pour celle qui a subi la violence, mais bien pour celui qui l'a commise.*
>
> *Le second élément est la négation et le refoulement : souvent, on nie que le viol (au même titre que n'importe quelle violence, harcèlement ou comportement sexiste) puisse exister dans des contextes politiques où nous luttons, car cela nous met face à toute une série de contradictions. De plus, cet événement possible et indésirable remet en question les relations amicales et politiques que nous avons parfois depuis longtemps. […]*

[30] À cette adresse le texte en entier traduit en français : maquistraductions.wordpress.com/nous-ne-ferons-pas-marche-arriere-texte-sur-le-viol-en-milieu-militant.

Le troisième élément est la recherche de la « vérité » : on part de l'hypothèse que ce qui a été raconté par la femme n'est pas vrai ou qu'il faut le prouver, comme si elle était l'accusée. On donne plus de poids et de légitimité aux potins et aux témoignages de personnes plus ou moins impliquées qu'à la parole de la femme ayant subi le viol. On est même souvent incapable d'écouter, d'accueillir le témoignage de la femme et de respecter son vécu, sans le disséquer de mille questions. […]

Le quatrième élément, enfin, est la récupération : une fois le viol devenu public, lorsqu'il n'est plus possible de ne pas en parler, les médias ne ratent pas l'occasion de traîner dans la boue les occupations, les collectifs, les migrants, les réfugiés, les Rroms… […] La priorité ne devrait pas être le « toilettage » de nos images en tant que « militants » et « l'autoconservation », mais la critique (dé)constructive de dynamiques violentes présentes à l'intérieur des mouvements de lutte.

Le viol commis au Presidio témoigne une fois de plus, une fois de trop, que nous vivons dans un système de dominations entrecroisées de race, genre et classe, contre lesquelles il n'est pas possible de lutter de manière isolée : affronter l'une de ces dominations, c'est se confronter à toutes les autres. Ce viol et les dissensions qu'il a provoquées témoignent des difficultés à questionner les hiérarchies

profondes qui animent tout groupe humain. C'est dans la complexité, la nuance, les contradictions que l'on peut comprendre ce qui se joue alors à la frontière, au Presidio. La fracture créée à l'intérieur du campement par la réaction de certains face au viol est aussi révélatrice de problématiques comme l'accès différencié à la parole et à la prise de décision.

LOST IN TRANSLATIONS

Mise à part la question de la langue, le rapport à la prise de parole, notamment politique, fluctue aussi beaucoup selon les personnes. Francesca explique, qu'au début, la communication dans les assemblées s'est faite à travers des intermédiaires anglophones, par exemple le créateur de la chanson *We are not going back* :

> *Moi, quand je suis arrivé, c'était le premier moment du Presidio. Il n'y avait jamais eu d'assemblée entre les gens, il n'y avait que les locaux, les mythiques, les « anciens »… et quelques jeunes. Au cours de la première semaine, il y a eu une tentative de se parler tous ensemble. Évidemment, ça a été très compliqué : pour mieux le dire, ils étaient presque 200 et ils avaient absolument envie de trouver un moment pour être tous ensemble, mais personne n'avait aucune idée de ce qu'allait devenir cet endroit aux*

Balzi Rossi. On montait la cuisine de Eat the Rich *sur le parking : c'était le début de ce qui allait par la suite devenir le campement. À ce moment-là, dans la tête des gens, il y avait « Bon, dans tous les cas, ils vont bien finir par l'ouvrir à un moment ou à un autre, la frontière ». Il y avait un mec soudanais qui s'est placé, ou qui a été placé – on ne l'a jamais compris – en tant que leader du groupe et qui au début avait plutôt une fonction de porte-parole. Un peu plus tard, il y a eu un peu de bordel, car il y avait des gens qui ne se reconnaissaient pas dans ce qu'il disait, donc cette confiance dont nous parlions a débuté quand toutes les personnes ont commencé à venir parler avec nous sans la nécessité d'avoir un porte-parole. Au contraire, beaucoup de gens venaient nous dire que ce qu'il disait n'était pas la juste transmission de leur parole, et de là, la figure du leader a été démantelée.*

CazaMoza nous explique par ailleurs à quel point la prise de parole politique est tributaire des histoires de chacun :

Tu sais, il faut des mois si tu veux que des Soudanais te parlent franchement de politique ! Chez nous, c'est trop dangereux, tu ne parles jamais à voix haute. Peur de la police, de la délation. Si tu parles de politique, tout le monde te dit de la fermer.

Les expériences politiques antérieures varient. Comme le raconte CoursJu, qui vit aussi à Marseille :

> *J'ai fait plein de manifs au Soudan. Toute ma vie, j'ai manifesté. Des manifestations importantes. Mais là, à Vintimille, c'étaient des manifestations simples, pour demander que les gens aient le droit de passer*[31].

Malgré les difficultés du début, l'assemblée devient dès juillet une habitude quotidienne pour commencer la journée. Le plus souvent, chaque personne qui souhaite s'exprimer parle dans la langue avec laquelle elle est le plus à l'aise et quelqu'un se charge de traduire. D'autant plus que deux ou trois Européennes du Presidio, qui connaissaient un peu d'arabe auparavant, commencent à se débrouiller suffisamment pour discuter avec les gens en tête-à-tête, lorsque la traduction dans les assemblées s'avère trop laborieuse. Nazario résume ainsi la « question de la langue » au sein des assemblées :

> *Ceux qui ne se sentaient pas [suffisamment à l'aise] parlaient dans leur langue, puis on traduisait en anglais. Il est aussi arrivé qu'on fasse trois traductions : italien-anglais-arabe. Ou anglais-arabe, ça marchait comme ça.*

[31] Entretien avec CoursJu du 7 mai 2017.

La question de comment et pourquoi se réunir se pose sans cesse, du fait de l'afflux continu de nouvelles personnes et le départ de ceux qui, malgré tout, parviennent à passer. La continuité n'est pas évidente dans ces conditions. Certaines personnes trouvent trop autoritaire de la part des *Europeani* d'infliger aux autres des réunions pas assez « inclusives ». Dans le même temps, certains trouvent aberrante l'idée de faire des assemblées entre personnes « blanches ». Francesca raconte encore :

> *L'assemblée ne devait pas être quelque chose d'imposé, c'était un moyen d'échanger des opinions et de comprendre comment faire ensemble, comment améliorer les choses, mais ce n'était pas obligatoire. Il y avait surtout des gens qui disaient : « On devrait les laisser faire les assemblées ». Mais s'ils voulaient faire une assemblée, ils la faisaient ! Il n'y avait pas besoin que tu le leur dises… Ensuite, il y avait ceux qui disaient qu'il fallait faire une assemblée entre personnes blanches car c'était plus immédiat. Il y avait toujours ça, cette histoire de l'assemblée entre Blancs… Mais cette division s'est terminée par la suite.*

Tout le monde prend aussi l'habitude d'improviser des réunions en petits groupes, selon les besoins et les possibilités du moment. Un jour que nous sommes au campement, les migrants décident par

exemple expressément de faire leur réunion à part et de communiquer ensuite ce qu'ils ont décidé. Francesca et Anna résument la situation :

> *Ils se rencontraient tout le temps et d'ailleurs ils ne rapportaient pas forcément tout dans l'assemblée générale, ils y disaient ce qu'ils avaient envie de dire. Entre personnes blanches aussi, il y a des groupes d'affinité : peut-être que moi, je me sens bien pour faire un truc avec toi, et dans ce cas on en discute avec deux ou trois autres personnes et on s'organise pour faire cette chose et il n'est pas nécessaire qu'on soit forcément blancs. Mais il y a évidemment des différences : moi je peux aller de l'autre côté et toi tu ne peux pas, donc c'est plus naturel de s'organiser pour faire cette chose qui implique d'aller en France avec ceux qui peuvent le faire, mais c'est plus une question pratique qu'autre chose. Les moments entre personnes blanches, c'était par exemple quand arrivait un nouveau groupe qui disait : « Nous sommes là pour une semaine et nous allons faire la vigie à la frontière du haut pour surveiller les déportations et les refoulements », et c'était parfait. Il y avait ceux qui disaient : « Moi je m'occupe des cartes* SIM *lycamobile, des recharges » ; d'autres : « Moi je reste à la gare, pour voir ce qu'il se passe ». Et ensuite, on s'échangeait toutes les informations. Il y avait certaines choses qu'on tenait à développer en tant*

qu'observatoire, pour comprendre comment la situation évoluait, car quand tu restais toujours à l'intérieur du camp, tu oubliais presque qu'il y avait aussi des choses en dehors ! Donc tu essayais de continuer sur ces activités, mais il n'y avait parfois pas assez de forces pour tout faire, ou bien il y avait des nouveaux groupes qui arrivaient avec les idées claires sur ce qu'ils voulaient faire et c'était intéressant pour ça aussi.

Qu'on les appelle assemblées, réunions ou autre chose encore, ces moments d'échanges collectifs marquent tout le monde. Aladin s'est installé à Marseille suite à l'expulsion du campement et est devenu quelques mois le colocataire de certaines d'entre nous. Son quotidien ayant beaucoup changé suite à son arrivée en ville, il reste marqué par le rythme du campement : chaque jour, il nous demande s'il y aura une *assemblea* du collectif de soutien marseillais. *Assemblea* : le seul mot qu'il ait retenu de l'italien.

YALLA YALLA !

Le projet d'« observatoire » dont parle Francesca est l'activité principale hors du campement. L'accueil des *shebabs* et toutes les activités « internes » constituent une forme de résistance et de solidarité collective contre la violence de la frontière.

Mais l'objectif est aussi de contrer cette violence. C'est en particulier à la gare de Menton-Garavan, premier arrêt des trains TER reliant Vintimille à Nice, que se déroulent les contrôles systématiques, ainsi que dans les environs des possibles passages pédestres de la frontière. Le plus connu de ces derniers est celui autrefois appelé « Pas de la Mort », qui part du hameau de Grimaldi Superiore et qui passe au-dessus de l'autoroute. Il doit son nom aux nombreuses personnes qui y ont trouvé la mort au fil des siècles en voulant passer. Elles tombaient dans le gouffre qui s'ouvre à gauche de ce rocher périlleux, qu'il faut contourner par la droite. Récemment, les associations *Società Operaia del Mutuo Soccorso di Grimaldi* et l'association Randonneurs du Pays, avec l'historien Enzo Barnabà, ont rebaptisé ce sentier « Chemin de l'espoir »[32]. Néanmoins des migrants y trouvent encore la mort en 2017 en tentant de contourner les barrages militaro-policiers de la frontière.

Les personnes identifiées comme étant sans-papiers sont arrêtées par la police puis transférées dans des structures temporaires situées à côté du poste frontière de Pont Saint-Louis, sur la route de corniche que l'on appelle *frontière haute*. Ces structures, ce sont des containers en métal où les

[32] « Avec les migrants, sur le "chemin de l'espoir" entre l'Italie et la France », *L'Humanité*, 8 juin 2015.

migrants sont gardés jusqu'à vingt-quatre heures, voire plus, souvent tassés en grand nombre à l'intérieur, sans boire ni manger. Ils sont ensuite refoulés vers l'Italie *via* le poste frontière de Pont Saint-Ludovic, situé plus bas, en bord de mer, nommé *frontière basse*. Parmi les refoulés se trouvent aussi des mineurs isolés. Quand la police relaxe les détenus, c'est systématiquement au milieu de nulle part, du côté italien, sans aucune indication. Et non sans avoir confisqué les billets dûment payés, pour ceux qui ont pris le train.

Presque tous font évidemment de nouvelles tentatives de passage, se faisant souvent prendre à nouveau. Ce ping-pong peut se répéter à de nombreuses reprises : certaines personnes débarquent au campement après dix-huit allers-retours. On appelle ce système circulaire la *giostra*, le « manège » en italien. Ce circuit s'étend parfois jusqu'au sud de l'Italie. Certains migrants sont en effet ramenés directement à la case départ de leur périple italien : dans les centres du sud, à Bari, dans les Pouilles, ou à Crotone, en Calabre. Là encore, ils retournent comme ils peuvent à Vintimille, souvent plusieurs fois de suite. Impossible de tenir le compte des multiples violences perpétrées sur les migrants au cours de ces grotesques

circuits[33]. D'autres fois encore, la police française ne passe même pas par l'étape des containers et accompagne les gens directement à la frontière, leur disant : « Voilà, entrez en Italie maintenant ». Nous avons été les témoins de l'un de ces nombreux abus : cinq personnes débarquent au campement directement depuis le poste frontière d'en face, avec des papiers du commissariat de Grasse leur donnant un rendez-vous pour le lendemain à 9 heures du matin. Ils ont été interpellés à la gare de Nice, emmenés au commissariat de Grasse, où ils ont déclaré vouloir demander l'asile politique. Tous les postes de police sont tenus d'enclencher les procédures des demandes d'asile qui leur sont adressées, selon le règlement de Dublin. Mais à Grasse les cinq personnes ont été raccompagnées à la frontière par la police, après avoir reçu ce papier avec le rendez-vous. Une vraie arnaque, sachant que cette même police ne les laissera pas rentrer ensuite en France pour s'y rendre.

Contre ce système raciste, violent et délirant, trois activités sont menées

[33] Voir à ce propos le documentaire *Per un uso proporzionato della forza* (« Pour un usage proportionné de la force »), version originale avec sous-titres en français, dont le titre vient d'une citation du ministre de l'Intérieur italien Angelino Alfano, qui légitime l'usage de la force pour les prises d'empreinte des migrants en se basant sur un rendu de la cour de Cassation. Vidéo à voir ici : www.youtu.be/v7shRFITHg8 (consulté le 5 juin 2017).

systématiquement depuis le Presidio : les manifestations à la frontière avec la *battitura,* consistant à taper en chœur sur la glissière de sécurité routière, sur les poteaux, des poêles et sur tout ce qui peut faire du bruit ; le *cop-watching,* c'est-à-dire la surveillance des opérations de la police (contrôles au faciès, refoulements, etc.) ; les actions d'information sur les abus, les violences et plus généralement sur la situation des migrants, y compris ceux qui se trouvent dans le centre de la Croix-Rouge. Farid Ali raconte :

> *Au campement, on s'organisait tous les jours pour se battre, pour organiser des manifs pour faire ouvrir la frontière. Mais le problème, c'était que la police n'aimait pas que les gens restent comme ça à la frontière, car il y avait déjà un campement pour ça, celui de la Croix-Rouge. Et la police voulait que tout le monde reste là-dedans. Mais ce dont tous les migrants ont besoin, c'est de leur liberté, pas d'aller dans le centre de la Croix-Rouge pour donner leurs empreintes.*

Raccoon se souvient :

> *Oui, on s'asseyait ensemble et on décidait de faire une manif ce jour-là, à cette heure-là. Et après on descendait tous ensemble à la frontière. Tous ensemble. On en avait fait plusieurs déjà, on faisait du bruit.* We are

not going back ! *On criait, on faisait du bruit pendant longtemps*[34].

CoursJu, lui, ajoute :

> *J'y suis resté quatre jours et il y a eu deux manifestations. Une le mardi et une le jeudi. J'ai participé à deux manifs. Chaque jour, il y avait des réunions pour organiser tout ça. Tout était organisé : la vie quotidienne, les manifestations… Il y avait aussi des discussions sur le droit, sur les façons d'aider les réfugiés.*

La manifestation avec la *battitura* est une activité presque quotidienne. Francesca et Anna racontent :

> *La plupart du temps, on entendait un des gars qui tapait sur les casseroles et on y allait. Je me souviens que c'était très rarement organisé, c'était plutôt quelque chose qui partait de l'énergie des gens qui disaient « C'est parti ! », et c'était parti. Après, des fois, quand on voulait distribuer du matériel, on s'organisait. Mais il n'y avait pas vraiment besoin de beaucoup : on était là à dix mètres donc c'était assez facile, ça partait spontanément et on y allait. […] Du genre : « Aujourd'hui j'en peux plus et je vais leur dire que j'en peux plus ». De temps en temps, il y avait une personne qui allait voir tout le monde en disant « oh oh oh yalla yalla yalla », ça partait de lui et donc on y allait.*

[34] Entretien avec Raccoon du 7 mai 2017.

Elles poursuivent :

> *Il y avait la vigie à la gare de Vintimille. Cela servait à informer les gens du campement et de celui de la Croix-Rouge. C'était une chose qu'il fallait faire constamment. Soit c'était nous qui le faisions, soit les migrants eux-mêmes, ceux qui en avaient envie. […] C'était surtout important au début car ceux qui arrivaient à la gare ne savaient pas qu'il y avait un camp, donc il fallait le leur dire. Et nous, les Européens ou les migrants, on le leur disait. Par la suite, la rumeur a commencé à circuler toute seule et les personnes venaient de façon autonome.*

En ce qui concerne le *cop-watching*, des relais sont organisés. Le but est d'avoir presque tout le temps au moins deux personnes de guet aux points sensibles : la frontière haute, près des containers, où ont souvent lieu les pires des choses, et les gares de Vintimille et de Menton. Souvent, on essaie aussi d'avoir des supports vidéo afin de garder des traces des abus, pour ensuite les diffuser. Lorsque la police s'aperçoit de cette activité incessante, elle réagit en conséquence. Les contrôles d'identité se systématisent pour les personnes européennes qui viennent du campement. Heureusement, de nouvelles personnes arrivent avec régularité pour prendre la relève, car beaucoup se font vite repérer. Quand la police comprend

qu'un œil numérique la surveille aussi, c'est encore pire. Nazario raconte :

> *On essayait de faire des vidéos de ce qu'il se passait à Menton ou à Vintimille. Mais quand ils nous grillaient, c'était pas très sympa. Des fois, ils prenaient la caméra, ils nous disaient d'effacer la vidéo, ils nous gardaient plusieurs heures dans les cars. Nous on n'effaçait pas, car on filmait une activité publique, l'important c'était de flouter les visages. Il me semble que tu as le droit de filmer l'activité des CRS, après je crois qu'il y a d'autres types de police que tu ne peux pas filmer. Donc à Menton-Garavan, il se passait ça. Sur la frontière haute, on essayait d'atteindre les personnes qui avaient été arrêtées et mises dans les containers pour leur dire de nous rejoindre. Parfois on s'est aussi mis au milieu pour entraver des interpellations, comme ce fameux soir du 9 août, quand il y a eu le premier conflit fort… Un mur contre mur.*

Le communiqué qui célèbre un mois de Presidio, publié le 13 juillet sur le blog[35], annonce :

> *La réunion d'organisation terminée, le Presidio prépare le moment de protestation que*

[35] « Here we are ! Un mese di Presidio No Border », publié le 13 juillet 2015, disponible en ligne à l'adresse www.noborders20miglia.noblogs.org/post/2015/07/13/here-we-are-un-mese-di-presidio-no-border (consulté le 16 mai 2017).

les migrants avaient proposé le jour d'avant. On écrit sur les banderoles : « Open the border, we need to pass *», « Nous ne sommes pas des criminels » et on va ensemble vers la frontière au rythme des slogans du Presidio. La* battitura *continue jusqu'au coucher du soleil. Le moral est haut et hauts sont nos cœurs.* Here we are, we are not going back !

À ce moment-là, le campement est animé par une activité encore plus frénétique : trois jours de discussions et d'actions sont prévus pour le week-end des 24, 25 et 26 juillet.

Face à l'hypocrisie de la rhétorique européenne, fondée sur la volonté d'éliminer les frontières pour permettre la libre circulation des capitaux et des marchandises, on assiste à la multiplication et à la militarisation de ces mêmes frontières, sur une base profondément raciale. Au sein de celles et ceux qui occupent la frontière de Vintimille est donc née l'exigence de créer un réseau transnational qui puisse se confronter et réfléchir sur de telles problématiques. Tous les réseaux et mouvements agissant en faveur de la liberté de circulation en Europe sont invités à apporter leur propre contribution à la construction de ces journées. Vintimille n'est pas qu'un simple symbole, mais représente l'incarnation tangible des mobilisations contre les politiques contradictoires de l'Europe, avec la volonté de mettre au

jour l'existence et l'efficacité des pratiques auto-organisées pouvant constituer des alternatives au business de l'accueil. Le vide institutionnel dans la gestion des flux migratoires ouvre un espace d'action au sein duquel on peut imaginer des modalités de lutte multiples et différenciées, et met en même temps au jour la nécessité et l'urgence de l'action avant que la machine institutionnelle corrompue de marchandisation des corps ne redémarre[36].

De nombreux groupes, collectifs, associations ou individus d'un côté ou de l'autre de la frontière sont invités à cet événement, qui prend le nom de « *Living the Border* ». Pour ne citer qu'une partie des associations qui fréquentent régulièrement le Presidio, en plus des collectifs et des groupes No Border auto-organisés : la Communauté San Benedetto al Porto, *Music for Peace* de Gênes, Amnesty International, Habitat et Citoyenneté, la Fédération des Musulmans du Sud, Fraternité du Savoir, Au cœur de l'espoir… Des gens arrivent d'un peu partout, de Lampedusa et du reste de l'Italie, de Calais jusqu'au sud de la France, et d'autres lieux encore : celles et ceux qui participent à *Living the Border* ont connu des situations

[36] « Appel pour le 24, 25 et 26 juillet à l'occupation de la frontière de Vintimille » à lire en italien, français, anglais ici : www.noborders20miglia.noblogs.org/post/2015/07/22/appello-per-il-2425-e-26-luglio-al-presidio-di-ventimiglia (consulté le 16 mai 2017).

similaires à celle de Vintimille. La richesse des échanges, la diversité des réunions, les traductions en trois ou quatre langues simultanément, la présence de migrants de deuxième et de troisième génération… Tout se mélange dans les souvenirs de cette bordélique effervescence. Lors d'une de ces journées, Hussein prend le micro et récite un poème qu'il a écrit pour exprimer sa gratitude envers celles et ceux qui peuplent le campement. Le camarade qui traduit de l'arabe à l'italien, un jeune de Bergame d'origine marocaine, reprend le microphone, touché : « Je ne peux pas traduire comme ça en vitesse, c'est trop beau ».

Au cours des semaines suivantes, un four à pizza mobile, construit pour l'occasion, est installé au milieu du campement. Le soir, les pizzas commencent à sortir pour le dîner et continuent jusqu'à tard dans la nuit, pour accueillir les nouveaux arrivants. Des débats sont organisés, des films projetés et de plus en plus de gens du coin fréquentent le Presidio. Les occasions pour faire la fête ne manquent pas non plus et on danse au rythme de la liberté, *libertà* ou *hurriya*.

La solidarité attaquée

août – octobre 2015

« C'est parce que ce sont des êtres humains qu'on les traite aussi mal. »

Koli, aux portes ouvertes du Mamba à Marseille, le 17 septembre 2015 [37].

Le Presidio déborde d'activités. Malgré les difficultés et le stress, la plupart des objectifs qu'il se fixe sont atteints. Il entrave la machine à trier et à expulser en service à la frontière. On se demande souvent pourquoi l'expulsion du campement n'a pas encore eu lieu. Peut-être qu'au cours de ces premiers mois, un certain rapport de force s'est instauré. De plus, c'est l'été, et il y a donc parmi les Européen·ne·s plus de monde disponible pour s'installer aux Balzi Rossi. En août, cependant, une stratégie de neutralisation de la lutte se met progressivement en place.

[37] Le Mamba était un lieu occupé à Marseille de septembre 2015 à avril 2016 pour l'organisation des luttes autour de l'accueil et de la solidarité avec les migrants. Voir la vidéo : « Le Manba ouvre grand ses portes », réalisée à Marseille en octobre 2015 par le collectif Primitivi : www.primitivi.org/spip.php?article692 (consulté le 2 mai 2017).

« ÇA DANSE À PONT SAINT-LOUIS »

La nuit dernière, à Vintimille, une centaine de migrants est montée dans un train pour traverser en masse la frontière italo-française. Nous avions rencontré nombre d'entre eux samedi, lors de l'assemblée No Border qui s'est tenue à la gare. Ils avaient pris la parole à cette occasion, pour exprimer leur exaspération face à la situation insoutenable qui les concerne depuis des mois. Comme c'était à prévoir, la tentative de passage de frontière a échoué à cause des contrôles continuels effectués par la gendarmerie à Menton-Garavan, la première gare après la frontière. Les migrants arrêtés ont décidé spontanément de défier le blocus et refusé de descendre du train. Ils ont alors été traînés de force dans les estafettes qui les ont reconduits au poste frontalier français de Pont Saint-Louis, où ils ont été enfermés dans des containers en attendant que la demande de reconduction vers le territoire italien soit acceptée par les autorités. […]

Une vingtaine d'activistes s'est dirigée au poste frontalier pour y soutenir les migrants retenus et être témoins des faits en cours. Une fois sur place, nous avons pu constater que les migrants protestaient contre les conditions indignes dans lesquelles ils étaient retenus et enfermés, comme du bétail, dans un espace bien trop petit pour leur nombre. La gendarmerie française nous a immédiatement

éloignés en s'interposant entre les migrants et nous, pour empêcher tout contact. Nos chants et les battiture, qui depuis des mois symbolisaient la lutte migrante, ont établi un pont de communication entre les migrants et nous, sous la forme de jeux de réponses interposées, de chœurs et de cris d'enthousiasme réciproques. Nous avons chanté et dansé sur une frontière qui n'a aucune raison d'être respectée, nous avons invité les passants en transit à exprimer leur solidarité contre l'injustice de l'accès inégal à la mobilité en faisant marche arrière ; la plupart ont accepté. Lorsque la gendarmerie a décidé, malgré tout, de procéder à la déportation des migrants vers le territoire italien, les activistes No Border ont réagi en tentant d'empêcher le passage des estafettes, se sont assis et couchés sur la route. À plusieurs reprises, nous avons été bousculés, poussés et insultés, et certains parmi nous ont signalé des contusions. […]

Alors que l'on a entendu la police française nommer ce genre de refoulements des « fournées », la police italienne demandait « à quel genre de race de bêtes ils appartenaient » aux migrants qu'ils ont récupéré dans leurs bureaux à la frontière. Pendant ce temps, nullement découragés par les intimidations des autorités, nous avons continué à faire de la résistance passive à la frontière, pour tenter de bloquer le transport forcé des migrants. Alors que nous avions décidé de quitter les

lieux, les polices française et italienne, équipées de tenues anti-émeute, nous ont entourés des deux côtés de la frontière, nous forçant par la suite à les suivre à la caserne. Les dix-sept activistes italiens arrêtés, en plus d'avoir passé la nuit au commissariat de police, ont eu droit à un relevé d'empreintes digitales et à un début de poursuites pour « invasion de terrains ou bâtiments » ; ceux qui avaient des précédents, six personnes au total, ont reçu l'ordre de se rendre dans leur commune de résidence dans les deux jours, sous l'accusation d'être des « éléments dangereux pour l'ordre et la sécurité publique ». De plus, ils ont reçu l'interdiction de regagner Vintimille pour les trois prochaines années, afin d'éviter de « réitérer ces infractions qui représentent une source d'alarme sociale ». Les trois activistes français, traînés brutalement, ont d'abord été identifiés puis relâchés par la gendarmerie, pour enfin être mis en garde à vue par la police, qui les a retenus au commissariat de Menton pendant douze heures. Leurs vidéos ont été supprimées et Médecins du Monde a attesté des contusions et des contractures provoquées chez l'un d'entre eux par les mauvais traitements reçus. Par ailleurs, nous avons appris que les membres de l'association Au Cœur de l'Espoir ont été arrêtés par la police alors qu'ils se rendaient à la gare, accusés de violer l'ordonnance municipale qui interdit

de donner de la nourriture aux migrants par « simple esprit de solidarité » [38].

Ces extraits du communiqué du Presidio à propos de la nuit du 9 au 10 août témoignent du premier véritable acte de répression ciblant aussi les militants européens. Avant que cela ne se produise, le maire de Vintimille avait de son côté émis une ordonnance qui interdisait la distribution de nourriture, avec comme prétexte des soucis d'hygiène. Étant donné l'importance que le partage de la nourriture a au campement, l'ordonnance peut facilement être décryptée comme une volonté de briser la solidarité autogérée. Les premiers à en payer le prix sont les membres de l'association musulmane niçoise Au Cœur de l'Espoir, qui viennent chaque jour depuis la fin juin au Presidio pour y apporter un complément de nourriture. Le 22 août, une nouvelle manifestation est organisée à la frontière. Cette fois-ci, elle a lieu en mémoire de Todor Bogdanovic, tué par la police française lors d'une tentative de traversée de la frontière, le 20 août 1995. L'idée est de rappeler que cette frontière et sa police violentent et tuent depuis longtemps. Une couronne de fleurs est déposée dans la mer et celle-ci s'en va, emportée par le courant,

[38] « Ça danse à Ponte San Luigi », *Marseille Infos Autonomes*, www.mars-infos.org/ca-danse-a-ponte-san-luigi-237 (consulté le 16 mai 2017).

du côté de Menton. Le moment est très poétique. Quelques tensions avec la police surviennent lors de la manifestation. La rage et l'émotion sont plus fortes que d'habitude. La nuit suivante, lors de la vigie à la frontière, un autre militant du campement est arrêté et finit en détention préventive pour une douzaine de jours.

LOIN DES YEUX, LOIN DU CŒUR

À Vintimille, la principale stratégie répressive, appliquée tant à l'encontre des personnes européennes que des migrants, est l'éloignement forcé. En ce qui concerne les personnes Européennes, l'État italien a recours au *foglio di via*, l'interdiction de territoire, qui notifie à la personne concernée l'interdiction de se trouver au sein d'une zone géographique précise, qui peut aller d'un quartier au pays dans son ensemble, généralement pour plusieurs années, sous peine de poursuites judiciaires au niveau pénal[39]. Cette interdiction présente l'avantage de ne nécessiter aucune procédure pénale pour son application. Il s'agit d'une

[39] Cet outil juridique a déjà été utilisé depuis quelques années à grande échelle en Val de Susa, où se déroule une lutte vieille de 30 ans contre la construction d'une ligne de TGV entre Lyon et Turin. Des centaines de ces interdictions de territoire ont été distribuées dans ce contexte.

simple procédure administrative, il suffit à la police de la notifier aux personnes ciblées. Lorsque cette interdiction de territoire est violée, la procédure devient par contre pénale. Pour les personnes européennes et non-italiennes, c'est en général à l'Italie entière que l'on se voit interdire l'accès pour une période allant de trois à cinq ans. Pour les Italien·ne·s, la zone d'interdiction est variable. Par exemple, pour ce qui est de la lutte à Vintimille, cela a commencé par des interdictions du territoire communal, prononcées à l'encontre des six personnes suite à la nuit du 9 au 10 août.

Ans, Davide, Elisa, Giulia, Daitone et Rafael écrivent ainsi, dans leur lettre *Ils ont peur de la liberté*, publiée sur le blog le 15 août [40] :

> *Nous sommes restés tous ensemble jusqu'à la fin des déportations, y compris la nôtre. Nous frappions dans nos mains, hurlions et dansions. Il semble que cela fasse peur que l'on agisse tou·te·s ensemble, que l'on soit uni·e·s comme si les barrières, les policiers et les estafettes ne méritaient aucune attention. En fin de nuit, après que la quasi-totalité des migrants ait été refoulée vers l'Italie, une vingtaine de personne blanches ont passé la*

[40] « Ils ont peur de la liberté – Lettre des 6 personnes ayant reçu un foglio di via de Vintimille », www.noborders20miglia.noblogs.org/post/2015/08/15/modifica-hanno-paura-della-liberta-they-fear-freedom-ils-ont-peur-de-la-liberte-ita-eng-fr (consulté le 2 mai 2017).

nuit au commissariat, les Italiens en Italie et les Français en France. Pour six d'entre eux n'ayant pas accepté le racisme de l'Europe, le commissariat a décidé leur « rapatriement » dans leurs communes de résidence respectives. Pendant trois ans, nous ne pourrons plus remettre les pieds dans la ville de Vintimille.

Nazario raconte aussi :

C'est le premier moment où les forces de l'ordre ont monté d'un cran le rapport de force avec nous, avec le Presidio… Mais surtout avec nous, les militants, car on était vus comme les agitateurs, les manipulateurs. Finalement, ils ont embarqué les Italiens vers Vintimille, les trois Français qu'il y avait vers le commissariat de Menton. Du côté italien, à l'inverse, rien de ce style, sauf ces interdictions de territoire données à des gens qui sont là depuis un bon bout de temps, mais aussi à deux personnes qui n'étaient là que depuis deux jours. Et cette pratique de l'interdiction de territoire "à vue" s'est par la suite reproduite partout.

Ils cherchent à éloigner les soi-disant organisateurs qui permettent le maintien et le fonctionnement du camp parce que, poursuit Nazario, selon les forces de l'ordre, « les Noirs n'ont pas de tête évidemment ; ils ne peuvent pas penser ni s'organiser. Donc [ils tentent de] nous délégitimer et déclasser

ceux qui sont traités comme des numéros en les considérant comme des personnes ne pouvant pas penser par elles-mêmes ». Les fausses affirmations policières servent à déstabiliser. Sur cette base, la distribution des interdictions de territoire s'accélère : à la fin de l'été 2015, onze personnes sont concernées par ces *fogli di via*. L'été suivant, plus d'une cinquantaine d'autres sont interdites de présence, non plus seulement à Vintimille, mais aussi dans seize communes environnantes, voire dans l'entière province d'Imperia. Une pression très importante est mise sur les militant·e·s dont les têtes commencent à être connues, comme celle de Francesca :

> *Il y avait des contrôles d'identité tous les jours : si tu allais faire les courses en voiture à Vintimille, on t'arrêtait ; si tu étais à la gare, on t'arrêtait ; partout, on t'arrêtait. Je n'ai jamais bien compris pourquoi ils nous ont laissé là tranquilles pendant quatre mois, ils auraient tout aussi bien pu nous expulser après un mois ou deux semaines.*

En ce qui concerne les migrants, il est toujours impossible de passer ouvertement la frontière, que ce soit individuellement ou en groupe. Les contrôles se poursuivent à la douane, à la gare de Menton-Garavan, au péage de La Turbie sur l'autoroute, dans les stations-service. Les billets de train sont

toujours confisqués. La scène des containers se reproduit à plus ou moins grande échelle presque tous les jours, selon les initiatives partant du campement et les tentatives de passage. Mais c'est à partir de l'année suivante, et surtout du mois d'août 2016, que ce travail d'éloignement devient encore plus systématique, avec l'organisation d'un bus par jour pour ramener les migrants repoussés par la France vers les centres de rétention du Sud de l'Italie. Jusque-là, il n'y en avait « que » deux par semaine. Les transferts se font grâce à la collaboration de la compagnie *Riviera Trasporti*. L'opération est présentée comme une mesure « d'allègement » par le président de la région de Ligurie, Giovanni Toti : « On parle d'au moins un transfert par jour, ce qui devrait alléger la situation, mais il est encore trop tôt pour crier victoire. J'espère que les contrôles devant empêcher l'arrivée ultérieure de nouveaux réfugiés et cette phase d'allègement commenceront à porter leurs premiers fruits[41] ».

Le 24 août 2016, on assiste à la première expulsion du pays. Quarante-huit Soudanais arrêtés à Vintimille sont embarqués en avion vers Khartoum, la capitale du Soudan, en dépit des manifestations qui retardent toutefois l'expulsion d'une journée.

[41] « Trasferimento coatto in sud Italia per gli immigrati rimpatriati dalla Francia a Ventimiglia », *Rainews*, 10 août 2016.

La Convention de Genève et la Convention de défense des droits de l'homme indiquent qu'il est interdit d'expulser des gens vers des pays en guerre ou dans des pays où leur intégrité physique est menacée. Or, le président du Soudan est sous le coup de plusieurs mandats d'arrêt du Tribunal pénal international (TPI) pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide. L'expulsion des quarante-huit personnes arrêtées à Vintimille vers Khartoum viole ainsi les termes des conventions précitées. Mais le Processus de Khartoum[42], visant à une meilleure « gestion des routes migratoires en provenance de la Corne de l'Afrique », permet de piétiner tout cela au nom de la « lutte contre le trafic d'êtres humains », de la lutte contre les passeurs. À Khartoum, la première rencontre entre chefs d'États européens et africains a fait en sorte que les États africains s'engagent à empêcher eux-mêmes leurs ressortissants de partir vers l'Europe, quels que soient les partenaires et les moyens mis en œuvre. Voilà un exemple de l'externalisation des frontières européennes sur le continent africain initiée depuis 1999 lors du sommet de Tampere, avec les partenaires « historiques » de l'UE : le Maroc, l'Algérie et

[42] Pour en savoir plus sur le Processus de Khartoum, voir : Passeurs d'Hospitalité, *Le Processus de Khartoum*, disponible en ligne sur www.lampedusauneile.wordpress.com/2015/02/20/le-processus-de-khartoum (consulté le 2 mai 2017).

la Tunisie, ensuite rejoints par la Libye, et bien d'autres depuis. Les États partenaires de cette externalisation y gagnent des transferts de fonds conséquents, mais encore un regain de légitimité internationale. Une reconnaissance particulièrement recherchée des dictateurs comme Al-Bashir, président du Soudan, dans la ligne de mire du TPI.

Cinq des quarante-huit Soudanais expulsés de Vintimille ont déposé un recours devant la Cour européenne des droits de l'homme pour protester contre leur renvoi au Soudan.

CALOMNIES ET STRATÉGIE DE DIVISION

Suite aux actions du mois d'août et à la répression qui s'ensuit, le campement établi sur la Côte d'Azur en pleine saison touristique, s'attire définitivement les foudres des pouvoirs publics, des forces de répression et des franges politiques les plus hostiles aux migrants et autres militant·e·s No Border. Un second outil répressif est déployé en force : la différenciation entre personnes migrantes et militantes opérée par les médias. Celle-ci constitue le socle idéologique servant à légitimer les méthodes de répression directe. Au campement, des personnes provenant de parcours extrêmement différents se rencontrent, partagent un

quotidien et élaborent ensemble des dynamiques politiques. Plus il y a un réel enjeu à continuer à faire, à penser et agir ensemble sans se laisser séparer, plus violente est la campagne médiatique visant à fracturer ces dynamiques, à catégoriser et à diviser les gens. « Ce que les pouvoirs publics ont fait, et c'était politique, c'était d'accuser les militants de manipuler les migrants, quand il y avait les tentatives de passage en force de la frontière depuis l'église, par exemple », nous raconte Anne-Laure de la vallée de la Roya. C'est ce qu'exprime un communiqué du Presidio contre cette campagne diffamatoire :

> *Nous avons décidé des règles du camp tous ensemble, migrants et activistes. Les migrants sont libres de rejoindre ou de quitter le camp quand ils le veulent, de participer au camp comme ils le souhaitent, et notamment en participant aux décisions collectives. Contrairement à ce que disent certains, ils ne sont donc pas exploités par des activistes fanatiques. Au camp, il n'y a pas de « centres sociaux » : les activistes viennent d'eux-mêmes, et pas en tant que représentants de groupes ou factions politiques. Ils travaillent en tant qu'individus libres pour ce qu'ils considèrent être une juste cause*[43].

[43] Paru le 5 août 2015, en italien, anglais et français sur le blog du Presidio : www.noborders20miglia.noblogs.org/post/2015/08/05/il-problema-reale-the-real-problem-le-probleme-reel-ita-eng-fr (consulté le 27 mars 2017).

Francesca et Anna expliquent :

> *[Ces accusations de manipulation] c'est ce qu'il se dit partout parce que les médias ne peuvent pas imaginer que les migrants puissent s'auto-organiser et décider de mener une action seuls. Pour eux, c'est un truc tellement lointain qu'ils ont toujours besoin d'un bouc émissaire européen qui force ou organise quelque chose. En plus, il est beaucoup plus facile de « gérer » la personne migrante à partir du moment où tu l'as tellement infantilisée que les bons, ce sont des super gentils, des enfants malléables, et les méchants ceux qu'il faut mettre au centre de rétention pour les renvoyer chez eux. C'est un discours très facile à faire, qui a résolu le problème de leur point de vue.*

Les attaques médiatiques visent à créer les conditions de répression pour toutes celles et ceux qui participent au campement contre la frontière. En jouant sur la sémantique comme facteur de division, les médias catégorisent et trient entre, d'un côté, les « bons réfugiés » qui sont « manipulés par les No Border sans savoir ce qu'ils font », et, de l'autre, les « mauvais migrants », qui manifestent ouvertement leur détermination et leur analyse politique. Ou encore d'un côté la Croix-Rouge, censée être la seule dépositaire de la gestion des migrants – mais sans poser de problèmes – face aux

« antagonistes No Border », prompts à fomenter le chaos dans la ville[44]…

Ces attaques ne viennent pas que du côté italien mais aussi des journaux français tel *Nice Matin* ou de politiciens comme Eric Ciotti aimant agiter le spectre des « islamistes », des « agitateurs », des « délinquants », des « clandestins » et autres « envahisseurs », à la recherche de l'électorat de la droite extrême qu'ils estiment être la clé de l'époque et de la région.

Ces accusations de manipulation ne sont pas des « dérives » de communication, comme on l'entend parfois. Le mercredi 11 novembre 2015, le porte-parole du ministère de l'Intérieur français, Pierre-Henry Brandet, déclare ainsi aux micros de *France Info*, à propos de Calais, que « des militants de No Border […] profitent du désarroi et de la détresse des migrants, et les poussent à faire n'importe quoi, à l'émeute, à des violences envers les policiers ». Cela fait écho aux propos du ministre de l'Intérieur italien Angelino Alfano qui, dans une interview au quotidien *La Repubblica*, dit que « ce sont des organisations qui n'ont rien à voir avec les migrants et qui ont tout intérêt à instrumentaliser

[44] Dans une mesure différente du fait d'une situation qui l'est tout autant, le même genre de jeu lexical est appliqué à Calais, où les No Border sont devenus, selon l'État et une partie des médias, une sorte de parangon du problème.

cette crise à des fins politiques, sinon subversives[45] ».

Ce que ces attaques médiatiques ont en commun, c'est de chercher à créer dans l'opinion publique un climat d'hostilité contre toutes les personnes appartenant à l'un ou l'autre des deux groupes, tout en dépolitisant leurs actes, leurs motivations et leurs situations personnelles. Or les migrant·e·s ont les idées claires sur la réalité politique qui les entoure :

> *On dit qu'ici nous avons des droits, que nous sommes libres. Mais de cette liberté, de ces droits, nous ne voyons pas le début. Le gouvernement ne veut pas nous les donner. À l'origine, tous ces problèmes viennent d'où ? Tous ces problèmes dans nos pays, dans nos vies ? Tous ces problèmes viennent d'Europe. […] Le problème, c'est que l'Europe a colonisé nos pays*[46].

Ils ont les idées tout aussi claires au sujet de celles et ceux qui leur viennent (ou non) en aide. Farid Ali explique :

> *En Italie, les premières personnes qui m'ont aidé, je les ai trouvées à Vintimille : les personnes No Border, auprès desquelles j'ai trouvé de l'aide, de la solidarité. Ils m'ont*

[45] Carmelo Lopapa, « Migranti, Alfano : "Contro il governo polemiche pretestuose" », *La Repubblica*, 8 août 2016.

[46] Koli dans la vidéo « Le Manba ouvre grand ses portes », *op. cit*.

aidé à rester avec eux et à organiser des choses. Dans le campement il y avait des gens très bien, ils restaient ensemble et ils luttaient pour la liberté ensemble. Ça, c'est la solidarité qui s'appelle No Border.

À la question qui lui est posée d'une éventuelle manipulation de la part de groupes militants, il répond que « ça, c'est faux pour [lui]. Car si les No Border n'avaient pas aidé les migrants, personne ne l'aurait fait, les No Border les ont aidés pour tout ». Et il n'est pas le seul à le penser. Un an après l'expulsion du campement, la situation n'a pas beaucoup changé, et un autre migrant affirme que « la vérité, c'est que [les No Border] sont les seuls qui étaient à nos côtés à la frontière l'autre jour, ce sont les seuls qui écoutent notre message. Nous voulons seulement passer cette frontière, que la France l'ouvre. Le gouvernement ne nous écoute pas. Eux, si[47] ».

Mais même ces catégories ne désignent pas toujours ceux que l'on croit : Francesca, par exemple, estime que « No Border, ça veut dire que tu es contre la frontière, […] même si c'est criminalisé par les médias et par les institutions et qu'il y a une division qui est faite entre les *europeani* et les autres. En vérité, les No Border dans le camp, c'était plus les *shebabs*. Ils étaient bien plus No Border que nous ». Alors que dans le

[47] « Tra i migranti di Ventimiglia : "I No Borders gli unici ad ascoltarci" », *L'Espresso*, 8 août 2016.

discoursmédiatique ces termes servent à placer des bornes et à tenter de créer, au moins aux yeux de l'opinion publique et des institutions, des groupes bien différenciés. La frontière est utilisée et transposée jusque dans les mots. Ce qui est à l'antipode des idées et des pratiques de la communauté de lutte nouée au Presidio, qui tente de s'enrichir de ces différences :

> *[Les mots] deviennent des épouvantails et des prétextes pour minimiser les seuls mots qui n'ont aucun besoin de guillemets : violence et déportation comme vécu quotidien de personnes stigmatisées partout du seul fait de leur présence. Discréditer ce vécu et les opinions de celles et ceux qui recherchent de la solidarité revient à participer délibérément à des formes de désinformation et de diabolisation inacceptables*[48].

Les personnes migrantes sont aussi confrontés à l'hostilité d'une partie des habitant·e·s de Vintimille. Farid Ali dit à ce propos : « Il y a beaucoup de fascistes et ils n'aiment pas les migrants. Par exemple, des fois, tu vas au supermarché car tu veux quelque chose et ils ne te le donnent pas, car tu n'as pas la langue pour parler avec eux ». Delia tient le bar *Le Hobbit* à proximité de la

[48] « Comunicato dal confine », 8 août 2016, disponible en ligne sur le blog du presidio : www.noborders20miglia.noblogs.org/post/2016/08/13/comunicato-dal-confine (consulté le 2 mai 2017).

gare. À l'intérieur, nous trouvons quelques dizaines de migrants attablés. Derrière le comptoir, branchés, une jungle de chargeurs de téléphones assortis de noms d'animaux, pour ne pas les confondre, illustre l'idée d'attente. Selon elle cette situation d'hostilité se reproduit très régulièrement :

> *Je suis la seule à ne pas les mettre dehors. Même s'ils passent toute la journée ici en ne prenant qu'un verre de lait dans la matinée. Et je suis la seule, pas seulement à Vintimille, mais dans toute la Riviera, à Bordighera… Les autres bars ont signé des pétitions pour les faire dégager, et ils sont tous contre moi. Vintimille ne peut pas me voir et j'ai plus à craindre des habitants de la ville que des migrants. Ici, les Italiens ne viennent pas. Il n'y a que les migrants. Ou les gens qui pensent comme vous*[49].

Certains disent même que l'expulsion du campement est directement venue de la pression exercée par les propriétaires de l'hôtel-restaurant de luxe qui se trouve sur la plage des Balzi Rossi. « Le plus *in* de toute la province d'Imperia », selon Lulu.

L'EXPULSION DU CAMPEMENT DES BALZI ROSSI

Le 30 septembre 2015, entre cinq et six heures du matin, des centaines de policiers

[49] Entretien avec Delia du 11 février 2017.

débarquent aux Balzi Rossi à bord de très nombreux véhicules pour mettre fin à l'expérience du Presidio No Border[50]. L'imminence de l'expulsion est connue et cela donne un peu de temps à celles et ceux qui s'y trouvent pour s'organiser. Francesca :

> *On était au courant depuis la veille au soir, car on nous avait prévenus d'une plus importante présence des blindés de la police que d'habitude, provenant de partout. On a donc décidé de retourner sur les récifs, c'est-à-dire de revenir à l'état où tout avait commencé. On a fait une assemblée nocturne et on a parlé avec les gars. On a expliqué qu'il y avait 99 % de chances que la police arrive et que c'était donc mieux de partir tout de suite, pour ceux qui voulaient partir, plutôt que d'attendre le lendemain, et que nous, nous allions rester. Malheureusement, quand la police est arrivée à six heures du matin, certaines personnes étaient encore à la gare et ont été prises et renvoyées dans le sud de l'Italie. Pas beaucoup, parce qu'il y en a qui ont réussi à s'enfuir aussi.*

Dès les premières lueurs de gyrophares, les messages d'alerte partent à la fois en Italie et en France. Des voitures s'organisent rapidement pour venir en soutien au groupe réfugié sur les rochers. De leur côté, la police

[50] Une vidéo de l'expulsion, réalisée par *Street Politics*, peut être trouvée ici : www.youtu.be/REjxynBO8d4 (consulté le 3 mai 2017).

et la gendarmerie françaises se préparent et observent le campement aux jumelles. Le groupe réfugié sur les rochers y reste plusieurs heures, encerclé de bleu : d'un côté la police, de l'autre la mer. Plusieurs personnes se jettent à l'eau en protestation, dont Raccoon :

> *Le dernier jour, on a fait une manif dans l'eau, et grâce à Dieu, on était nombreux ! On est entrés dans l'eau… Des gens de Vintimille et des gens de Nice aussi sont venus, il y avait beaucoup de gens avec nous, contre le système de frontières. Pour nous aider. Nous sommes entrés dans l'eau. On est allés assez loin dans l'eau, mais même ça, là encore, ça n'a pas marché ».*

Comme un écho à ce qu'il s'était passé trois mois et demi plus tôt, quand la menace de se jeter à la mer avait été énoncée si la frontière n'était pas ouverte.

Il fait encore nuit quand les cordons de policiers en armure s'approchent des bords de la plage, matraque en main, alors que des chants et des slogans pour l'ouverture des frontières résonnent depuis les rochers : « Nous sommes tous des clandestins », « *Police, Police, let Faro go Paris*[51] »… Les barricades de fortune qui ont été dressées autour du campement ne tiennent pas

[51] Faro est le nom d'une personne voulant passer en France.

longtemps : personne n'est derrière pour les défendre. Il suffit à la police de les démonter à la main pour se frayer un passage. Huit personnes sont arrêtées. C'est alors que la destruction du camp proprement dit commence, comme le raconte le communiqué à propos de l'expulsion :

> *Ils arrachent et ils jettent les tentes, les vêtements, la nourriture, les brochures d'information, les livres, le matériel pour les cours en anglais, français, les guitares, les ballons, les meubles, les douches et les toilettes.*
>
> *La violence dévastatrice de ces bulldozers détruit l'activité de plusieurs mois d'autoorganisation, qui a mobilisé la solidarité de beaucoup de gens, qui a vu cet espace être traversé par une multitude de personnes, dont des migrant·e·s, des activistes de toute l'Europe, des gens qui se sont joints pour apporter des pâtes, du lait, de l'eau…*
>
> *"Nous avons dégagé le Presidio, pas les migrants", a déclaré le maire de Vintimille, Ioculano. Ce que détruisent, en fait, ces bulldozers – sous les yeux attentifs et terrifiés en même temps de la police – c'est avant tout un chemin d'autogestion, de lutte, qui a eu lieu principalement par l'urgence de vivre ensemble[52] ».*

[52] « Communiqué du Presidio No Border sur l'expulsion du camp », www.mars-infos.org/vintimille-communique-du-presidio-338 (consulté le 18 mai 2017).

De grandes bennes sont ramenées sur les lieux par la mairie pour y jeter pêle-mêle les débris de quelques mois de communauté. Pendant ce temps, tout le monde est encore sur les rochers, le soleil commence à s'élever et les soutiens arrivent petit à petit pour amener de l'eau et de la nourriture à celles et ceux qui résistent. Mais la police refuse de les leur faire parvenir. Au contraire, certains agents s'aventurent sur les rochers et en retirent les couvertures et les bouteilles d'eau à leur portée. Seuls les membres de l'association Caritas sont finalement autorisés à passer, après de longues heures. Les soutiens arrivant depuis la France sont bloqués à la frontière par la police.

La situation n'évolue pas jusqu'à ce que l'évêque d'Imperia se propose pour mener des négociations et traverse les lignes de police pour ouvrir le dialogue. Ce n'est qu'à cinq heures de l'après-midi qu'un compromis est trouvé et les rochers abandonnés : « La police ne prendra pas les empreintes des migrants, qui passeront tous dans le camp de la Croix-Rouge, et les Européen·ne·s seront identifié·e·s et poursuivi·e·s par la police. Et encore aujourd'hui je me demande pourquoi on a dit oui… », raconte Francesca.

Tou·te·s les militant·e·s européen·ne·s sont transféré·e·s au commissariat, où on leur notifie des poursuites pour « occupation

illégale de terrain public » et où un rassemblement de soutien a lieu. Les migrants sont emmenés au camp de la Croix-Rouge, sans que leurs empreintes digitales ne soient prises. Au moment de sortir du commissariat, un petit cortège se reforme et part en direction de la gare, en chantant « *We are not going back !* ».

« Avant qu'on nous emmène avec les cars, le prêtre est venu pour parler avec nous, pour nous dire que si on partait au bout de deux jours, on pouvait dormir dans l'église, pour ensuite trouver des solutions. Mais la police nous a emmenés au centre de la Croix-Rouge, où on est resté quelques heures. Ensuite, on a parlé avec les personnes qui avaient quitté le campement et on est allé avec les No Border dans l'église. Après deux ou trois jours, les personnes qui avant vivaient dans le campement sont parties pour traverser la frontière », raconte Farid Ali. « Nous, ils nous ont mis à la Croix-Rouge encore une fois. On a attendu deux jours. On a décidé de faire une autre manif, une grande. On voulait occuper la rue. Comme Dieu l'a voulu, beaucoup de gens sont venus, vraiment beaucoup. 500, 600 personnes sont venues. Surtout d'Italie, de tous les coins d'Italie », ajoute Raccoon.

C'est une façon de s'en tirer le moins mal possible, mais avec le recul, Francesca estime que c'était une erreur :

> *Les empreintes n'ont pas été prises. Mais malgré la fatigue et le fait de ne pas avoir à manger – parce qu'ils ne laissaient rien passer –, on aurait pu rester. Ils nous auraient probablement tabassés, mais là, on a fait retourner les gars dans l'endroit contre lequel on s'était battus pendant quatre mois. Et nous on s'est pris ces plaintes. Avec le recul, cette décision a été une erreur. Mais ce qu'on pensait tou·te·s à ce moment-là, c'était qu'ils n'allaient pas leur prendre leurs empreintes et que dans le cas contraire, le processus de Dublin aurait rendu leur séjour dans un autre pays tout à fait horrible. Là, au moins, ils étaient tous* clean*, personne n'avait donné ses empreintes et avec une promesse de ce genre, on n'a pensé à rien d'autre.*

Le même jour, un centre social occupé depuis presque deux ans à Vallecrosia, une commune limitrophe, est lui aussi expulsé par la police : « C'était l'expulsion totale. Ils y avaient vu un Noir, qu'ils ont identifié comme étant en lien avec nous, et voilà », dit Nazario à propos du 30 septembre.

En réponse à ces expulsions, une manifestation internationale pour la liberté de circulation est appelée le 4 octobre 2015 à Vintimille. Une grande banderole « Nous sommes tous des clandestins » donne le ton.

Sur place, nous nous retrouvons rapidement enfermé·e·s à ciel ouvert, encerclé·e·s avec les autres manifestants sur la place de la gare, malgré notre nombre important. La police bloque tous les accès pour empêcher que le rassemblement ne se transforme en manifestation dans les rues de la ville. En désespoir de cause, c'est vers le camp de la Croix-Rouge, installé juste à côté de la gare, que le cortège se dirige, pour tenter de rallier les migrants qui s'y trouvent. Mais d'importants barrages policiers interdisent tout échange. Finalement, des prises de parole en italien, en anglais et en arabe ont lieu sur une petite sono ramenée pour l'occasion à l'entrée de la gare.

À mesure que la journée avance, les manifestant·e·s repartent, laissant un goût amer à celles et ceux qui restent et ont organisé l'événement. Parce que les objectifs de la manifestation n'ont pas été atteints. Parce que la perte du camp est très récente. Et parce que, à la nuit tombée, la police attaque violemment toutes les personnes restées sur la place. « Nous étions nombreux et les flics aussi. On est resté la journée et on se disait, waaah, on est vraiment beaucoup, mais le soir, la police est venue, en nombre. Et ils ont essayé d'arrêter le groupe. Puis on a tous couru, tout le monde a couru, s'est dispersé. On est revenu au camp, près de la plage. Là, on est tombé sur une amie, elle nous a

pris en voiture, avec sa voiture. Elle nous a emmenés dans une maison… », raconte encore Raccoon.

• • • • •

Quelques semaines avant l'expulsion du campement, un petit concert a lieu dans le Presidio, suivi de prises de paroles au micro. L'une d'entre elles résume bien ce que représentait le campement :

> *Je ne peux pas dire mon nom, mais mon nom est migration. Imaginez que vous tombiez du ciel et que vous arriviez dans un endroit dont vous ignorez tout. Vous essayez de poursuivre votre chemin, vous frappez à une porte, mais on refuse de vous accueillir. Puis vous faites demi-tour, et vous trouvez cet endroit. J'y ai trouvé des frères, des sœurs, et je peux même dire que j'ai trouvé une mère en Anna. Ce camp est ma famille, c'est la famille No Border. Ici, vous trouvez tout ce dont vous avez besoin. Une école, des informations pratiques, mais aussi des conseils sur la ville. Je voudrais remercier chaque résident de ce camp, mais aussi tous ceux qui sont venus ici pour nous écouter, pour écouter nos histoires*[53].

[53] Reproduit dans Raphaëlle Corbeil, Alexandra Deem, *Memories of Ventimiglia*, 1er juillet 2016, www.jacobinmag.com/2016/01/refugee-migrant-crisis-ventimiglia-france-italy-national-front (consulté le 5 juin 2017).

Passer entre les mailles

octobre 2015
– août 2016

OPEN THE BORDERS
e NEED TO PASS
GRANTI DI VENTIMIGLIA

« Avant la prise des empreintes, ils nous avaient promis qu'une fois les empreintes prises, il n'allait pas y avoir de violence et d'usage de la force et qu'on allait être libres de partir… Après ils ont changé de programme. »

Témoignage d'un migrant dans la vidéo « Per un uso proporzionato della forza ».

« WHERE IS FREEDOM ? »

La perte du campement, lieu d'organisation, de rencontre, de lutte et de vie en commun est un coup dur pour la mobilisation contre la frontière. Cet espace de solidarité est parvenu à faire connaître, à l'échelle internationale, un petit bout de parking en bord de mer. La situation est d'autant plus difficile que ce début d'automne 2015 est encore la bonne époque pour la traversée de la Méditerranée. De nombreuses embarcations continuent d'arriver depuis l'Afrique sur les côtes italiennes, chargées de centaines de personnes qui comptent poursuivre leur trajet. Les arrivées à Vintimille

augmentent toujours, jusqu'à l'hiver. Dans l'année qui suit, en l'absence d'un nouveau campement, les personnes migrantes sont souvent hébergées dans les églises. Ilaria s'y est rendue en tant que médecin pour prêter assistance aux migrants sans-papiers qui ont difficilement accès aux soins. Elle nous rapporte qu'au mois de juin 2016 « l'église a dépassé les mille personnes. Il y a eu des moments dans lesquelles mille quatre-vingts repas ont été servis. Il était facile de compter, car les repas étaient numérotés[54] ». Il s'agit à ce moment-là de l'église San Antonio de Roverino.

Dans le même temps, les interdictions de territoire pour les Européen·ne·s se multiplient et l'organisation à Vintimille devient vite impraticable. Au cours des mois d'automne 2015, il faut se recomposer pas à pas, se « reformuler », comme on dit là-bas. Les attentats de Paris du 13 novembre 2015 ajoutent encore une dose de paranoïa sécuritaire et de délire médiatique au traitement de la zone frontalière. Ilaria commente : « À ce moment-là, la militarisation du territoire a véritablement débordé. Il y avait de plus en plus de contrôles, même dans Vintimille, de la gendarmerie française qui venait contrôler jusqu'en Italie, ce qui auparavant n'arrivait que rarement. Il y avait pratiquement tous les corps de police

[54] Entretien avec Ilaria du 28 avril 2017.

et d'armée italiens. Donc de plus en plus d'identifications, de contrôles, de rafles ». Et l'Italie de son côté réadmet encore plus facilement les migrants interpellés lors de leurs tentatives de passage en France.

En décembre, plusieurs personnes commencent à être traînées en justice en France au nom du fameux « délit de solidarité » rebaptisé « aide à l'immigration illégale » : le 14 décembre à Nice et à Boulogne-sur-Mer, le 18 à Grasse.

Le Presidio a été expulsé. Mais les centaines de personnes qui se sont croisées et organisées ensemble commencent à constituer un nouveau réseau de solidarité entre les villes, la montagne, la campagne, qui dépasse les frontières. C'est une période où les contacts avec l'extérieur sont importants. À Marseille, par exemple, naît le collectif Soutien Migrants 13, suite à la vague d'événements de l'été. La « commission Vintimille », dont nous faisons partie, conserve des contacts réguliers avec la frontière et avec les nombreux lieux où des dynamiques de solidarité se sont développées.

Les migrants transférés à la Croix-Rouge après l'expulsion ont fini par passer la frontière. Dans l'urgence, l'aspect public et collectif jusque-là mis en avant est laissé un peu de côté. Quand ça leur est possible, les migrantes passent par les routes, le train, la montagne. Certains se retrouvent pris

dans l'hiver du Mercantour avec trop peu de vêtements pour résister au froid[55]. Heureusement, d'autres réseaux de solidarité se mettent en place. Tous les migrants du campement sont partis, sauf un, Farid Ali :

> *Sur 400 personnes, il n'y a que moi qui suis resté. Je crois que les No Border font quelque chose qui est très bien, donc je suis resté avec eux et j'ai travaillé avec eux. Je voulais faire ce boulot qui est très bien, donc je suis resté avec eux pour s'organiser et faire quelque chose. Car chaque année les gens arrivent de la Libye, de l'Égypte jusqu'à Vintimille. Pour ma part, j'essayais de donner des informations aux gens, car je suis resté pendant un an et je n'ai pas trouvé de solutions. Je ne veux pas que mes frères et mes sœurs se retrouvent comme ça, je leur souhaite une bonne vie, donc je leur donnais des informations et je les aidais un peu.*

À Vintimille, la Croix-Rouge redevient la seule organisation à gérer la situation en possédant une structure. Mais elle reste, comme toujours, « partie intégrante de la machine de contrôle territorial[56] ». En tant

[55] Pour ne prendre qu'un exemple marquant de par son caractère dramatiquement absurde, en mars 2016, Mamadou, un jeune Malien de 27 ans, marche de longues heures dans la neige qui couvre alors les montagnes pour atteindre finalement Briançon. Il y sera amputé des deux pieds, gelés pendant la traversée.

[56] Presidio No Borders Ventimiglia en exil, « Freespot : Osservatorio di confine e spazio di solidarietà attiva a

que partenaire des autorités, elle raconte « n'importe quoi » aux migrants, selon Farid Ali : « La Croix-Rouge parlait avec eux des No Border en leur disant que c'était mal ce qu'ils faisaient. La Croix-Rouge disait : "Si tu restes avec eux tu vas avoir plein de problèmes avec la police, avec le gouvernement et tu peux aller en prison", mais c'est pas vrai ! » Ilaria, bien que médecin, n'est pas autorisée à rentrer dans le centre, où très peu de personnes accréditées sont admises. Par contre, elle a écouté des récits et vu des photos de l'intérieur :

> *Le camp de la Croix-Rouge… Même à partir des photos que certains migrants passés là-dedans pour une raison quelconque ou qui avaient réussi à y accéder m'envoyaient, les conditions n'étaient pas simples, il y avait des lits, c'étaient des lits pliants tassés dans des containers. Je ne sais pas, ça donnait l'idée d'une boîte d'allumettes : les lits ressemblaient aux allumettes dans une boîte. Ça débordait clairement et la gestion en ce qui concerne l'ordre à l'intérieur du campement était tout à fait discutable, dans le sens où elle était souvent confiée aux forces de l'ordre et il y avait des scènes indignes au moment des queues aux douches, pour les repas, avec des personnes maltraitées pour*

Ventimiglia », www.noborders20miglia.noblogs.org/post/2016/03/07/freespot-osservatorio-di-confine-e-spazio-di-solidarieta-attiva-a-ventimiglia (consulté le 6 mai 2017).

qu'elles restent dans la queue. Les récits et les photos que j'ai reçus du camp de la Croix-Rouge n'étaient vraiment pas des plus heureux.

En janvier 2016 la lutte retrouve une façade publique et concrète à travers l'ouverture du *Freespot Todor*[57], un local loué dans la rue Don-Bosco de la commune de Vallecrosia, pour contourner les interdictions de territoire et permettre au plus grand nombre de pouvoir s'y rendre. En effet, cette commune se situe à la limite administrative de Vintimille. Le nom *freespot* est un détournement des principes des *hotspots*, ces camps de fichage systématique établis par l'Union européenne dans les zones géographiques les plus concernées par les arrivées de migrants – l'île de Lesbos en Grèce, celle de Lampedusa en Italie ou la Sicile. Le but avoué de ces *hotspots* est de prendre les empreintes et d'identifier toutes les personnes débarquant sur les côtes européennes, les soumettant dès lors au protocole de Dublin, pour les expulser directement dans le cas où elles ne sont pas éligibles au droit d'asile. Comme l'explique Anna :

[L'idée du Freespot] est d'essayer de travailler sur le long terme. Mais ça a été une

[57] Le nom Todor est une référence à Todor Bogdanovic. Voir page 103.

> *période bizarre, parce que l'envie de faire à nouveau comme au camp était encore là, mais ce n'était pas possible. On comprenait un peu qu'il était nécessaire de mettre en place quelque chose sur la longue durée et que la situation répressive n'en était qu'à ses débuts. Le Freespot se voulait être un endroit où se préparer pour l'été*[58]*, où les personnes qui arrivaient en hiver pouvaient passer, où nous nous faisions connaître.*

Cet espace, un « lieu de mémoire des résistances passées et espace d'auto-organisation pour le présent et le futur », se retrouve très vite sous les feux de la répression, les autorités faisant pression sur le propriétaire pour qu'il se débarrasse de ses nouveaux locataires.

De fait, beaucoup moins de migrants arrivant à Vintimille passent par le Freespot que par le Presidio. Le manque d'espace, la quasi-impossibilité de présence à la gare du fait de la pression policière – qui était l'un des principaux moyens de faire converger les gens vers le Presidio –, la nostalgie des derniers mois empêchent cette expérience de prendre une réelle ampleur. Il est aussi moins visible et son emplacement est bien

[58] En effet, l'année 2016 allait s'avérer particulièrement chargée : rien qu'entre janvier et août 2016, 18 662 migrants sont interpellés dans les Alpes-Maritimes, côté français, soit une augmentation de 7,5 % par rapport à 2015, selon un rapport de la préfecture repris par tous les médias. 91 % d'entre eux sont reconduits en Italie.

différent : ce n'est plus aux abords directs de la frontière, mais à l'exact opposé de la ville. De là, la réalité quotidienne est plus directement marquée par l'empreinte de la répression et du rapport au voisinage. La présence dans le même immeuble de la Ligue du Nord, un parti régionaliste xénophobe italien, ne facilite pas non plus les choses…

« VINTIMILLE N'EST PAS UNE VILLE FACILE. »

C'est Francesca qui le dit. Les commerçants du centre ont lancé une pétition contre le bar de Delia, le seul à offrir un peu de repos aux migrants dans les alentours de la gare. Anne-Laure nous rapporte aussi la parole d'une adjointe au maire qui assure avoir reçu « plusieurs pétitions signées par des habitants de la ville pour qu'elle soit "nettoyée de toute cette racaille". Mais elle, avec les données qu'elle a, elle leur dit que depuis un an et demi que la situation est comme ça, la criminalité n'a pas augmenté d'un pouce. Il y a bien eu un ou deux vols de portable ou certains qui ont un peu abusé sur l'alcool, mais sinon rien. Alors qu'il y a des milliers de gens à la rue, qui pour certains n'ont presque rien à manger ». La manifestation organisée contre les migrants en novembre 2016 par l'extrême-droite locale n'est pas non plus la meilleure des surprises, même si elle

n'a finalement réuni qu'une dizaine de personnes. Comme le dit Francesca, beaucoup de gens « n'ont pas envie de se rapprocher, de connaître et s'enferment dans cette histoire de dégradation de la ville ». D'autres ont été touchés par la situation et en solidarité avec le camp ont ramené de la nourriture, un peu d'argent ou des couvertures. Même si elles ne sont pas disposées à s'engager ou à s'exposer plus que ça.

Lulu, qui a fait 1968 à Paris, espère bien revivre ça en Val Nervia, où il vit depuis les années 1970. Il a vu l'arrivée des No Border comme une « bouffée d'air frais pour les mouvements », mais c'est notamment dans le rapport à la ville de Vintimille, à ses habitants et aux personnes qui y militent depuis des années que, selon lui, « il a manqué à la fois la synergie avec les personnes qui étaient déjà sur le territoire et qui luttaient, pour des raisons variées, et la rencontre avec la réalité de Vintimille, des gens qui ne sont pas des militants à temps plein, qui ont un parcours qui n'est peut-être pas celui de révolutionnaires mais qui, vis-à-vis de ce sujet en particulier, étaient motivés. Et qui pouvaient vraiment apporter quelque chose[59] ». L'association *Articolo 2* par exemple, qui « était une coordination qui regroupait à la fois des individus ou des associations de Vintimille.

[59] Entretien avec Lulu réalisé le 5 avril 2017.

Et il y a eu des tentatives d'interagir, dans les deux sens. Quand je parle d'un saut qualitatif dans le mouvement, je me réfère à cela : si l'on réussissait à créer une synergie entre les personnes qui luttent depuis des années contre le système et ceux de Vintimille dont certaines sont modérées (mais d'autres non), pour trouver le moyen de rencontrer ceux qui ne sont peut-être pas aussi radicaux que toi, mais qui sont là jusqu'à un certain point et qui peuvent te donner un coup de main. Et peut-être qu'il ne sera pas possible de les emmener plus loin, mais c'est une chose qui me tient véritablement à cœur ». Lulu nous a raconté l'histoire de la présence militante « extraparlementaire » en Val Nervia et dans les alentours de Vintimille depuis le milieu des années 1970[60] jusqu'à l'arrivée des Tunisiens après les printemps arabes en 2011.

De nombreuses personnes étaient déjà impliquées à cette époque, des deux côtés de la frontière, dans la solidarité avec les migrants. Manifestations, grèves de la faim, passages de frontière et organisation collective existaient déjà au même endroit bien que dans un contexte général différent.

[60] Cet historique étant assez long, nous invitons toutes les personnes intéressées par le sujet à lire l'intégralité de cet entretien sur le blog du collectif *Le Maquis* (www.maquistraductions.wordpress.com), où l'on retrouvera l'intégralité de tous les autres entretiens réalisés pour l'élaboration de ce livre.

Anne-Laure de la Vallée de la Roya nous raconte, par exemple, à propos de 2011, que « c'est la première fois qu'on se retrouvait sur la plage de Ventimiglia. Ça a duré beaucoup moins longtemps que ce qu'on vit maintenant, c'est vrai, mais c'est à ce moment-là qu'on a fait nos "premières armes" ». Les activités solidaires et contestataires existent déjà avant l'arrivée des No Border, dont une bonne partie viennent « d'ailleurs ». À l'heure actuelle, ces liens se travaillent toujours.

« VIDER LA VILLE » : LE PLAN ALFANO

En ce printemps 2016, la France vit au rythme du mouvement social le plus important et le plus radical depuis de nombreuses années, le mouvement contre la « loi travail ».

Avec la prolongation de l'état d'urgence, à Vintimille aussi la présence militaire et policière s'est considérablement accrue. C'est le moment où les migrants recommencent à arriver en nombre dans toute l'Italie et ailleurs, grâce à de meilleures conditions météo qui facilitent les traversées. De leur côté, les autorités souhaitent à tout prix éviter qu'une situation comme celle de l'année précédente se répètent. Le 7 mai, alors même que des affrontements très violents ont lieu à la frontière italo-autrichienne du Brennero entre

la police et plusieurs centaines de militants en lutte contre les frontières, le ministre de l'Intérieur Angelino Alfano se rend à Vintimille. « Le centre d'accueil pour migrants de Vintimille doit être fermé aussitôt que possible. Les deux cents étrangers qui vivent aux abords de la gare doivent être éloignés et replacés. Il faut empêcher qu'ils arrivent à Vintimille » déclare-t-il. Trois jours plus tard, le 10 mai, c'est chose faite, le centre de la Croix-Rouge est fermé. Ceux qui trouvent que la présence des migrants et des structures dans la ville nuisent au tourisme marquent un point.

Ces déclarations constituent un tournant décisif dans la répression des migrants qui s'ensuit. Le jour même sont lancées plusieurs rafles et arrestations en série. Les garnisons locales sont augmentées de soixante policiers et d'autant de militaires. Le camping de fortune sur les rives de la Roya est expulsé *manu militari*. Le 14, c'est le Freespot des No Border à Vallecrosia qui est fermé, après une annonce faite la veille. Le maire de la ville, Ioculano, s'en félicite. C'est d'ailleurs son administration qui a demandé au gouvernement la fermeture du centre de la Croix-Rouge[61] et instauré l'interdiction de distribuer de la nourriture aux migrants,

[61] « Dichiarazioni del Ministro Alfano oggi a Ventimiglia, la soddisfazione di Ioculano ed Ermini », *San Remo News*, 7 mai 2016.

toujours en vigueur à ce moment-là. À Vallecrosia, c'est aussi un groupe issu de la mairie qui avait demandé la fermeture du Freespot pour « des raisons de sécurité, d'hygiène et de décorum » (*sic*). Encore plus de police, encore plus de contrôles, voilà la nouvelle recette : c'est le « plan Alfano ». De fait, de nombreuses personnes sont arrêtées sur la plage, dans les rues, alors qu'elles attendent un repas de la part de Caritas.

Le paradoxe devient encore plus absurde : la police et le gouvernement veulent faire partir les migrants au plus vite, mais c'est exactement ce que ces derniers souhaiteraient pouvoir faire eux aussi. Quasiment aucun d'entre eux ne veut rester en Italie. Mais après être passés dans les *hotspots* de l'Union européenne, ils se retrouvent pris dans les mailles du processus de Dublin III, qui les oblige à demander l'asile là où ils ont débarqué. Et l'État italien s'en plaint lui aussi. Que les migrants parviennent à passer est alors vu d'un bon œil, mais cela ne peut pas se montrer. D'où les comportements parfois totalement contradictoires de la police qui s'emploie à rendre la présence des migrants le moins visible possible en les dispersant. « Le seul moyen de décongestionner la situation à Vintimille est d'emmener les migrants ailleurs », déclare Franco Gabrielli, chef de la police italienne. On est là au cœur du paradoxe de la frontière :

il suffirait qu'elle n'existe pas pour que tout le monde soit content.

Malgré les expulsions à répétition décrétées par Alfano, un nouveau campement voit le jour au cours du mois de mai sous les ponts de l'autoroute, à l'entrée de la ville. Il s'agit à nouveau d'une expérience importante, même si elle ne dure qu'une vingtaine de jours.

Nazario nous explique la dynamique de ce camp :

> *C'était une chose différente de ce qu'étaient les Balzi Rossi. Certains d'entre nous pensaient d'ailleurs que remettre un campement sur pied était une chose assez peu réalisable, que nous ne serions pas parvenus à exprimer la puissance qui avait été atteinte l'année précédente. Nous-mêmes pensions qu'ils allaient nous couper les jambes, que nous n'aurions que le temps de nous organiser un peu, de comprendre rapidement ce qu'en penserait la population du coin, qui a toujours été assez mixte, entre ceux qui disent qu'ils ne veulent pas avoir ces Noirs devant chez eux, par peur ou pour la « saleté », alors que cet endroit était déjà bien pourri avant que ces derniers n'arrivent. Disons que si, ici, les gens ont nettoyé le Nervia, la Roya est vraiment dégueulasse comme peu de rivières le sont. Alors pour éviter que des Noirs puissent se mettre à l'abri derrière un buisson, ils ont rasé au sol toutes les broussailles qu'il y*

avait jusqu'à la rivière, et j'imagine qu'ils ont aussi un peu nettoyé, avec cette excuse de nettoyage qui vient après, par des voies indirectes. C'était surtout pour que plus rien ne puisse offrir de refuge à personne ici.

Ilaria, qui n'a pas connu les Balzi Rossi, insiste sur la nouvelle dynamique :

Avant ce camp de la rue Tenda, avec des tentes, organisé par les migrants avec les activistes, il n'y avait pratiquement plus rien. Il n'y avait plus que des cartons et des couvertures dans les buissons. Avec le nouveau campement, les conditions étaient différentes. À l'église, les migrants étaient servis, on leur mettait de la nourriture dans les assiettes chaque jour et ils restaient là, privés de toute autonomie, comme des personnes dans un container qui pouvaient à la limite jouer au foot, mais bon, aucune place ne leur était donnée dans l'organisation du quotidien, ni dans la cuisine et encore moins dans l'organisation pour les vêtements, le matériel, etc. Tandis qu'au camp, toutes ces choses-là étaient faites de manière plus simple et collective, même si à une plus petite échelle. Il y avait donc une différence évidente. Surtout dans le moral des migrants, qui étaient beaucoup moins inquiets, fatigués et émotionnellement éprouvés que lorsqu'ils restaient à l'église… C'était une situation d'impasse pour eux. Quand nous nous sommes retrouvés en dehors de l'église, donc

pendant le peu de temps qu'a duré le camp informel sous le pont, les décisions étaient prises dans des assemblées qui se tenaient presque tous les soirs et qui duraient des heures. C'étaient des assemblées où n'importe qui pouvait prendre la parole et même l'opinion des activistes était prise en compte. Il s'agissait de vraies assemblées avec des traducteurs.

Les tentatives collectives ne sont pas mortes et il reste une mémoire de ce qui a été fait l'année précédente. Le 12 mai, une grande opération conjointe des polices des deux côtés de la frontière renvoie des dizaines de personnes dans le sud de l'Italie. Le 13 mai, près de deux cents migrants marchent ensemble vers le centre-ville. La manifestation témoigne d'une nouvelle dynamique d'auto-organisation des migrants. Elle a été organisée au cours des assemblées au campement sous le pont. Elle exprime le refus d'être invisibilisés, d'être repoussés sans cesse plus loin, de devoir se cacher. Elle proteste contre la fermeture de la frontière, mais aussi contre la violence des polices française et italienne, qui s'est encore durcie depuis la visite d'Alfano. Elle représente une réponse directe au plan du ministre de l'Intérieur. Le maire de Vintimille finit par retirer l'interdiction de distribution de nourriture, qui n'est de toute façon pas respectée. Depuis quelque temps

des maraudes de distribution de nourriture sont organisées par des gens des deux côtés de la frontière. Un communiqué des No Border déclare :

> *Le plan Alfano a échoué. Affirmer cela sereinement ne veut pas dire que nous ne sommes pas en colère vis-à-vis des rafles dans les rues de Vintimille, de la violence de la police dans les commissariats et de la déportation de cinquante personnes de la frontière franco-italienne vers le* hotspot *de Trapani, où elles sont actuellement toujours détenues. Certes, les annonces médiatiques du ministre de l'Intérieur italien ont eu des effets très concrets d'abus et de violences, mais le « plan pour vider Vintimille des migrants », revendiqué avec tant d'orgueil par la préfecture d'Imperia, a néanmoins échoué. […] Aujourd'hui, à Vintimille, se trouvent au moins cent cinquante migrants qui prouvent par leur présence que croire que l'on peut confiner des femmes et des hommes à coups d'arrestations, de rétention et de déportation relève de la fantaisie*[62].

Le plan Alfano ne s'arrête pourtant pas et s'évertue à toujours vouloir « vider la ville ». Le 29 mai, l'ultimatum de démantèlement du nouveau camp de fortune monté sur les

[62] « Where is Freedom ? : le plan Alfano et la lutte pour la liberté », publié le 16 mai 2016 sur le site du Presidio : www.noborders20miglia.noblogs.org/post/2016/05/16/where-is-freedom-il-piano-alfano-e-la-lotta-per-la-liberta-ita (consulté le 9 mai 2017).

rives de la Roya prend fin. Une énorme opération de police impliquant cent cinquante flics et une dizaine de fourgons a lieu dès le lendemain. La zone de la gare est totalement militarisée, des centaines de personnes arrêtées, les téléphones confisqués. Les cinq bus amenés pour l'occasion par les flics se remplissent grâce à la police qui ratisse la ville. Ils se rendent ensuite directement à l'aéroport de Gênes où se trouvent deux avions fournis par *Poste Italiane*, la poste italienne, affrétés pour les déportations vers le sud du pays. Mais la réponse ne se fait pas attendre.

Le 31 mai, plus de cent cinquante personnes sortent de l'église San Nicola, où beaucoup ont trouvé refuge pour la nuit, et marchent contre la frontière en portant des banderoles qui disent : « Les trois derniers jours, les frontières ont tué sept cents de nos frères et sœurs. Ouvrez la frontière ». Plusieurs naufrages viennent en effet d'avoir lieu en Méditerranée, qui se transforme jour après jour en l'un des plus grands cimetières du monde. La police italienne stoppe la manifestation pacifique. Commence alors un sit-in doublé du refus d'eau et de nourriture, jusqu'à ce que Caritas trouve d'autres lieux d'accueil pour la nuit dans d'autres églises. C'est alors l'église San Antonio de Roverino qui ouvre ses portes pour accueillir des centaines de personnes. Début juin, une partie de ces personnes sont déplacées

dans un centre sportif. Un nouveau *freespot* ouvre ses portes : il ne résiste que deux mois. Et suite aux pressions des commerçants et de tous les habitants de Vintimille hostiles à la présence des migrants, le camp de la Croix-Rouge à côté de la gare, trop près des touristes, est fermé. Un autre camp de la Croix-Rouge est mis en place le 9 juillet au parc Roja, à quelques kilomètres de la ville, plus haut dans la vallée.

« MARCHONS SUR LA FRONTIÈRE ! »

Du fait de la difficulté à se réunir à Vintimille, les liens se resserrent entre les personnes en lutte dans ses alentours, à la fois du côté français et du côté italien. Côté français, la connexion entre les différentes luttes déjà existantes se renforce : une « Vélorution », une manifestation à vélo, est organisée le 18 juin, suivie par plusieurs occupations collectives de bâtiments. Côté italien, début juillet, une nouvelle phase de lutte s'ouvre : le 2 juillet, de sinistres personnages s'invitent devant l'église San Antonio qui accueille alors près de sept cents personnes. Il s'agit de Sonia Viale, membre de la Ligue du Nord et vice-présidente de la région, et de Toni Iwobi, responsable du « département pour la sécurité et l'immigration » de son parti, accompagnés d'autres

leghisti qui organisent un rassemblement contre les migrants.

Cela met le feu aux poudres :

> *Il s'agit clairement d'une provocation : leur intention est d'instaurer la haine et la rage chez les habitants du quartier Gianchette contre les migrants, lesquels […] ressentent une certaine préoccupation vis-à-vis de ce qui pourrait se passer. Presque immédiatement, une assemblée se réunit. Sept cents personnes assises toutes ensemble, qui lèvent la main chaque fois que quelqu'un veut parler, avec la personne qui parle qui se met au centre du cercle. Tout le monde écoute sans poser de questions, ceux qui parlent trop longtemps se font siffler. […] Jusqu'à ce que quelqu'un dise que si les Italiens ne les veulent pas, ils ne veulent pas non plus rester ici. Si des politiciens sont venus jusqu'ici pour dire qu'ils ne sont pas les bienvenus, très bien, ils s'en vont. Ils vont en France. Le temps de manger et les banderoles sont faites, dont la plus grosse dit :* « Open the borders ! This is the problem for the refugees ». *[…] Ils se mettent en file indienne et partent. Il y a près de cinq cents personnes.*

La marche est surveillée par la police, qui finira par bloquer tout le monde sur le Corso Toscanini, en face du fort de l'Annunziata, avec des fourgons blindés.

> *Les migrants lèvent alors toutes leurs pancartes puis s'asseyent devant la police et*

disent : « Personne ne bouge, nous restons jusqu'à ce qu'ils nous laissent passer ». Il est environ 3 heures de l'après-midi. Vers 5 heures, Caritas tente de faire une médiation. Un porte-parole est désigné, mais le responsable de Caritas continue de lui demander si d'autres n'ont pas des opinions différentes. Le porte-parole lui répond alors qu'il a compris ses tentatives pour les diviser, les fragmenter, les affaiblir. À cette tentative, ils répondent qu'ils n'accepteront ni la nourriture ni l'eau de Caritas. Tout l'après-midi, le soir, la nuit, les migrants ne bougent pas. C'est là, sur la route, que l'on dort[63].

Le 3 juillet, après la nuit passée sur place, il reste encore au moins deux cents personnes. Les tentatives de passage de la frontière reprennent. Cette fois, la police charge violemment, blessant plusieurs personnes, dont la responsable d'Amnesty International de la Côte d'Azur. L'occupation de la route reprend, jusqu'à ce que le maire de Vintimille vienne à son tour tenter de faire une médiation. Cela consiste à proférer des menaces d'intervention policière et à promettre l'ouverture prochaine d'un nouveau camp de la Croix-Rouge, dans lequel ils pourront rester quarante-huit heures sans

[63] « E' proprio una prigione. Sul blocco stradale del 2 e 3 luglio di Corso Toscanini », paru le 6 juillet 2016 sur le site du Presidio : www.noborders20miglia.noblogs.org/post/2016/07/06/e-proprio-una-prigione-sul-blocco-stradale-del-2-e-3-luglio-di-corso-toscanini (consulté le 10 mai 2017).

qu'on ne leur prenne les empreintes. Vers 17 heures, la nouvelle que des bus et des avions sont en préparation pour de nouvelles déportations vient à bout des manifestants, qui sont là depuis plus de vingt-quatre heures, sans eau, ni nourriture et sous un soleil de plomb. La police n'est pas en reste et distribue de nouvelles interdictions de territoire aux militant·e·s venus soutenir l'action.

En parallèle, la solidarité se fait sentir dans les villes d'Italie : des rassemblements sont organisés à Savone, Gênes, Milan, Turin, et un blocage des trains à Bologne. La centaine de migrants encore présents sur la route décide de retourner en cortège en direction de l'église San Antonio. Cette dernière devient ainsi l'épicentre des événements du mois de juillet. Les intimidations physiques et psychologiques pour forcer les migrants à donner leurs empreintes pour qu'elle soient intégrées au système Eurodac sont désormais à l'ordre du jour. Le 16 juillet, une trentaine d'heures après l'attentat de Nice, quatre cents migrants sont sortis de force de l'église San Antonio. Certains se réfugient sous les voies rapides, d'où ils sont expulsés violemment dès le 19, tandis que beaucoup sont renvoyés vers le sud de l'Italie. D'autres, une bonne centaine, occupent une étable près du nouveau camp de la Croix-Rouge.

Leur nombre augmente rapidement et une nouvelle cuisine s'organise après que des militants y ramènent une bonbonne de gaz, relançant rapidement les dynamiques d'auto-organisation et d'assemblées. Mais les rapports avec le centre voisin ne sont pas des meilleurs : « À quelques mètres, le camp de la Croix-Rouge élargit sa capacité d'accueil à 360 places. Le problème, c'est que les migrants préfèrent rester dans l'ex-étable plutôt que d'entrer dans le camp du gouvernement. Aux dernières nouvelles, il n'y a environ que quatre-vingts migrants à l'intérieur du camp géré par la Croix-Rouge, pour trois cents personnes à l'ex-étable. Depuis que nous y sommes, nous sommes quotidiennement attaqués verbalement par des volontaires plus ou moins proches de la Croix-Rouge qui nous accusent de donner des informations erronées aux migrants, et que ce serait pour ça que ces derniers ne veulent pas y aller. Nous n'avons rien besoin de dire aux migrants : il s'agit d'un camp qui, aussi ouvert qu'il souhaite l'être, est toujours un camp fermé, dans lequel il faut avoir une carte à code-barres et photo pour y résider, ainsi qu'une fiche d'enregistrement pour avoir accès à un médecin, aux salles d'eau ou à de la nourriture. Les migrants craignent qu'un jour les portails ne se ferment et que les photos de la carte – qui sont sauvegardées dans les ordinateurs – puissent contribuer aux refoulements et aux déportations. Il s'agit d'un camp du gouvernement

géré par une organisation militaire comme la Croix-Rouge. Comment les migrants peuvent-ils faire confiance au gouvernement italien, alors que celui-ci tolère les décharges électriques et les passages à tabac pour leur prendre leurs empreintes ?[64]

Ce ne sont pas des bavures : « un usage proportionné de la force est possible pour prendre les empreintes aux immigrés », déclarait le ministre Alfano en décembre. En voici une application concrète. Les intimidations continuent contre ce nouveau regroupement : l'eau est coupée par la police et des techniciens, tandis que la préfecture interdit la distribution d'eau pour « éviter que le camp ne devienne définitif ». Dans les derniers jours de juillet, la police vient menacer tout le monde de transfert forcé dans le camp de la Croix-Rouge, où ils ne pourront rester que sept jours. L'ex-étable est ensuite expulsée.

Le 24 juillet, de nouveaux chiffres de l'Organisation internationale pour les migrations tombent : rien qu'au premier semestre 2016, 88 000 personnes ont débarqué sur les côtes italiennes, plus que sur toute l'année 2015. 2 600 sont mortes en essayant.

---

[64] « Aggiornamenti dal campo informale, tra pressioni istituzionali e repressione governativa », publié le 29 juillet 2016 sur le site du Presidio : www.noborders20miglia.noblogs.org/post/2016/07/29/racconto-dal-nuovo-campo (consulté le 10 mai 2017).

Quelques jours plus tard, dans le bar d'un petit village en Ligurie, nous ouvrons un journal local et nous tombons sur un article affirmant que l'auteur de l'attentat de Nice a participé aux manifestations organisées par les No Border l'année précédente. Un petit cercle rouge entoure un visage sur une photo prise dans la manifestation du 4 octobre 2015, après l'expulsion du camp. Comme nous le vérifierons par la suite, l'information est fausse. Mais il n'en faut pas plus pour que de nombreux vautours se jettent sur l'occasion pour alimenter l'idée du « monstre No Border ».

Tout comme le mois précédent, août s'ouvre sur une manifestation. La nuit du 4, trois cents migrant·e·s quittent le camp de la Croix-Rouge et se dirigent vers la frontière française. La police les arrête et les charge à cinquante mètres de leur objectif, là où tout a commencé un an auparavant : aux Balzi Rossi. Près de deux cents migrants parviennent à s'enfuir. Certains franchissent même la frontière à la nage et gagnent la plage de Menton, où ils sont accueillis à coups de matraque et de gaz lacrymogènes par la police française. D'autres passent à pied, déclenchant automatiquement une chasse à l'homme dans les rues de Menton, de Cannes, de Sospel, de Nice. Au bout du compte, cent cinquante environ seront rattrapés et expulsés vers l'Italie. Et du côté

des Européen·e·s, dix-sept personnes se retrouvent avec des *fogli di via*.

Le lendemain, un camp de lutte contre les frontières de cinq jours est prévu dans la zone. Dans ce cadre, le 6 août, la vieille caserne de pompiers est occupée. La police vient pour l'expulser, mais avant même qu'il n'y ait le moindre contact, en descendant des fourgons, l'un des flics fait un infarctus et meurt peu de temps plus tard à l'hôpital. Dès lors, les principaux quotidiens italiens parlent d'un policier mort lors d'affrontements avec les militants, jouant sur l'ambiguïté qui découle de l'imprécision. La préfecture insiste de nouveau sur l'instrumentalisation des migrants, la caserne est finalement expulsée, tous les militants identifiés et la zone se couvre de contrôles policiers. Un nouveau degré de militarisation de Vintimille et de la zone frontalière est franchi en vue de la manifestation No Border prévue pour le 7 août. Le seuil des soixante interdictions de territoire est dépassé.

Le président de la région ligure, Giovanni Toti, se sert alors cyniquement de cette mort impromptue pour demander au gouvernement d'agir, parlant de « douleur et de rage envers les irresponsables qui alimentent les tensions. À Vintimille, il faut plus d'agents et employer la manière forte,

assez perdu de temps[65] ». « La douleur des autres est une douleur à moitié », chantait Fabrizio de André. Toti ne ressent cependant ni douleur, ni rage lorsqu'une dizaine de migrants meurent au cours des six mois suivants, heurtés par des trains, des voitures, ou tombés de falaises au cours de tentatives pour passer la frontière.

Suite à ces événements, lors d'une conférence de presse, les militants No Border annoncent que la manifestation est annulée. Il ne faut pas « tomber dans un piège. Nous n'avons rien à voir avec la mort du policier, survenue par des causes naturelles alors que ses collègues nous poursuivaient et nous insultaient ».

> *Cet après-midi n'aura pas lieu ce qui devait être une manifestation de communication, parce que nous ne voulons pas tomber dans le piège des provocations de la police, qui utilise chaque moment de solidarité en le transformant, en utilisant de plus un climat médiatique sur cet événement, où on parle de No Border entendu comme un groupe de toute l'Europe qui organise les révoltes sur les frontières, alors qu'il est évident aux yeux de tous que les personnes qui sont appelées No Border sont les personnes qui, dans les faits, donnent un coup de main à l'idée*

[65] « Ventimiglia, No borders : "Annullata manifestazione". Agente morto d'infarto, Toti : "Pugno duro" », *La Repubblica*, 7 août 2016.

de pouvoir se déplacer en toute liberté en Europe. Souvenons-nous que les No Border sont ces personnes qui, avant que les mécanismes d'État ne s'enclenchent, étaient les mêmes qui allaient chercher les gens en Grèce qui mourraient en mer. Les No Border sont ces personnes qui sont prêtes à se mettre en jeu pour aider ces gens qui veulent seulement passer, et qui refusent de se taire face à une Europe qui a pour façade la démocratie et la liberté et fait mine d'aider ces gens, mais dont l'unique réponse qui existe est celle des matraques, des déportations. Cela est fait au vu et su de tous, ce n'est pas caché. Ce qui est caché, c'est ce qui se passe chaque jour, quand les migrants sont intimidés de façon physique et verbale par les forces de l'ordre. Voilà ce qu'il y a à dire, et ce n'est même pas une question politique, mais simplement éthique et humaine. [66]

Le 9 août, le nouveau *freespot* de Camporosso est perquisitionné par la police. Pour Anna, « le proprio n'avait pas de problèmes à ce qu'on reste, donc ils ont dû trouver d'autres méthodes : la première a été de perquisitionner à la recherche d'armes et d'explosifs. Ils n'ont rien trouvé ». Deux jours plus tard, la police revient avec « une ordonnance du maire pour le faire fermer pour des raisons d'hygiène. Mais même

[66] Toute la conférence de presse (en italien) peut être visionnée sur www.youtu.be/Eo5hCs9QySk (consulté le 11 mai 2017).

comme ça, pour faire fermer cet endroit, il aurait suffi de deux flics municipaux, mais c'est toute la police en grande pompe qui est arrivée comme s'ils allaient en finir avec le repaire de Ben Laden », reprend Anna. Cette fois, les policiers embarquent les matelas, les draps, tout ce qui peut servir à avoir un peu de confort, et laisse en retour une obligation de quitter les lieux sous quarante-huit heures.

Le 13 août, jour de l'expulsion, le dernier communiqué du Presidio No Border paraît sur le blog. Une nouvelle ordonnance interdisant la distribution de nourriture est émise par le maire, encore sous prétexte des raisons « sanitaires et d'hygiène ». Elle ne sera retirée que le 22 avril 2017. Dès lors, et pour les mois à venir, même les simples maraudes deviennent des entreprises compliquées à mettre en œuvre. Anne-Laure raconte à ce propos : « les flics menacent beaucoup de mettre les gens en garde à vue. Quand ils arrêtent les maraudeurs, souvent ils te demandent de partir, sinon certains les raccompagnent jusqu'à la frontière. Après, souvent, on attend qu'ils s'en aillent pour y retourner ». C'est pourtant l'une des seules activités de solidarité encore possibles dans la ville de Vintimille, où tout est de plus en plus cloisonné. Le 24 août, l'apogée de la répression est atteint : un avion déporte quarante-huit Soudanais vers le Soudan.

Le plan Alfano rend la vie vraiment difficile. Mais tout ne fait que se déplacer et remonter vers les vallées et les montagnes. Les conditions ont changé, le décor aussi. C'est en partie du fait de tous ces événements que la Val Roya et ses habitants, déjà actifs depuis un moment, vont se retrouver sous le feu des projecteurs : la vallée remontant de l'Italie vers la France devient dès lors le point de passage obligé pour ceux qui, malgré tout, continuent de vouloir franchir la frontière.

De la mer aux montagnes

mai 2016 –
printemps 2017

« Les montagnes sont toujours là. C'est à ceux qui y vivent de les accepter comme frontière, ou d'en faire des lieux d'accueil, de vie et de refuge. »

Nunatak n°1, Hiver/Printemps 2017.

N'en déplaise à Danton, les montagnes ne sont pas des « frontières naturelles ». Ce sont, au plus, des obstacles physiques plus ou moins difficiles à franchir, et utilisés par les États pour faciliter la gestion de l'accès à leur territoire. Mais ces obstacles ont de tout temps été habités, vécus, traversés, bien loin du rôle de « limite géographique imposée pour diviser et amener à s'opposer des gens qui habitent sur les différents versants des mêmes montagnes[67] ».

[67] Éditorial du numéro 6 de la revue italienne *Nunatak – rivista di storie, culture, lotte della montagna*, Cuneo, printemps 2007. C'est cette revue italienne qui a inspiré son homologue français. Presque tous les numéros de la revue italienne sont téléchargeables à cette adresse : www.ecn.org/peperonenero/nunatak.htm (consulté le 14 mai 2017).

Les Alpes, par exemple, ont accueilli au cours des siècles des zones franches ou des communautés montagnardes autonomes, des espaces où il était plus difficile pour l'État d'assurer un contrôle efficace et d'imposer sa présence. L'hostilité du milieu naturel montagnard, que l'État veut utiliser politiquement comme frontière pour se renforcer, se retourne contre lui, rendant sa tâche plus difficile. Même en plaçant ses troupes de façon stratégique, impossible de contrôler les montagnes dans leur globalité, elles qui offrent une infinité de possibilités de contournement. Celles et ceux qui habitent ces lieux les connaissent forcément mieux que l'État et ses dérivés. Et la vie y est un peu différente.

La Val Roya est la principale vallée qui remonte depuis Vintimille vers la France en serpentant entre les montagnes. Côté français, elle entoure une enclave : au sud, à l'est et au nord se trouve l'Italie. Il n'y a que vers l'ouest, en passant par le petit bourg de Sospel, qu'elle s'ouvre sur le reste du territoire français. Anne-Laure explique :

> *Comme tous les endroits frontaliers, c'est une zone de passage. Et même si les frontières ont bougé dans le temps, elle a toujours été un lieu d'immigration clandestine. Il y a eu les antifascistes italiens sous Mussolini, les Arméniens à la suite du génocide, mais aussi la grande migration des Juifs*

> *de Vésubie, les contrebandiers et autres repris de justice qui avaient intérêt à passer de l'autre côté, jusqu'aux militants des groupes de lutte armée des années 1970-1980, dont certains passaient aussi par ici pour se réfugier en France. Alors, ça a fait bondir Ciotti, la droite et l'extrême-droite quand une comparaison était faite dans un article de* Nice-Matin *à propos de la situation actuelle rapportée au traitement des Juifs à l'époque.*

Avec la mise en œuvre du plan Alfano, à partir du 7 mai 2016, la Val Roya devient l'un des principaux points de passage pour atteindre la France. Cela se remarque. Comme l'indique Anne-Laure : « Cet été, sur la route entre Breil-sur-Roya et Tende, et ça en permanence, de jour comme de nuit, tu voyais des personnes sur le bord de la route. Personne ne pouvait dire qu'il ne les avait pas vues ». Le petit journal *La Marmotte Déroutée*, autogéré, autofinancé et distribué par des habitants de la vallée de la Roya depuis novembre 2016, offre une vision politique de cette situation locale :

> *Depuis près de six mois, vous avez sûrement remarqué, sur les bords des routes de la vallée, des groupes de personnes qui marchent, plutôt la nuit, notamment depuis Vintimille. Elles n'ont pas les bons papiers pour traverser la frontière autrement. Elles n'ont pas ce privilège occidental qu'est la*

liberté de circulation. Pourquoi se trouvent-elles là ? La Roya se trouve aujourd'hui au cœur d'un mécanisme de tri et d'expulsion qui s'étend des centres de rétention siciliens aux centres de rétention britanniques[68].

À mesure que le temps passe, sur les quelques milliers d'habitants que compte la vallée, plusieurs centaines s'impliquent à divers degrés dans des initiatives de solidarité. Parfois de façon plus collective ou organisée, parfois sans le dire à personne, que ce soit par souci de discrétion ou d'efficacité.

Les montagnes apparaissent à certains migrants comme une solution alternative pour traverser la frontière de façon plus ou moins autonome. Du côté des militants solidaires aussi, Nazario confirme que :

Dans la période automnale-hivernale de 2015, avant janvier, il y a eu une recherche de contacts avec les gens qui vivaient de l'autre côté de la Val Roya, dont certains étaient déjà présents au Presidio, qui passaient de temps en temps. Il y a eu un début de rencontres, d'échanges, avec des gens qui venaient jeter un coup d'œil au Presidio, qui à ce moment était un peu le centre de tout et qui a permis de faire la connaissance de

[68] Norbert le Colvert du Val d'Enfer, « Sur les bords de nos routes… », *La Marmotte Déroutée n°2* (décembre 2016), Val Roya. Tous les numéros sont disponibles sur www.la-marmotte-deroutee.fr (consulté le 18 mai 2017).

divers groupes, milieux et individus de la zone frontalière, qui recouvre toute la Val Roya.

Perché dans un village de la vallée, Thibault explique que c'est en effet à partir d'octobre 2015 « qu'il y a eu cette organisation qui a commencé à se faire dans la Roya. Au début, on s'est organisés avec beaucoup de gens qui passaient beaucoup de temps sur Vintimille et là, petit à petit, il y a cette asso, Roya Citoyenne, qui a été créée et là ça s'est élargi énormément. D'un coup, on est passé de quelques dizaines à quelques centaines de personnes qui participent ». Octobre 2015, c'est immédiatement après l'expulsion du campement No Border de Vintimille, que Thibault fréquentait lui aussi régulièrement. L'expulsion marque d'autant plus les esprits, que tout ce qui se passe du côté italien de la frontière a des répercussions directes sur la vallée de la Roya. Plusieurs centaines de personnes sur environ 7 000 habitants dans la vallée, cela représente un pourcentage non-négligeable de gens impliqués. Roya Citoyenne est une association qui existait depuis quelques années déjà, mais qui est « réactivée » et dont les statuts sont changés pour l'occasion. Elle est « très hétéroclite », nous indique Pascal, avec « des vieux anars italiens à moitié cachés, des gens de No Border qui ponctuellement vont s'associer au truc, une boulangère, quelques

cathos qui sont là, t'as des gens dont c'est le premier acte militant, après t'as des militants communistes, un peu de tout ».

En plus de cette association, d'autres luttes existent déjà depuis un moment dans ces montagnes, dont l'une des principales s'oppose au doublement du tunnel de Tende. D'autres luttes écologistes locales se développent, regroupées derrière le slogan « Sauvons la Roya ».

PERSPECTIVES VÉLORUTIONNAIRES

Un nouveau tournant a lieu dans la vallée à la faveur d'une action conjointe de la plupart de ces dynamiques, lors de l'organisation d'une Vélorution le 18 juin 2016 au départ de Breil-sur-Roya, sous le mot d'ordre « Bloquer la circulation pour libérer les personnes ». Le but est, nous dit Pascal, de partir de « Breil-sur-Roya en voulant rejoindre Vintimille et les associations pour faire une assemblée et faire un lien avec la Roya ».

Alors qu'à la frontière, la police française continue d'expulser les sans-papiers à l'aide des contrôles raciaux dans les trains et dans les rues, à Vintimille, la police italienne continue les rafles et les déportations vers le sud de l'Italie. Les migrants sont privés de leur liberté, de façon souvent violente,

et les personnes solidaires sont durement réprimées. Pendant ce temps, la mobilisation grandit dans la vallée de la Roya contre l'abandon des lignes ferroviaires Nice-Tende-Cuneo-Vintimille et pour empêcher que la vallée ne devienne un grand axe routier pour le transport international de marchandises. Le doublement du tunnel du col de Tende et, en conséquence, l'augmentation du nombre de poids lourds qui y circulent chaque jour menacent sérieusement l'environnement naturel de la vallée et le mode de vie rural de ses habitants. Aujourd'hui, au sein de ces territoires, la logique du système qu'on nous impose apparaît au grand jour : les personnes sont bloquées alors que tout est fait pour faciliter les flux des marchandises[69].

La police est sur les dents : le 11 juin, à peine une semaine plus tôt, des affrontements entre supporters ont lieu à Nice au cours de l'Euro de football, quelques jours à peine après la « guérilla » opposant les mêmes sur le Vieux-Port marseillais. Le 14 juin, Paris est le théâtre d'une des plus grosses manifestations émeutières depuis des décennies contre la « loi travail ». Finalement, le 18, c'est un peu plus d'une soixantaine de vélos qui partent de Breil-sur-Roya

[69] Extrait de l'appel à la Vélorution, publié le 9 juin 2016, www.sauvons-la-roya.fr/2016/06/samedi-18-juin-2016-velorution-breil-vintimille-menton.html (consulté le 4 juin 2017).

pour une Vélorution sans frontières. Mais arrivée à la hauteur de la localité de Fanghetto, du côté italien, un énorme déploiement policier empêche tout passage. Pascal nous raconte :

> *On n'avait pas à enfoncer la frontière puisque normalement elle est ouverte si tu veux ! On était tous citoyens de Schengen, avec des papiers ; et quand je te parle de disproportion, on n'aurait jamais cru à une réaction comme ça. Nous, ce qu'on s'apprêtait à faire, c'était de ralentir le trafic, le trajet aurait duré trois heures au lieu d'une, donc on aurait marqué le coup, on aurait très certainement ralenti le trafic. Mais on s'attendait pas du tout à avoir ce nombre de cars et de flics ! On a eu tous les corps de police italiens qui sont venus, on a été filmés, refilmés toute la journée par des civils, par tout le monde, qui dès ce moment-là nous connaissaient par cœur, si toutefois ils ne nous connaissaient pas avant.*

Les vélos sont alors réutilisés pour constituer une barrière. Pendant ce temps, aucune circulation n'est possible dans la vallée qui redescend vers Vintimille. Tout le trafic est paralysé par les blocages de police. Ce n'est que des heures plus tard que la situation se débloque après une assemblée spontanée des vélorutionnaires. Pascal et Thibault se souviennent :

Il y a eu une AG où un groupe assez décidé de chez nous a dit qu'à quelques kilomètres de là, côté français, il y a une ancienne douane. C'est une sorte d'anachronisme parce que c'est en fait un bâtiment des années 1980 qui a été construit au moment des accords de Schengen, et qui n'a servi que quatre mois ! Donc c'était flambant neuf et ils ont décidé de l'investir pour créer un lieu, pour marquer le coup après ce qui venait de se passer parce qu'on est restés en chiens de faïence devant les flics pendant huit heures quand même !

L'ancien poste de douane française de Fanghetto, à une centaine de mètres à peine de la frontière, est alors occupé pour en faire un espace de rencontre des luttes, d'étape et d'assistance pour celles et ceux qui cherchent à passer la frontière. Des pancartes sont affichées sur ses grilles : « Ni frontières, ni camions : autogestion », « Apprenons à vivre ensemble comme des frères ou nous mourrons seuls comme des idiots ».

Cette expérience d'occupation dure depuis cinq jours lorsque, le 23 juin, des dizaines de gardes mobiles viennent expulser le bâtiment, arrêtant toutes les personnes présentes : « Si tous les Français ont été relâchés dans la matinée, la justice s'acharne depuis sur cinq Italiens. Après avoir été retenus à la Police aux frontières de Menton pendant dix heures, quatre d'entre eux ont été placés au centre de rétention

administrative de Nice, où sont d'ordinaire enfermés les sans-papiers, tandis que la cinquième a été expulsée immédiatement, faute de centre prévu pour les femmes. Leur rétention durera les cinq jours maximums prévus pour les ressortissants européens [70] ». Dès le lendemain de l'expulsion, un rassemblement a lieu devant le centre de rétention pour soutenir les camarades italiens qui y sont retenus :

> *Entre nous, le moral est bon, surtout après le rassemblement participatif qui s'est tenu vendredi sous les murs du centre. Nous refusons fermement les étiquettes que voudraient nous coller la presse et la préfecture, parce que nous savons bien comment ces organes tendent à limiter, diviser et réprimer. Le croisement des parcours dans ce territoire de frontière dessine de nouvelles géographies et nous sommes fiers de faire partie de cette communauté en lutte. Nous remercions chaque personne qui, en Italie comme en France, a manifesté de la solidarité avec nous et avec chaque personne migrante déportée ou détenue en Europe* [71].

[70] « Convergence des luttes, solidarité et répression à la frontière franco-italienne », publié le 25 juin 2016 sur le blog de Sauvons la Roya : www.sauvons-la-roya.fr (consulté le 20 mai 2016).

[71] « Lettre de Andrea, Rafael, Vincenzo et Arturo depuis le CRA de Nice », disponible sur www.sauvons-la-roya.fr (consulté le 20 mai 2016).

Pascal ajoute qu'ils ont « senti que les institutions avaient très peur du mot "ZAD", ils avaient très peur que tout à coup, on devienne une zone à défendre et qu'il y ait une convergence des luttes, qu'on vienne s'installer là, dans les Alpes-Maritimes. Ça, pour Ciotti et Estrosi, c'est leur meilleur cauchemar ! Et ça on l'a vu dans le procès plus tard. C'était totalement illégal, tout était fait de manière illégale de la part des flics. C'était hallucinant parce qu'il y avait des chefs d'accusation qui évoquaient "attendu que dans le contexte actuel de l'euro de football", c'était un truc de fou qui n'avait rien à voir ! ». D'autant plus qu'il n'y a eu aucun match en Val Roya. Il poursuit : « Nice était à feu et à sang, tu vois. Et ça d'ailleurs, ça a chuté directement au tribunal : ça ne s'est pas du tout fait sur un débat d'idée ou de principes, il y a eu une nullité totale de la procédure à tous les étages ».

Tout le monde est en effet relaxé lors des procès qui s'ouvrent pour cet épisode. Selon Pascal et Thibault, cette occupation collective et le fait qu'il n'y ait finalement aucune condamnation représentent une sorte de déclic, qui fait prendre conscience que de nouvelles capacités d'action sont possibles.

En parallèle, les initiatives d'accueil et de soutien aux migrants se multiplient dans la vallée. À mesure que le temps passe, on voit « des centaines de personnes sur quelques

milliers qui à leur manière s'investissent pour faire des petits trucs, pour amener des fringues, de la bouffe, des bidules », comme le dit Thibault. « Ce sont des gens qui, à travers la pratique, en voyant les choses directement dans leur vie, après avoir hébergé quelqu'un une nuit par exemple, n'ont plus le même sentiment le matin. Surtout sur Breil, où il y a beaucoup de monde. Et je suis sûre qu'il y en a plein qu'on ne connaît pas, qui les cachent discrètement et qui ne vont pas se manifester ou se rapprocher de nous. Mais ils font quelque chose », explique Anne-Laure. Dans la vallée, « tout le monde sait qui accueille des gens dans sa maison », poursuit-elle. Pascal « a quand même l'impression que ceux qui ne sont pas partie prenante sont quand même bienveillants. Sinon… Je veux dire c'est pas très difficile de dénoncer, ça se voit dans un village, ça s'entend ». En revanche Anne-Laure estime que « la majorité est silencieuse. Nous, on est une minorité, même s'il y a une plus grosse minorité qui est de l'autre côté, dans l'autre camp, qui va appeler la police ou fermer la porte au nez des gens en leur disant "on peut rien pour vous" ». Des passages de la frontière ont aussi lieu, mais très discrètement. Les risques sont beaucoup plus grands que pour le simple hébergement, aussi ne le crie-t-on pas sur les toits. Face à l'absurdité de la loi qui interdit d'offrir un toit, à manger ou

à boire, la frontière entre légalité et illégalité se brouille. Et l'illégalité, corollaire de la solidarité dans le cas présent, fait son bonhomme de chemin parmi les habitant·e·s de la vallée.

« LA FRONTIÈRE A UNE ÉPAISSEUR »

En ce début d'été 2016, la vallée de la Roya jouit encore d'une relative tranquillité en ce qui concerne la répression et l'exposition médiatique. L'attention policière est encore en grande partie focalisée sur les frontières de Vintimille et de Menton, où les activités des No Border et des migrants se poursuivent. Mais tout change lorsqu'un poids lourd fonce à travers la foule sur la promenade des Anglais, à Nice, le 14 juillet. Même si l'auteur de l'attentat n'a rien à voir avec les personnes qui cherchent à traverser à pied la frontière de la Roya, c'est l'occasion parfaite pour accroître la militarisation du territoire. Dans la semaine qui suit, un détachement militaire est envoyé à Sospel, sur l'unique route qui permet de gagner la France depuis la Val Roya.

« Soixante militaires sont présents dans le village, officiellement *"pour couvrir un large territoire allant de Breil à Menton dans une mission d'antiterrorisme et non de contrôle des migrants ou de fonction policière"*. Or l'action

quotidienne des militaires démontre bien le contraire. La vallée de la Roya devenant un lieu de passage de la frontière, les militaires participent effectivement aux contrôles opérés dans les trains et sur les quais, ciblant ainsi toute personne n'ayant pas le bon faciès. Les migrants passant depuis quelques mois dans la vallée sont donc systématiquement arrêtés et expulsés », dit un tract distribué sur le marché de Sospel le 11 août[72]. La présence militaire se renforce aussi dans les montagnes. Thibault calcule qu'il y a au total « 78 légionnaires de la légion étrangère autour de Sospel. Il y a des patrouilles de gendarmerie qui vont dans les montagnes. Apparemment, il y a un groupe militaire installé vers le mont Gros. À la gare de Sospel, ils contrôlent en permanence et ils braquent les gens de couleur au visage avec les Famas pour les faire sortir du train. Il y aurait deux drones et un hélicoptère qui tournent sur les hauteurs de Sospel ». Comme le dit Francesca, « ils ont intensifié la chasse : on se retrouve avec l'armée française qui court après un gamin érythréen de seize ans dans les bois. Ça n'a aucun sens ».

De fait, la frontière est doublée en Val Roya. Il faut d'abord parvenir à arriver dans la vallée depuis l'Italie, puis trouver un

[72] « À Sospel comme ailleurs, ni armée ni frontières ! », 11 août 2016, *Marseille Infos Autonomes* (consulté le 21 mai 2017).

moyen d'en sortir en contournant le barrage permanent de Sospel, ce qui s'avère toujours plus difficile à mesure que le temps passe. Avec les déclarations d'Eric Ciotti contre la vallée et la militarisation, il n'en faut pas plus pour que Pascal pense qu'ils « profitent de la situation et du prix qui doit être exorbitant dans ce type de dispositif pour faire des manœuvres. Je pense que la Roya est devenue un terrain de jeu et d'expérimentation, de coordination entre les services, avec la vision nocturne, les drones, les infos au sol, les caméras dans les tunnels, dans tous les tunnels ferroviaires, je suis à peu près persuadé de ça ». Une intuition peut-être pas dépourvue de sens lorsque l'on connaît les résolutions stratégiques militaires concernant l'utilisation des forces armées dans le maintien de l'ordre d'ici 2020. Citons par exemple ce conseil aux responsables de l'OTAN, enjoints à « éviter le piège qui consiste à catégoriser toutes les menaces comme "militaires" ou "non-militaires". Ils devraient plutôt penser ces questions comme s'inscrivant dans un *continuum*[73] ». Dans les faits, la vallée est assiégée.

Une forte pression policière et militaire s'exerce donc dans la région, faisant naître de nombreuses tensions entre les troupes

[73] OTAN, « OTAN 2020 – Analyses et recommandations du groupe expert pour un nouveau concept stratégique », 17 mai 2010.

et la population. Les contrôles se multiplient. Les patrouilles armées passent dans les villages. Les commerces perdent de l'argent. Et la vie devient particulièrement dure pour les habitant·e·s de la vallée qui n'ont pas la peau blanche. La vallée devient une sorte d'entre-deux-mondes, où rien ne se passe comme ailleurs. Ni la France, ni l'Italie : une sorte de sas. Beaucoup de celles et ceux qui s'activent dans les réseaux de solidarité contre la frontière voient cette présence militaire comme une tentative d'impressionner psychologiquement la population, mais aussi d'étouffer les capacités pratiques de l'accueil des migrants qui continuent d'arriver dans cette souricière : « Ils savent que c'est lourd pour nous de soutenir des gens qui restent un mois, tout ça c'est une organisation, c'est compliqué. Et on s'est demandé si vraiment, ils ne jouaient pas le pourrissement. Laisser faire le plein et parfois même nous tomber dessus. Il y a beaucoup de gens auxquels ça demande beaucoup d'énergie et au bout d'une semaine avec plein de monde à la maison, ça leur prend trop d'énergie, ils ne peuvent plus le faire », confirment Pascal et Thibault. Logiquement, des arrestations s'ensuivent. Le 13 août, après son arrestation, Cédric Herrou devient un « symbole de la lutte » du fait d'une exposition médiatique inédite jusque-là, qui prend une ampleur internationale. Il sera finalement relaxé lors

de son premier procès, où on lui accorde une « immunité humanitaire ». Cela a d'autant plus de répercussions au niveau national que la situation à Calais est alors extrêmement tendue et que la « question des migrants » fait régulièrement la une des journaux. D'autres personnes voient arriver la police à la maison, comme Hubert, qui habite un peu après Nice et chez qui des centaines de personnes ont été hébergées. À propos de cette journée de perquisition de septembre, Francesca se souvient du cynisme institutionnel : « Quand les policiers sont venus chez nous en France, ils ont pris neuf personnes et les ont renvoyés à Tarante, dans le sud de l'Italie, en prétextant un « accueil indigne » parce que les migrants dormaient dans des tentes dans le jardin. Alors que dans les *hotspots*, c'est carrément la fête ! »

Pour tenter de résoudre collectivement les problèmes d'engorgement et d'étouffement, une nouvelle occupation de bâtiment a lieu le 17 octobre 2016 en Val de Roya. Le collectif Solidarité Roya-Frontière franco-italienne occupe l'ancienne colonie de vacances de la SNCF, Les Lucioles, à Saint-Dalmas-de-Tende, pour en faire « un lieu d'accueil humanitaire de transit ». Des dizaines de personnes s'y regroupent et aménagent provisoirement les lieux. L'idée est cependant assez différente de celle qui animait le campement No Border

des Balzi Rossi ou la dynamique qui y est née. En effet, il est finalement décidé d'occuper ce lieu jusqu'à ce que les pouvoirs publics et l'État « prennent leurs responsabilités » et ouvrent un centre d'accueil « décent » pour accueillir les migrants. Il est avancé qu'un centre de ce type coûterait bien moins cher que le dispositif sécuritaire actuellement en place dans la région. Mais cette initiative ne manque pas de s'attirer malgré tout les condamnations des politiciens de la Côte d'Azur. Trois jours plus tard, les négociations sont terminées : la préfecture fait expulser Les Lucioles. Vingt-trois Érythréens sont conduits dans les locaux de la PAF et quatre membres de Roya Citoyenne, dont Herrou, placés en garde à vue. La situation reste donc très tendue.

POUR UNE CULTURE DE LA SOLIDARITÉ

Mais c'est le 12 novembre 2016 que se joue l'un des derniers principaux événements avant la « saison des procès » : la Fête de la Liberté, organisée à Breil-sur-Roya. « Dans ce contexte plus que jamais troublé dans notre belle vallée et ailleurs, il devient urgent de se réapproprier nos espaces, notre territoire, et donner des ailes à nos envies et nos désirs, de se réapproprier nos vies. Préservons et fêtons la liberté, ce mot

ne doit pas faire peur », annonce l'affiche illustrée d'une colombe sectionnant un fil barbelé de son bec. L'arrivée de Herrou, devenu entre-temps un personnage médiatique, fait basculer la soirée. Il emmène avec lui une cinquantaine de migrants, pour qu'eux aussi puissent participer à la fête, ainsi que quelques journalistes. Mais dans ce contexte de militarisation extrême et de chasse policière, le résultat est dramatique. Plusieurs dizaines de gendarmes en armes font leur apparition pour « évacuer » les sans-papiers. Tous sont ensuite reconduits à la frontière italienne par la PAF. Pour beaucoup de personnes gravitant autour du groupe No Border, cette stratégie tournée vers la médiatisation est considérée comme une erreur en termes d'efficacité. En effet, les analyses divergent à propos du rapport aux médias, aux institutions et sur le mode d'organisation. Thibault et Pascal sont « un peu entre les deux, finalement. Entre les deux mouvements qu'il y a actuellement », à savoir les No Border et Roya Citoyenne. Selon eux, « la manière médiatique défrise » les No Border, « mais nous on pense que ça nous a protégés et on a jamais autant avancé en quatre mois ». Nazario a, pour sa part, un autre point de vue :

J'ai des réserves à avancer sur la façon dont a été médiatisée cette dynamique. J'ai eu

la perception que l'approche de la question a pris des traits plutôt humanitaires, car il y en a évidement. Mais en même temps, il y a des racines plus profondes, qui portent surtout sur un discours politique. En outre, des dynamiques un peu particulières se sont créées en mettant en danger des personnes, comme celle de la Fête de la Liberté à Breil-sur-Roya. Il y a eu ce caractère un peu théâtral à travers lequel certains problèmes sont devenus publics, et ensuite les médias ont tout recentré sur une seule personne qui a été présentée comme héros de France. J'ai l'impression que ça n'a fait que déplacer la lumière du problème de la frontière, où des gens meurent et ne peuvent pas la franchir, où leur possibilité de circuler librement et de vivre dignement est violée, surtout vers le thème de la criminalisation de la solidarité. Le focus a été déplacé et s'est replacé ailleurs.

D'un autre côté, le processus de médiatisation très largement enclenché autour du procès de Herrou a tracé d'autres lignes. Faire passer des discours de solidarité avec les migrants dans les principaux médias a aussi permis à de nombreuses personnes de découvrir des positions auxquelles elles n'avaient pas forcément eu accès auparavant. Et aussi de déclencher d'autres dynamiques de solidarité, ce avec quoi Nazario est d'accord :

En gros, il y a des gens qui ont commencé à faire de la politique. Ou qui ont recommencé à faire de la politique. Parce que c'était devenu une profession avec le cours des siècles. Alors que la politique devrait être le quotidien. De ce point de vue, c'est bien sûr une bonne chose.

En termes pratiques, cette forte médiatisation a des conséquences : il y a plus de surveillance et les passages deviennent toujours plus difficiles. Certaines personnes, devenues trop connues, n'emmènent ces tentatives que vers un échec certain si elles sont présentes. On dit certes qu'une plus grande lumière crée de nouvelles zones d'ombre à son entour. Mais dans un contexte aussi militarisé et surveillé, il devient très difficile de conserver un peu d'agilité dans le développement pratique de la solidarité. Francesca constate que :

Auparavant, les actions se faisaient un peu mieux, puis quelques-uns ont décidé d'en faire leur drapeau. Et maintenant il n'y a plus rien. Des gens restent bloqués à la frontière depuis deux mois. Jamais ce n'était arrivé que quelqu'un attende trois ou quatre mois pour passer, maintenant c'est comme ça.

Il reste certain que cette situation de blocage n'a pas qu'une seule origine. Les raisons en sont multiples et l'exposition médiatique n'explique pas tout. Pascal en a

bien conscience et revient sur le passé pour l'expliquer :

> *En 2011, il y avait quand même déjà un truc plus simple, c'est que la vallée n'était pas bouclée, qu'il n'y avait pas cette notoriété des histoires de passage. C'est le revers de la médaille. Le premier article qui a été fait, c'était un truc dans* L'Huma *en juin. On a engueulé le mec parce qu'il donnait toutes les recettes sur les manières de passer [la frontière] […]. Et on l'a engueulé, on lui a dit : « voilà, il manque que les noms dans ton article ». Il donnait les chemins de montagne, les trucs, la méthode.*

Par rapport au moment du camp No Border, cette période est marquée par un rapport différent aux institutions. Si les No Border se défient d'elles, privilégiant une posture plus autonome parfois vue comme trop intransigeante, une bonne partie de Roya Citoyenne est plus modérée, plus « philo-institutionnelle » dans ses pratiques et dans ses revendications. Dans l'ensemble, les No Border sont contre les frontières, comme leur nom l'indique, et donc pour la plupart contre l'État. Leur organisation se fait à partir de l'assemblée, de la prise de décision collective et de l'auto-organisation. Ils ont une réflexion plus politique, radicale et structurelle de la question migratoire. Une position majoritaire de Roya Citoyenne

veut que l'État prenne ses responsabilités et lui adresse des requêtes allant en ce sens, dans une perspective plus interventionniste et humanitaire. La condamnation du préfet des Alpes-Maritimes pour non-respect du droit d'asile d'une famille érythréenne le 31 mars 2017 en est un exemple. Nazario demeure sceptique :

> *Mais le fait que des revendications soient adressées aux institutions qui sont les mêmes qui permettent la mort et l'exploitation économique d'autant de gens, comme quand on demande l'application d'une loi, par exemple, ou quand on appelle au bon cœur de la Justice, je me demande : « Mais quelle justice ? »*

Certaines personnes continuent d'avoir confiance en les autorités ; d'autres non.

Dans tous les cas, les deux tendances se retrouvent dans la solidarité avec les migrants et la mettent en pratique en s'impliquant à la première personne. Les procès se multiplient un peu partout. La relation est poreuse même si les analyses politiques divergent. Les un·e·s collaborent avec les autres, dans la mesure du possible. On se connaît et aucun de ces groupes n'est vraiment figé : chacun est traversé de mille facettes, de mille contradictions. Quelques idées toutes faites et préjugés restent cependant en travers du chemin. Ainsi que de

réels désaccords indépassables. La question est de savoir ce qu'il est possible de faire de ces désaccords et de ces critiques. Pour Francesca, c'est un problème « qu'on soit aussi peu nombreux mais aussi éloignés dans la façon de penser et d'agir ». Pour elle, « la force du camp venait de la collectivité avec laquelle tu faisais les comptes tous les jours. Quand il n'y a plus cet espace de discussion, il devient difficile de se rencontrer. Et quand il y a des actions différentes qui sont menées par d'autres personnes mais qui après t'impliquent aussi de façon indirecte – car les actions faites par le groupe de la vallée de la Roya retombe sur d'autres gens aussi – c'est compliqué quand il n'y a pas la force de la collectivité ». Pascal, lui, estime que « les No Border ne sont pas d'accord avec cette manière de fonctionner. Mais bon, ils ont fait amende honorable si tu veux. Je veux dire, ils étaient quand même là pour nous aider, ils nous filent des coups de main et en même temps, c'est pas leur manière de faire ». Thibault, pour sa part, déplore le fait « qu'il y a deux mouvements, mais c'est la même chose. Il y a des séparations qui n'ont pas de sens, à cause d'un manque de communication, de préjugés ». Finalement, il s'agit simplement de la différence d'expression des analyses et des objectifs politiques à plus long terme, entre celles et ceux qui veulent une amélioration du système déjà

existant et celles et ceux qui veulent le changer en bouleversant l'organisation sociale.

Et il y a une différence de contexte. À Vintimille, en ville, la mobilisation était plus circonscrite, concentrée et auto-suffisante. Dans la vallée, les choses sont plus diffuses et il y a plus de monde, ce qui implique plus d'hétérogénéité. Certes, il y a moins de « vivre ensemble », comme c'était le cas au Presidio, parce que comme le dit Pascal :

> *On est dans les conséquences. Et notre participation c'est plus qu'on va soutenir les initiatives et qu'on sera présents, mais on est d'avantage dans les conséquences de tout ça. Ça fait quand même quelques mois qu'on est dans une urgence d'arrivées de gens qu'on trouve, qu'il faut héberger. Nous, si tu veux, je pense que par rapport au contexte national et à la durée de Calais par exemple, on est dans un truc d'urgence de passage, puisqu'il y vraiment cette pression des vingt kilomètres et de ce dispositif qui fait qu'on n'a pas le temps non plus. On a rarement eu d'exemples de gens qui restent ici, il y en a, mais parce qu'ils le veulent.*

Se joue aussi la construction d'une histoire commune qui vient rejoindre celles des personnes habitant la région, parce qu'ils restent là, tandis que les No Border ont été un peu plus dispersés suite à l'expulsion du campement. En Roya, « cette proximité instaure une certaine tolérance parce que

les gens sont obligés de se rencontrer tout le temps, de se revoir, de parler ensemble », notamment dans les plus petits villages, affirme Thibault. « La plupart des gens vraiment fachos, Front National et tout, c'est des gens qui prennent que la voiture pour bouger, qui se déplacent jamais à pied, qui se rencontrent pas », conclut-il. Mais aujourd'hui, Pascal voit les conséquences de tout ça :

> *Les premières réunions, t'avais une mère de famille catholique et des punks à chiens, quoi. Mais qui maintenant sont ensemble. Qui se sont domptés un peu, qui se retrouvent pour donner des coups de mains aux maraudes ou parce que machin va prêter sa voiture. Je veux dire que ça laissera des traces.*

Les premiers mois de 2017, des procès de personnes solidaires ont eu lieu des deux côtés de la frontière. Une Italienne en France, un Français en Italie, d'autres encore, ici ou là. Et tout le monde est là pour les soutenir, même si certain·e·s pointent du doigt le fait que cela risque de faire passer les militant·e·s pour les victimes de la frontière, alors que leur situation est bien plus favorable que celle de personnes migrantes qui continuent d'essayer de la franchir dans des conditions toujours plus dures. Mais ce qui importe, c'est qu'une forme de culture

de la solidarité se construit jour après jour dans cette petite région du monde. Les personnes visées par des procès pour aide à l'entrée illégale ne sont ni des héros, ni des martyrs : elles ont fait quelque chose de très simple, qui peut être reproduit par n'importe qui. D'autant que la justice n'a pas l'air jusqu'à présent de le sanctionner avec davantage qu'une amende, parfois même seulement avec sursis. « Une action humaine n'est pas qu'une action humaine, elle a des conséquences politiques » explique Félix lors du rassemblement devant le procès de Francesca à Nice en avril 2017. Et tant pis si l'armée, la police, la répression sont envoyées. Les choses ont changé, les gens aussi. Pendant l'audience, Francesca déclare :

> *Il est difficile de me défendre, car je ne vois pas où est l'acte criminel, j'ai aidé des amis. Pour moi, cette frontière n'a jamais existé, ça fait trente ans que je passe par là et je n'ai jamais été contrôlée. C'est un filtre qui sélectionne, et cette sélection se fait par la couleur de la peau. Le 8 novembre, j'ai transporté des amis. Vous dites des immigrés. Pour moi, ce sont des amis. Ce n'est pas à moi de contrôler les papiers. J'ai passé cet endroit que vous appelez la frontière avec des Français et des Italiens et je n'ai jamais été contrôlée. Ces contrôles créent des réseaux de prostitution et tuent.*

Comment accepter que des gens mettent leur vie en danger sur le bord de l'autoroute, alors que ce qu'ils ont vécu en Libye est déjà suffisant. J'admets que j'ai aidé ces personnes, je les ai transportées, ce sont des amis. J'ai essayé de leur donner la possibilité et toutes les informations nécessaires pour continuer leur voyage[74].

Les traces laissées par cette expérience sont durables. Du campement No Border des Balzi Rossi aux réseaux de solidarité dans la vallée de la Roya, la région a été bouleversée. Elle a débordé au-delà de ses limites géographiques. Un peu portée par les médias, mais surtout par les cœurs de celles et ceux qui y sont passés, qui y sont restés, qui y ont vécu, lutté, souffert et chanté ensemble.

Delia est devenue une importante représentante de cette culture de la solidarité à Vintimille. Depuis notre visite, elle a accroché un t-shirt éloquent sur l'un des murs de son bar, pas loin de l'entrée. On peut y lire un court message : « No Borders ». En mai 2017, au micro de *Riviera 24*, elle déclare : « Cet endroit est devenu le bar des immigrés, parce que je leur ai ouvert les portes un dimanche. C'est aussi devenu un point de

[74] « Ce qui s'est dit au procès de Francesca ce 4 avril », corrigé de la transcription sur le blog des Citoyens Solidaires 06 : www.citoyenssolidaires06.com/? p=3370 (consulté le 22 mai 2017).

référence pour toutes les associations de solidarité. C'est une chose dont je suis très, très fière[75] ». Et malgré les pertes économiques que cela a engendré, à la question du journaliste qui lui demande si elle le referait, elle ne répond qu'une chose : « Bien sûr ».

[75] « Delia, "Mamma Africa" che accoglie i migranti nel suo Bar di Ventimiglia », *Riviera 24*, 19 mai 2017. Voir la vidéo ici : www.riviera24.it/2017/05/videointervista-delia-mamma-africa-che-accoglie-i-migranti-nel-suo-bar-di-ventimiglia-254757/ (consulté le 22 mai 2017).

Épilogue

Le mot « fin » n'est pas prévu pour l'histoire – ou les histoires – que nous avons voulu raconter dans ce livre. Francesca le dit bien : « C'est difficile de comprendre comment on peut s'organiser contre une telle machine. C'est une lutte infinie, on n'est pas en train de lutter contre quelque chose qu'ils sont en train de construire, c'est un processus qui est à peine commencé et il y a tout à faire maintenant ». Les frontières existent toujours et celle de Vintimille aussi. « Réveillés au cœur de la nuit, par des hommes armés qui parlent une langue étrangère, avec l'objectif de les éloigner le plus possible de la frontière, sans aucune information à propos de leur destin. De cette façon, en 2016, entre Vintimille et Côme, plus de 17 000 personnes ont été refoulées. » Nous pouvons lire ces lignes dans une vidéo tournée par

des activistes italiens[76]. À l'heure où nous écrivons, en mai 2017, la police de Vintimille se lance chaque nuit à la chasse aux migrants dans la ville. Ceux qui sont arrêtés sont par la suite directement déportés vers le *hotspot* de Tarante, dans le sud. Il s'agit de mettre en pratique les « allègements à la frontière », jugés nécessaires par le chef de la police italienne Franco Gabrielli. La police française participe aussi à la chasse aux côtés des Italiens. La courbe de l'exclusion augmente : au cours du premier trimestre 2017, 4 317 personnes ont été éloignées de la frontière, parmi lesquelles plus de 1 500 ont été directement expulsées vers leurs pays d'origine. Mais à Vintimille – comme à Calais, en Grèce, en Croatie, en Hongrie – la frontière exclut aussi de façon plus radicale. Depuis fin 2016, plus d'une dizaine de personnes sont mortes en tentant le passage. La plupart d'entre elles ont été électrocutées sur les toits de trains, d'autres sont tombées au moment de franchir le Pas de la Mort, qui porte malheureusement toujours bien son nom.

Le 12 avril 2017, le gouvernement italien qui se réclame du centre fait passer une nouvelle loi sur l'immigration digne

[76] Voir la vidéo : www.osservatoriodiritti.it/2017/05/18/caccia-al-migrante-ventimiglia-video (consulté le 21 mai 2017).

de l'extrême-droite. Cela devrait suffire à nous mettre en garde vis-à-vis du président récemment élu en France. Le concept « ni de gauche, ni de droite », auquel se réfère Emmanuel Macron en tant que « centriste », a en effet été popularisé par l'extrême-droite.

Les principales nouveautés de cette récente loi italienne sur l'immigration, intitulée Loi Minniti-Orlando, sont les suivantes : tout d'abord, la suppression de la procédure qui établit si une personne a droit à l'asile ou non. À sa place, il n'y a plus qu'un entretien individuel enregistré avec la personne demandeuse, enregistrement qui sera par la suite visionné par le juge qui délibérera sur cette base. En second lieu, il sera désormais impossible de faire appel de cette décision pour les demandeurs d'asile à qui ces juges opposeraient un refus. Le troisième volet de la loi valide l'augmentation du nombre de centres de rétention de quatre à vingt unités, de façon à en créer un par région, qui passeront de la dénomination de CIE (Centres d'identification et d'expulsion) à celle de CPR (Centres permanents pour le rapatriement). Ils seront petits, éloignés des villes mais proches des aéroports. Enfin, on notera l'introduction du travail gratuit bénévole pour les migrants en tant que « preuve de bonne volonté » qui pourrait influer sur les décisions des juges. À Gênes, par exemple, l'église a déjà commencé à les

faire travailler gratuitement pour elle, tandis qu'une nouvelle protestation auto-organisée des migrants contre les mauvaises conditions dans leurs centres d'accueil a débuté le 23 mai.

Au début du mois de mai, peu de temps après l'approbation de la loi, une énorme rafle de migrants a lieu à la gare centrale de Milan. Elle est entièrement bloquée par les contrôles au faciès pendant plusieurs heures, menant à l'arrestation d'une cinquantaine de personnes. L'opération policière se déroule en présence du leader de l'extrême-droite xénophobe, Matteo Salvini, et de sa bande, qui jubilent en filmant la scène pour la partager aussitôt sur les réseaux sociaux. Fort heureusement, le 20 mai, Milan est aussi le théâtre d'une manifestation de 100 000 personnes contre la politique de fermeture des frontières, pour un accueil digne et des droits pour toutes et tous, sur le modèle de la marche pour l'accueil qui a eu lieu à Barcelone en février 2017.

Par ailleurs, une partie des associations d'avocats et de la magistrature ont déjà commencé à contester cette loi, à cause de la réduction drastique de la protection des droits prévue par la procédure spéciale à l'encontre des personnes demandant l'asile.

En parallèle, le flux de personnes désirant traverser la frontière ne tarit pas. Le 17 mai,

la maraude « Soupe de nuit » voit accourir 450 personnes pour le repas sur le parking du cimetière de Vintimille. Quarante litres de thé et soixante litres d'eau ne suffisent pas. Le pont de l'autoroute qui passe sur la Roya reste l'endroit où les migrants se retrouvent pour camper. Une équipe de médecins militants se rend régulièrement sur les lieux pour y apporter leur soutien et leurs soins : en dépit des rafles nocturnes, des migrants se retrouvent à survivre parfois plusieurs semaines sous le pont. Mais à cause des conditions d'hygiène extrêmement précaires et des animaux qui peuplent la rivière, la gale est à l'ordre du jour et toute blessure peut devenir dangereuse. L'impossibilité d'avoir accès à de l'eau potable pousse les personnes à boire directement dans la rivière, celle-là même que Nazario nous disait être horriblement polluée. Les passeurs aussi fréquentent régulièrement ce lieu, où ils apportent des bouteilles d'alcool pour étourdir les gens et les rendre plus influençables[77].

Quand le campement était en place en 2015, tout ça n'avait pas lieu. Et pourtant, c'était quelque chose de très simple, comme le dit CazaMoza :

[77] Voir à ce propos les compte-rendus réguliers des médecins à cette adresse : www.effimera.org/6344-2 (consulté le 21 mai 2017).

Tout ça, c'est une histoire d'humanité. L'humanité, c'est quoi ? Qu'on te donne la parole, qu'on t'écoute. À vivre au milieu des gens, j'ai vu, j'ai ressenti cette humanité-là. Et ce sentiment, ce sentiment d'être humain, ça nous a surpris ! C'est un beau sentiment, qui surprend, qui change la vie, complètement. Surtout si tu n'avais jamais éprouvé ça avant, dans ta vie. La vie nous a surpris. C'est seulement à ce moment-là que tu peux te dire que tu vas réussir à vivre ta vie, à vivre bien. Avant, il y a ceux qui meurent en mer, il y a ceux qui fuient la vie au Soudan, où il faudrait changer tant de choses, la politique, les mœurs. Bref, tu arrives là, tu rencontres tous ces gens, de chez toi, d'ici, de la montagne, et tu sens que la vie t'as donné une possibilité. Parce qu'avant la vie était super dure. D'un coup, tu as la possibilité de faire quelque chose de ta vie.

Pour les gens qui l'ont atteint, le campement a été un soulagement après les horreurs. C'est le bilan qu'en fait CoursJu :

Oui, je me suis fait des amis soudanais, italiens, français, polonais… Un groupe d'êtres humains, quoi. D'entraide. Je suis encore en contact avec eux jusqu'à maintenant. Avec ce groupe de jeunes qui nous ont accueillis, nous ont aidés. Jusqu'à aujourd'hui, je suis en contact avec eux. Je n'oublie pas.

Cette lutte a aussi transformé par la suite les vies des personnes qui l'ont vécue.

Dans l'impossibilité d'obtenir des papiers en Italie, Farid Ali vit maintenant à Grenoble, mais il n'a pas arrêté de lutter :

> *La vie est très difficile, car il y a plein de migrants qu'ils ont ramené de Paris, de Calais. Il y a des migrants qui vivent dans des endroits occupés par les No Border à Grenoble depuis trois ans, et moi je vivais là avec eux. Mais il y a trois mois, la préfecture a coupé l'électricité et après l'endroit a brûlé. Et maintenant, on n'a pas d'endroit et on vit dans la rue. On a rencontré plein de gens d'Albanie et de Roumanie qui vivent dans des tentes. Et pour moi, ça, c'est très mal, car pour nous ça va de vivre à la rue, mais les gens qui ont des enfants ils ne peuvent pas rester à la rue, car il fait très froid maintenant. Nous on n'a pas d'endroit et on veut aussi lutter pour un endroit et pour les papiers, mais à Grenoble c'est très difficile, il y a des centaines de lieux vides, sans personne qui y vit. Mais la police s'en fout et les laisse juste comme ça. Maintenant, on veut ouvrir un nouveau lieu avec les No Border pour que les gens puissent vivre dedans.*

Aujourd'hui, Vintimille n'est pour les personnes qui l'atteignent qu'une continuation de l'horreur. Cela ne les empêche toutefois pas d'y rencontrer de la solidarité, qui fait tache d'huile, comme chez Delia, et de continuer à lutter.

Côté français, comme le dit Thibault : « Maintenant, il y a beaucoup de gens. Il y a certaines personnes qui avaient des discours limite fachos qui se retrouvent à participer, à faire la cuisine pour les repas pour Vintimille. T'as beaucoup de gens que ça a quand même fait sortir de ce mythe du "réfugié terroriste dangereux qui vient profiter de la France" ». « Parce qu'ils les ont rencontrés », rajoute Pascal.

Côté italien, après l'été 2016, un nouveau réseau d'activistes a commencé à s'organiser autour de ce qui se passe à Vintimille. Il s'agit de *Progetto 20 K*[78], un projet de lutte pour la liberté de circulation qui met en lien des groupes actifs dans différents villes d'Italie. Le but de ce réseau est à la fois de se rendre régulièrement à Vintimille et de se mobiliser dans les villes de chacun. Les activités menées à Vintimille sont les mêmes que celles qui avaient été développées au Presidio : la vigie à la frontière, le soutien aux migrants, la diffusion d'informations et la communication sur leurs conditions. C'est à ce réseau que l'on doit la diffusion virale de la dernière vidéo qui dévoile la pratique systématique de la chasse nocturne aux migrants. Les maraudes et les distributions de nourriture continuent elles aussi, dans des conditions variables selon les humeurs

[78] La page facebook du projet : https://facebook.com/progetto20k

de la police. Pour l'instant, les procès pour délit de solidarité ne frappent pas aussi violemment qu'ils pourraient le faire : entre la fin 2016 et début 2017, tous se sont soldés en première instance par des amendes ou des relaxes. Plus important encore, aucune des personnes attaquées en justice n'a songé à cesser d'être solidaire à cause des poursuites judiciaires.

Au contraire, nous nous sommes retrouvés avec de nombreuses autres personnes sur la place du tribunal de Nice, le 4 avril 2017, pour le procès de Francesca, accusée d'« aide à l'immigration irrégulière ». Nous avons d'un coup replongé dans la puissance de cette lutte. Avec nous se trouvaient des ami·e·s : Lulu, Anna, Nazario, Farid Ali, CazaMoza, CoursJu… Eux ou d'autres. Eux et d'autres. De la Roya, d'ailleurs en France ou en Italie, toutes tendances politiques confondues. Ensemble et solidaires.

Le 19 mai, le verdict tombe : mille euros d'amende. Félix, qui a été jugé un peu plus tôt en Italie pour la même chose, est quant à lui relaxé. Mais la délibération n'est pas si importante. Dès le 4 avril, en fin de journée, après que Francesca est sortie du tribunal, le rassemblement de soutien s'est transformé en une manifestation pleine d'énergie qui décide d'emprunter la promenade des Anglais, restée dans l'imaginaire collectif

le lieu de l'attentat de juillet 2016, de l'expression de la peur et du rejet qui avait suivi le massacre. Elle a donné une autre couleur à ces lieux, celle de la solidarité, en se dirigeant vers la plage au cri de : « Hurriya ! » C'est sur les galets de la plage de Nice, à quelques kilomètres de celle de Balzi Rossi où tout avait commencé, que s'achève ce livre. La lutte continue…

Pour aller plus loin

the

L'intégralité des entretiens et textes utilisés pour ce livre se trouvent sur le site du collectif *Le Maquis* :

maquistraductions.wordpress.com/2017/06/05/nous-ne-ferons-pas-marche-arriere-les-entretiens/

POUR SUIVRE L'ACTUALITÉ DE LA LUTTE À LA FRONTIÈRE

En italien

- *Progetto 20k*.
  progetto20k.org & facebook "Progetto20k"
- *Rete No Border Genova*.
  facebook Rete No Borders - Genova
- *Presidio No Border Ventimiglia*.
  noborders20miglia.noblogs.org
- *Effimera – critica e sovversioni del presente*.
  effimera.org/tag/ventimiglia

En français

- Collectif *Roya Citoyenne*.
  roya06.unblog.fr
- Collectif *Le Manba*.
  elmanba.noblogs.org
  & facebook "collectif soutien migrants 13/el manba"
- *Alarmphone*, ligne téléphonique pour personnes en détresse en mer.
  alarmphone.org/fr
- *Migreurop*, observatoire des frontières.
  migreurop.org

VIDÉOS

- *Show all this to the world,* documentaire d'Andrea Deaglio, 2015. À propos du 15 juin 2015 et de la fermeture de la frontière.
- *Per un uso proporzionato della forza,* documentaire réalisé par le Presidio Permanente No Borders Ventimiglia et la Rete No Borders – Genova, 2017.

CONTRE LES FRONTIÈRES

En italien

- *Hurriya*. « Senza frontiere, senza galere ».
  hurriya.noblogs.org

En français

- *Cévennes sans frontières*.
  cevennessansfrontieres.noblogs.org
- Collectif, *Calais, face à la frontière*, Niet!éditions, 2017.
- *Calais Migrant Solidarity*.
  calaismigrantsolidarity.wordpress.com
- *Passeurs d'hospitalités. des exilés à Calais*.
  passeursdhospitalites.wordpress.com
- Journal *Merhaba*, écrit par des migrant·e·s à Paris.
  cip-idf.org/article.php3?id_article=7944
- *Sans papiers ni frontières*.
  sanspapiersnifrontieres.noblogs.org
- *Infokiosques.net*. Brochures subversives sur le thème « immigrations, luttes contre les frontières ».
  infokiosques.net/immigrations

Table des matières

MISE AU POINT : TRADUIRE LES LUTTES....7
CARTES....12
LA FRONTIÈRE FRANCO-ITALIENNE : QUELQUES POINTS DE REPÈRE....17
WE ARE NOT GOING BACK !....31
L'étincelle....33
C'est « l'histoire d'une pirouette »…....41
…et une histoire de racisme ordinaire....50
LE CAMPEMENT : UNE COMMUNAUTÉ EN LUTTE....59
Mangiarya !....61
À la croisée des mondes....67
À la croisée des dominations....76
Lost in translations....80
Yalla yalla !....85
LA SOLIDARITÉ ATTAQUÉE....97
« Ça danse à Pont Saint-Louis »....100
Loin des yeux, loin du cœur....104
Calomnies et stratégie de division....110
L'expulsion du campement des Balzi Rossi....117
PASSER ENTRE LES MAILLES....127
« Where is freedom ? »....129
« Vintimille n'est pas une ville facile. »....136
« Vider la ville » : le plan Alfano....139
« Marchons sur la frontière ! »....147
DE LA MER AUX MONTAGNES....159
Perspectives vélorutionnaires....166
« La frontière a une épaisseur »....173
Pour une culture de la solidarité....178
ÉPILOGUE....191
POUR ALLER PLUS LOIN....203

CHEZ LE MÊME ÉDITEUR

Dernières parutions

Collectif Ne var ne yok
« Serhildan » : Le Soulèvement au Kurdistan

Mathieu Pérez
Contre l'État islamique, contre la guerre

Mathieu Rigouste
État d'urgence et business de la sécurité

Collectif l'Escapade
Milot l'incorrigible – Parcours carcéral d'un jeune insoumis à la belle Époque

Collectif
Calais, face à la frontière

achevé d'imprimer
dans l'union européenne
pour le compte de niet!éditions
au mois de juillet 2017

ISBN : 979-10-96195-04-6
1er dépôt légal : 3e trimestre 2017